



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le jeudi 19 décembre 1985

Vol. 29 - No 4

Président: M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 5 - Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles	221
M. Michel Pagé	221
Projet de loi 7 - Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie	221
M. Claude Ryan	221
Projet de loi 4 - Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique	221
M. Paul Gobeil	222
Dépôt de documents	
Décisions du Bureau de l'Assemblée	222
Démission de Mme Lise Langlois à titre de membre de la Commission de la fonction publique	222
Leaders adjoints, whip en chef et whips adjoints du gouvernement	222
Avis de classement de la Commission des biens culturels	222
Décrets concernant les nominations au Conseil des ministres	222
Rapports annuels de ministères et d'organismes paragouvernementaux	222
Questions orales des députés	
Les dossiers de ITT, de Matane, de Gulf et de Pétrumont	224
Les conventions comptables du gouvernement	225
L'abolition de la discrimination en raison de l'âge chez les bénéficiaires de l'assistance sociale	226
L'âge d'admission des enfants à l'école	228
Le gel des frais de scolarité à l'université	230
L'application de la réduction de la taxe sur l'essence	231
Le programme d'assainissement des eaux	232
Construction d'une prison à Trois-Rivières	233
Motions sans préavis	
M. Pierre Duchesne nommé secrétaire général de l'Assemblée nationale	234
Motion proposant que l'Assemblée presse le gouvernement fédéral d'amender la Loi sur les brevets afin de protéger l'industrie pharmaceutique	
M. Clifford Lincoln	234
M. François Gendron	235
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	236
Affaires du jour	
Projet de loi 238 - Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville	
Adoption	237
M. Guy Chevrette	237
M. Albert Houde	238
Projet de loi 8 - Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent	
Adoption du principe	238
Commission plénière et adoption	239
Projet de loi 3 - Loi modifiant la Loi concernant les droits miniers	
Adoption du principe	239
M. Raymond Savoie	239
M. Christian Claveau	239
Adoption	240

Table des matières (suite)

Projet de loi 5 - Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles	
Adoption du principe	240
M. Michel Pagé	240
M. Jean Garon	243
M. Michel Pagé (réplique)	247
Commission plénière	250
Adoption	250
Projet de loi 7 - Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie	
Adoption du principe	250
M. Michel Pagé	250
M. Guy Chevrete	252
M. Jean Garon	253
M. Michel Pagé (réplique)	258
Renvoi à la commission plénière	261
Formation du Bureau de l'Assemblée nationale	261
Débat sur l'énoncé de politiques budgétaires du gouvernement	
M. Pierre-Marc Johnson	261
Motion de censure	266
M. Ghislain Maltais	266
M. Jean Garon	269
Mme Violette Trépanier	272
M. Michel Gauthier	274
M. Réjean Doyon	276
M. Yves Blais	280
M. Gilles Baril	281
M. Roger Paré	282
M. Charles Messier	285
M. Claude Trudel	287
M. Jacques Tremblay	288
M. Roger Lefebvre	290
Mme Madeleine Bélanger	291
Ordre de la Chambre relatif aux débats sur l'énoncé de politiques budgétaires du gouvernement et le discours inaugural	293
Dépôt de rapports annuels	295
Projet de loi 4 - Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique	
Adoption du principe	295
M. Paul Gobeil	295
M. Guy Chevrete	296
Commission plénière	296
Adoption	297
Projet de loi 7 - Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie	
Commission plénière	297
Adoption	297
M. Guy Chevrete	297
M. Michel Gratton	298
Projet de loi 20 - Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens	
Adoption au stade où il en était à la dissolution de la 32e Législature	298
Motion proposant que la commission des institutions complète son rapport à la suite de la consultation sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité	298

Table des matières (suite)

Motion autorisant la formation des commissions avec pouvoir de siéger avant le 11 mars prochain	298
Projet de loi 9 - Loi concernant la nomination du juriconsulte visé par la Loi sur l'Assemblée nationale	
Adoption	299
Bilan et vœux	
Mme Lise Bacon	299
M. Pierre-Marc Johnson	300
Le Président	301
Ajournement au 11 mars	301

Abonnement: 30 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 0,75 \$ - Index: 5 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé au

Service de distribution des documents parlementaires
Assemblée nationale du Québec
1060, rue Conroy (rez-de-chaussée)
Québec G1R 5E6
Tél. (418) 643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le jeudi 19 décembre 1985

(Dix heures trois minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.
Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.
Présentation de projets de loi. M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît!

M. Gratton: Oui, M. le Président. Je vous prierais d'appeler l'article a), s'il vous plaît!

Projet de loi 5

Le Président: À l'article a), M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation propose l'adoption du projet de loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, s'il vous plaît:

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. Le projet de loi 5 modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles a pour objet de prolonger jusqu'au 30 juin 1986 la date limite de réception par l'Office du crédit agricole du Québec d'une demande de subvention faite en vertu de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

M. Levesque: Très bien.

Le Président: Le principe du projet de loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles est... Excusez-moi. L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi?

Une voix: Oui, M. le Président.

Le Président: Le principe du projet de loi est-il adopté?

M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît!

M. Gratton: Oui. Article b), M. le Président.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...ce n'est pas une question de règlement, c'est une demande d'information. Puisque vous avez dit que le principe était adopté...

Le Président: Non.

M. Chevette: ...est-ce qu'il ne faudrait pas...

Le Président: Je l'ai retiré.

M. Chevette: Plus tard?

Le Président: Oui, plus tard.

M. Chevette: Merci.

Le Président: Simplement la présentation. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui, si vous voulez bien appeler l'article b) du feuillet, M. le Président.

Projet de loi 7

Le Président: M. le ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science présente le projet de loi 7.

M. Claude Ryan

M. Ryan: Merci, M. le Président. Le projet de loi 7, intitulé Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, a pour objet de permettre à des personnes autres que des pharmaciens de continuer à préparer et à vendre des aliments médicamenteux jusqu'au 31 août 1986. Il s'agit d'une dérogation à l'exclusivité reconnue aux pharmaciens en cette matière par l'article 17 de la Loi sur la pharmacie.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi?

M. Chevette: Consentement.

Le Président: Adopté.

M. Gratton: Article c), M. le Président.

Projet de loi 4

Le Président: Article c); M. le ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor présente le projet de loi 4.

M. Paul Gobeil

M. Gobeil: M. le Président, le projet de loi 4 vise à étendre jusqu'au 28 février 1986 la période pendant laquelle les parties aux conventions collectives présentement en négociation dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique peuvent transmettre leurs propositions salariales.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi?

M. Chevette: Elle accepte de s'en saisir.

Le Président: Adopté. Dépôt de documents. Si vous me permettez, Mme la vice-première ministre, j'ai quelques documents à déposer devant cette Assemblée.

**Décisions du Bureau
de l'Assemblée**

Conformément à l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer copies des décisions 169 et 174 du Bureau de l'Assemblée nationale.

Démission de Mme Lise Langlois

J'ai de plus l'honneur d'informer cette Assemblée que j'ai reçu, conformément à l'article 108 de la Loi sur la fonction publique, la lettre de démission de Mme Lise Langlois à titre de membre de la Commission de la fonction publique. Je dépose copie de cette lettre.

**Leaders adjoints, whip en chef
et whips adjoints du gouvernement**

J'ai reçu également de Mme la vice-première ministre une lettre dont la teneur est la suivante:

"M. le Secrétaire général,

"La présente est pour vous informer des nominations aux fonctions parlementaires suivantes: leaders adjoints du gouvernement, M. Roger Lefebvre (Frontenac); M. Daniel Johnson (Vaudreuil-Soulanges), ministre de l'Industrie et du Commerce; whip en chef du gouvernement, M. Yvon Vallières (Richmond); whips adjoints du gouvernement, Mme Claire-Hélène Hovington (Matane); également, M. Maximilien Polak (Sainte-Anne)..."

Des voix: Bravo!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
"...M. William Cusano (Viau)..."

Des voix: Bravo!

Le Président: "Ces nominations sont

effectives à compter du 16 décembre 1985.

"Je vous remercie de votre obligeance et vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

"La vice-première ministre, Mme Lise Bacon."

Document déposé. Mme la vice-première ministre, je vous reconnais.

**Avis de classement de la
Commission des biens culturels**

Mme Bacon: Merci, M. le Président. Conformément au troisième alinéa de l'article 29 de la Loi sur les biens culturels, j'ai l'honneur de déposer l'avis de la Commission des biens culturels sur le classement de la Maison Thomas Whitehead, à Chambly, le classement du site institutionnel Saint-Joseph-de-Beauce et du site de l'église Rapide-Danleur.

Le Président: M. le leader du gouvernement, est-ce qu'il y a d'autres documents à déposer?

**Décrets concernant les
nominations au Conseil
des ministres**

M. Gratton: Oui, M. le Président, j'aimerais, au nom de Mme la vice-première ministre, ou au nom du premier ministre, déposer, tel que la vice-première ministre en avait pris l'engagement hier, une série de décrets concernant les nominations au sein du Conseil des ministres. Deuxièmement, avec le consentement...

M. Rochefort: Si le leader du gouvernement me permet. Le leader du gouvernement nous parle d'une série de décrets. Est-ce que tous les décrets concernant les nominations au Conseil des ministres sont compris?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

**Rapports annuels de ministères
et d'organismes paragouvernementaux**

M. Gratton: Oui, M. le Président. Deuxièmement, à la suite d'une entente avec le leader de l'Opposition, j'aimerais procéder non pas au dépôt de la soixantaine de rapports annuels des ministères et organismes paragouvernementaux qui, selon la loi, doivent être déposés à ce moment-ci à l'Assemblée nationale, mais au dépôt d'une liste desdits documents. Évidemment, au Journal des débats, dans le procès-verbal, seraient incluses toutes les informations pertinentes comme si l'ensemble de ces rapports avaient été déposés de façon

individuelle. Je dépose donc la liste en question.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement à cette motion, M. le leader de l'Opposition?

M. Chevette: Il y a consentement. J'aimerais que la liste soit distribuée à chacun des députés.

Le Président: Documents déposés.

M. Gratton: M. le Président, on prend les mesures pour faire les photocopies et elles seront distribuées à l'ensemble des membres au cours de la période de questions.

(NDE - Voici la liste des rapports déposés):

Conseil des Universités, 1984-85
Ministère des Affaires culturelles, 1984-85
Office des ressources humaines, 1984-85
Conseil consultatif de l'environnement, 1984-85
Chambre des notaires, 1984-85
Ordre des denturologistes, 1984-85
Ordre des podiatres, 1984-85
Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, 1984-85
Ordre des chiropraticiens du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, 1984-85
Ordre des agronomes du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, 1984-85
Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des diététistes du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, 1982-83
Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, 1984-85
Régie des rentes du Québec, 1984-85
Commission des services juridiques, 1984-85
Secrétariat aux relations avec les citoyens et citoyennes, 1984-85
Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, 1984-85
Ordre des ingénieurs forestiers, 1984-85
Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires, 1984-85
Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, 1984-85

Ordre des pharmaciens, 1984-85
Ordre des techniciens en radiologie du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des psychologues du Québec
Conseil de la langue française, 1984-85
Commission de toponymie, 1984-85
Office de la langue française, 1984-85
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, 1984-85
Office du crédit agricole du Québec relativement au programme de financement forestier, 1984-85
Office du crédit agricole du Québec relativement au programme de financement agricole, 1984-85
Ministère des Communications, 1984-85
Ministère du travail, 1984-85
Ordre des opticiens d'ordonnance, 1984-85
Ordre des dentistes du Québec, 1984-85
Ordre des comptables agréés du Québec, 1984-85
L'Inspecteur général des institutions financières, 1984-85
Commission de la fonction publique, 1984-85
Commission municipale du Québec, 1984-85
Institut québécois du cinéma, 1984-85
Commission de protection de la langue française, 1984-85
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, 1984-85
Conseil des services essentiels, 1983-84
Régie des services publics, 1983-84
Commission des normes du travail, 1984-85
Société de la maison des sciences et des techniques, 1984-85
Comité d'implantation du centre de recherche-développement sur les applications pédagogiques de l'ordinateur, 17 sept. 1984
Comité de la protection de la jeunesse, 1984-85
Bureau de surveillance du cinéma, 1984-85
Société de développement des coopératives, 1984-85
Barreau du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des technologues médicaux du Québec, 1984-85
Ordre des chimistes du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, 1984-85
Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, 1984-85
Institut national de productivité, 1984-85
Commission des droits de la personne du Québec, 1984
Raffinerie de sucre du Québec, 1984-85
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, 1984-85
Commission consultative de l'enseigne-

ment privé, 1984-85

Commission des biens culturels, 1984-85

Rapport préliminaire des résultats du scrutin du 2 décembre

Ministère de l'Énergie et des Ressources, 1984-85

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, 1984-85

Commission d'accès à l'information, 1984-85

Le Président: Y a-t-il d'autres documents à déposer?

Intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Période de questions. M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Les dossiers de ITT, de Matane, de Gulf et de Pétromont

M. Johnson (Anjou): M. le Président, à la suite de la période de questions de mardi et compte tenu de la préoccupation unanime des gens de cette Assemblée à l'égard de l'évolution et du maintien du développement de l'industrie pétrochimique au Québec ainsi que de l'importance considérable que nous accordons de ce côté-ci, comme je crois aussi de l'autre côté de la Chambre, au développement des richesses naturelles dans le Bas-du-Fleuve et sur la Côte-Nord, compte tenu des emplois qui sont en cause, compte tenu des espoirs considérables que les déclarations du nouveau gouvernement dans les semaines précédant son élection ont pu susciter, est-ce que la vice-première ministre pourrait nous faire rapport sur les dossiers de ITT, de Matane, de Gulf et de Pétromont, conformément à ce qui devait faire l'objet, je crois, du Conseil des ministres d'hier et est-ce qu'elle pourrait nous dire essentiellement si les milliers de travailleurs impliqués pourront aborder la période des fêtes avec espoir, avec satisfaction ou, au contraire, avec résignation?

Le Président: Mme la vice-première ministre, s'il vous plaît!

Mme Bacon: Nos fonctionnaires nous ont rencontrés, nous ont fait un compte rendu des discussions et des rencontres à Ottawa. Nous leur avons demandé des précisions supplémentaires quant à un certain nombre de questions qui nous semblaient requérir ce genre de renseignements supplémentaires.

Nous revenons aujourd'hui au Conseil des ministres dès après la période des questions et les décisions seront rendues publiques le plus rapidement possible. Nous espérons, si ce n'est pas aujourd'hui, que ce

sera le plus rapidement possible, mais elles seront rendues publiques.

Les discussions se poursuivent encore entre les bureaux des deux premiers ministres, le premier ministre canadien et le premier ministre du Québec. Nous sommes évidemment conscients des problèmes que cela cause et, en particulier, des problèmes comme on en mentionnait hier - le chauffage de l'usine ITT, à cause du climat rigoureux que nous connaissons dans cette région - et nous cherchons à régler le plus rapidement possible cette situation. Comme je le disais tantôt, il nous faut davantage de précisions sur certains dossiers. Nous aurons un nouveau Conseil des ministres ce midi et nous aurons, je l'espère, ces précisions à ce Conseil des ministres.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en question additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Compte tenu des engagements et de ce qu'a laissé entendre récemment le premier ministre, que certains de ces dossiers seraient réglés avant Noël, compte tenu du fait qu'il s'agit possiblement de la dernière journée de nos travaux parlementaires, est-ce que la vice-première ministre accepterait de revenir pour une période de questions de quelques minutes en fin de journée, après le Conseil des ministres, avec le consentement de la Chambre?

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Mme Baron: Je comprends que l'Opposition se fait la dent souvent à la période des questions, nous avons connu cela quand nous l'étions. Comme je l'ai dit tantôt et je le redis, nous avons besoin de précisions sur certains dossiers. Nous espérons avoir les informations aujourd'hui, lors de la rencontre du Conseil des ministres. Si nous avons ces précisions, nous les communiquerons publiquement aujourd'hui et, si nous n'avons pas suffisamment d'informations, nous rendrons publiques le plus rapidement possible ces informations que nous obtiendrons des hauts fonctionnaires.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, compte tenu de ce que vient de dire la vice-première ministre et compte tenu, encore une fois, de l'extrême importance pour ces milliers de travailleurs que représentent tous ces dossiers, nous accepterions, si elle y consent, qu'elle revienne avec un complément de réponse après le Conseil des ministres en fin de journée ou en début de soirée.

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Mme Bacon: C'est avec plaisir que je donnerai un complément de réponse s'il y a lieu, si nous avons les informations nécessaires aujourd'hui. Si je ne les possède pas, nous rendrons publiques ces informations le plus rapidement possible.

M. Johnson (Anjou): M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que je dois donc conclure de la réponse que la ministre vient de donner qu'il est possible que nous abordions les fêtes sans réponse dans ces dossiers et ce, contrairement à ce qu'évoquait le premier ministre récemment?

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Mme Bacon: Le chef de l'Opposition nous prête des intentions malveillantes, M. le Président. Ce n'est pas notre intention de cacher quoi que ce soit. Nous avons promis des informations publiques et nous tiendrons cette promesse, cet engagement.

Si nous pouvons les donner aujourd'hui nous le ferons, sinon elles seront données au public le plus rapidement possible d'ici aux fêtes, comme nous avons tenu des engagements pour le budget, comme nous avons tenu des engagements dans d'autres domaines depuis le début, comme nous avons tenu l'engagement d'avoir une session rapide, ce que nous avons fait et nous tiendrons aussi cet engagement.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. Est-ce que Mme la vice-première ministre peut nous donner l'assurance que le Conseil des ministres va prendre aujourd'hui la décision au sujet de la continuation des 3 500 000 \$ que le gouvernement du Québec doit garantir à Pétromont à compter du 15 janvier 1986 afin de s'assurer que les portes restent ouvertes, puisque le dernier engagement que nous avions du gouvernement du Québec était à savoir que nous avions jusqu'au 15 janvier 1986? Est-ce qu'on peut avoir cette assurance-là ce matin, Mme la vice-première ministre?

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Mme Bacon: Ces questions font partie des discussions au Conseil des ministres et, avec l'information nécessaire, nous pourrons

donner publiquement l'information en temps voulu.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): J'aimerais rappeler, M. le Président, que...

Des voix: Question.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Bertrand, je vous reconnais.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que Mme la vice-première ministre peut nous confirmer que, dans le cas de Gulf, dont la fermeture est prévue pour le 31 décembre 1985, on aura des assurances aussi puisque, là aussi, il y a un "deadline" important?

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Mme Bacon: Comme nous travaillons en équipe, M. le Président, je demanderais au ministre de l'Énergie et des Ressources d'apporter un complément de réponse.

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, nous avons communiqué avec la raffinerie Gulf et nous avons porté à son intention les problèmes qui pourraient exister si une décision n'était pas prise immédiatement par le gouvernement fédéral quant à la transaction avec Ultramar. Il ne faudrait pas que la raffinerie ferme par défaut. Nous avons demandé à la raffinerie Gulf de s'assurer du maintien de ses produits pour que les activités de la raffinerie puissent continuer, que les emplois puissent être maintenus, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise par le gouvernement fédéral.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, question principale.

Les conventions comptables du gouvernement

M. Gendron: M. le Président, le Vérificateur général du Québec, il y a deux jours, a semé le doute et la confusion en publiant, comme je l'ai mentionné, il y a deux jours, son rapport annuel affirmant que le déficit serait supérieur à 5 000 000 \$...

Une voix: 5 000 000 000 \$.
(10 h 20)

M. Gendron: ...plutôt que de 3 200 000 000 \$. Dans l'énoncé de politiques budgétaires publié hier par le ministre des Finances, politique énoncée par le ministre des Finances, à la page 8, il affirme lui-même qu'il fera passer - oui,

c'est à vous, M. le ministre des Finances - le déficit de 3 200 000 000 \$ en 1984-1985 à 3 145 000 000 \$. Ma question est donc la suivante et comporte deux volets. Je voudrais que le ministre des Finances dise à cette Chambre d'une façon très claire, puisqu'il affirme dans l'énoncé de politiques budgétaires que le déficit est de 3 200 000 000 \$... Est-ce à dire que c'est aussi sa conviction, comme ministre des Finances, que le déficit est bel et bien de 3 200 000 000 \$ et non de 5 000 000 000 \$? Deuxièmement, est-ce qu'il est exact, quand on a cette prétention, que c'est sur la base de conventions comptables qui existent depuis 1971?

Le Président: M. le ministre des Finances, s'il vous plaît!

M. Levesque: Il me semble, M. le Président, que j'ai été clair hier. J'ai dit que j'utiliserais les mêmes conventions comptables qui avaient été utilisées antérieurement. C'est à partir de cela que j'ai établi les équilibres financiers prévus pour la fin de l'exercice.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Question additionnelle, M. le Président. Je voudrais poser cette question au ministre des Finances: Contrairement à ce qui a été donné comme information publique, est-il exact qu'hier matin le Vérificateur général a déposé au ministère des Finances un rapport, c'est-à-dire son rapport bel et bien signé, contrairement à l'information qui est véhiculée?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: Comme je l'ai dit hier également, le rapport du Vérificateur général a été déposé à l'Assemblée nationale alors qu'auparavant il était déposé au ministre et au ministère des Finances. J'ai été informé que le ministère n'avait reçu le rapport qu'hier avant-midi, le lendemain du dépôt fait à l'Assemblée nationale.

Le Président: En additionnelle, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: M. le Président, ma question précise est la suivante: J'ai l'information que le Vérificateur général, non pas ses états financiers, a déposé au ministère des Finances son rapport avec sa signature, contrairement à l'information qui a été véhiculée voulant qu'il ait refusé de signer son rapport annuel. J'ai l'information qu'il a été déposé aux Finances, signé, et qu'il a fait exactement la même chose que l'an

dernier. Il l'a signé avec des réserves. Je veux savoir si le ministre des Finances confirme.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: En effet, le Vérificateur général a signé avec réserves.

Le Président: Question principale, M. le député de Lac-Saint-Jean.

L'abolition de la discrimination en raison de l'âge chez les bénéficiaires de l'assistance sociale

M. Brassard: M. le Président, au cours de la dernière campagne électorale, le Parti libéral du Québec a promis d'abolir toute discrimination pour les bénéficiaires d'aide sociale en ce qui concerne le critère de l'âge.

Je voudrais savoir du ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu à quel moment, quelle date, il entend mettre en vigueur cette mesure, c'est-à-dire l'abolition de la discrimination en fonction de l'âge pour les bénéficiaires d'aide sociale.

Le Président: M. le ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. Paradis: Oui, M. le Président. Je tiens à remercier le député de Lac-Saint-Jean de sa question. Je tiens à vous remercier de votre question. La question de la discrimination quant à l'âge dans la parité de l'aide sociale ainsi que la question de l'admissibilité de la rente pour le conjoint ou la conjointe au foyer, une question qui tient très à coeur à la ministre à la Condition féminine ainsi qu'au ministre responsable du ministère de la Sécurité du revenu, ont été les deux premiers dossiers auxquels je me suis attaqué. J'ai demandé aux fonctionnaires à l'intérieur du ministère d'agir dans les meilleures échéances possible de façon que nous puissions les annoncer dès que les dossiers seront prêts.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, question additionnelle.

M. Brassard: Je vois qu'on est plus rapide pour baisser les impôts des riches...

Des voix: Question!

M. Brassard: ...que pour s'occuper des bénéficiaires de l'aide sociale.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: Question de règlement.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: On sait qu'en faisant ce genre de remarque on en attire de semblables. Est-ce que vous pourriez inviter le député de Lac-Saint-Jean à respecter le règlement qui interdit quelque préambule que ce soit aux questions complémentaires?

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: Le député de Lac-Saint-Jean aurait pu ajouter que son professeur a été le leader du gouvernement.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, je vous reconnais sur une question additionnelle, s'il vous plaît!

M. Brassard: Est-ce que le ministre pourrait nous préciser si, selon la nouvelle politique proposée par le Parti libéral, le jeune bénéficiaire d'aide sociale aura droit à l'aide sociale aux mêmes conditions qu'une personne de plus de 30 ans?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail.

M. Paradis: Lorsqu'on parle de l'abolition de la discrimination, que la personne soit âgée de 29 ans et 364 jours ou de 30 ans et un jour, elle sera traitée de la même façon.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, question additionnelle.

M. Brassard: Je comprends donc que le Parti libéral s'engage à accorder la parité, ce qu'on appelle la parité...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: À l'ordre, s'il vous plaît! Voulez-vous poser votre question, s'il vous plaît, M. le député de Lac-Saint-Jean?

M. Brassard: Est-ce que je dois comprendre que le Parti libéral s'engage...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Lac-Saint-Jean, question additionnelle.

M. Brassard: Je demande une précision. Est-ce que le ministre pourrait préciser si les propos qu'il vient de tenir signifient qu'il a l'intention d'accorder la parité de l'aide sociale aux jeunes bénéficiaires de 30 ans et moins et quand?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail.

M. Paradis: Si vous avez compris, M. le député, que nous voulons abolir la discrimination que vous avez maintenue, vous avez bien compris.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, question additionnelle.

M. Brassard: Je voudrais savoir si le ministre a une idée précise du coût de cette mesure. Combien cela va-t-il coûter?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail.

M. Paradis: Si on partait avec le nombre de bénéficiaires d'aide sociale que vous nous avez laissés en héritage, si on ne pensait pas être capables de créer des emplois permanents et solides au Québec pour ces gens, il y aurait un coût qui serait différent de ce que cela a été sous un gouvernement péquiste, parce que, avec vous autres, le nombre d'assistés sociaux a augmenté de mois en mois pendant que vous avez été là. Le coût avec le Parti libéral du Québec va diminuer avec la création d'emplois permanents. Dès que j'aurai, M. le leader du gouvernement, les estimations précises, je les acheminerai au Conseil du trésor et nous statuerons sur le dossier.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, question additionnelle.

M. Brassard: Est-ce que cela signifie que le ministre est incapable de préciser le coût de cette mesure?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail.

M. Paradis: Si je vous disais qu'avec un nombre X de bénéficiaires d'aide sociale que vous nous avez légués le coût pourrait être de X et qu'avec les mesures de création d'emplois qui font partie du ministère dont je m'occupe et également des ministères à vocation économique dont plusieurs de mes collègues s'occupent, vous comprendrez aisément que le coût peut être modifié.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): En additionnelle, M. le Président. Est-ce qu'à ce moment-là le ministre peut nous expliquer pourquoi il n'y a aucun crédit additionnel dans l'énoncé supplémentaire du ministre des Finances?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail.

M. Paradis: Certainement. Parce que le dossier n'était pas, sur le plan des chiffres, prêt à ce moment-là et que, contrairement au gouvernement précédent, lorsque le dossier sera prêt, nous respecterons l'engagement. Il sera acheminé au Conseil du trésor et les crédits seront là à ce moment-là. Moi, je ne veux pas faire ce que vous avez fait dans le temps, signer des contrats soit avec des assistés sociaux ou des fonctionnaires et ne pas les respecter par la suite.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): En additionnelle, M. le Président. Est-ce que je dois conclure des propos du ministre, d'une part, qu'il confirme qu'il n'y a aucun crédit additionnel dans l'énoncé supplémentaire du budget au chapitre de l'aide sociale? Deuxièmement, est-ce que je dois également conclure des propos du ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu qu'au moment où son parti a pris cet engagement il n'avait pas d'idée des coûts d'un tel engagement? Troisièmement, je ferais remarquer que le report des impôts de trois mois, c'est cela déchirer une signature, comme le gouvernement l'a fait.

M. Gratton: Je vous ferai remarquer que ce n'est pas une question, ça.

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail.

M. Paradis: L'honorable chef de l'Opposition peut conclure de mes propos que l'engagement d'abolir la discrimination à cause de l'âge sera maintenu et que, dès que le dossier sera prêt, il sera acheminé au Conseil du trésor et qu'il est traité en toute priorité à mon cabinet en même temps que le dossier de la Condition féminine pour rendre les femmes au foyer ou les conjoints au foyer admissibles à la Régie des rentes du Québec.
(10 h 30)

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: Première additionnelle, M. le Président. En attendant, est-ce que le ministre a l'intention d'indexer les prestations d'aide sociale le 1er janvier 1986, comme on l'a toujours fait tous les trois mois?

Le Président: M. le ministre de la

Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail.

M. Paradis: J'aurai des annonces à faire à la suite du Conseil des ministres de ce midi à ce sujet.

Le Président: M. le député de Verchères, en additionnelle.

M. Charbonneau: Une dernière additionnelle. Peut-on assurer les jeunes engagés dans des projets de travaux communautaires, de rattrapage scolaire ou de stages en industrie, ou désireux de s'y engager, que leurs efforts ne seront pas paralysés par un manque de fonds, un manque de crédits?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail.

M. Paradis: Oui, M. le député de Verchères.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en principale.

L'âge d'admission des enfants à l'école

Mme Blackburn: M. le Président, au cours de la dernière campagne électorale, le Parti libéral a pris de nombreux engagements en matière d'éducation par la voix du ministre de l'Éducation d'aujourd'hui. Ces engagements ont suscité beaucoup d'attente tant chez les étudiants que chez les parents. J'aimerais que le ministre, aujourd'hui, m'apporte quelques précisions quant à ses engagements qui ont tous en commun des incidences financières importantes. Concernant l'âge d'admission des enfants à l'école, est-ce qu'il maintient son engagement et est-ce qu'il s'appliquera à compter de septembre prochain?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Je remercie la députée de Chicoutimi de sa question. Je me réjouis de constater que, du côté de l'Opposition, on semble vouloir s'intéresser aux questions d'éducation.

Les 22 engagements que notre parti a rendus publics pendant la campagne électorale dans le domaine de l'éducation embrassent le mandat de quatre ans - ou plus - qui nous a été donné par la population. J'ai déjà demandé aux fonctionnaires du ministère de l'Éducation de me soumettre leurs observations sur chacun de ces engagements quant à leurs implications techniques, financières et autres, pédagogiques aussi, évidemment. Nous devons

faire un examen de chacun de ces engagements avec les fonctionnaires, non pas parce que nous sommes incertains, parce que nous voulons montrer le respect que nous avons pour les fonctionnaires.

Des voix: Bravo!

M. Ryan: Je veux assurer Mme la députée de Chicoutimi que, lorsque nous aurons procédé à cet examen qui répond à des exigences de méthode et de rigueur élémentaires, nous serons très heureux de faire part de nos intentions prioritaires pour la première année du mandat de notre gouvernement.

Une voix: Excellent! Bravo!

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, question additionnelle.

Mme Blackburn: Est-ce que je comprends bien M. le ministre de l'Éducation? Me dit-il qu'il n'a pas nécessairement l'intention de respecter cet engagement au cours du présent mandat?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Je répète, pour l'intelligence de Mme la députée de Chicoutimi...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Ryan: Il n'y a rien de drôle là-dedans.

Une voix: C'est votre gang qui riait.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrette: M. le Président, pour les besoins du Journal des débats, je vous ferai remarquer que c'était le gouvernement qui riait.

Une voix: Oui, parce que l'Opposition ne lit pas le Journal des débats.

Une voix: M. le Président, le Journal des débats peut s'arranger sans...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de l'Éducation, vous avez la parole.

M. Ryan: Je répète à l'intention de Mme la députée de Chicoutimi que je suis fermement résolu à faire tout ce qui est possible pour que cet engagement précis auquel elle a fait allusion soit réalisé

pendant le premier mandat du gouvernement libéral. Par conséquent, nous tenons fermement à ce que l'âge d'admission à l'école élémentaire soit abaissé, conformément à l'engagement que nous avons pris dans notre programme électoral de manière que les enfants qui sont nés entre le 30 septembre et le 31 décembre puissent avoir accès à la maternelle ou à la première année de l'élémentaire, pendant cette partie de l'année où ils commenceront à vieillir d'un an plutôt que de perdre une année, comme c'est le cas actuellement.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, question additionnelle.

Mme Blackburn: M. le Président, le ministre de l'Éducation pourrait-il me dire s'il a l'intention de respecter l'engagement visant à maintenir le gel des frais de scolarité à l'université, et ce pendant toute la durée de son mandat?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de l'Éducation.

M. Gratton: Question de règlement.

Une voix: C'est bon.

Une voix: Ce n'est pas à l'étude des crédits.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement sur une question de règlement.

M. Gratton: Sans être désagréable à l'endroit de Mme la députée de Chicoutimi, vous conviendrez qu'il ne s'agit pas là d'une question additionnelle, mais bien d'une question principale, puisqu'on traite de...

Une voix: ...

M. Gratton: Oui. Là, on pose des questions sur les engagements en matière d'éducation. On n'est quand même pas à l'étude des crédits ici; on est à la période de questions. Il me semble, M. le Président - d'ailleurs, les décisions précédentes l'indiquent très clairement - que, lorsqu'on aborde une série de questions sur un sujet donné on ne peut pas bifurquer en cours de route par le biais de questions complémentaires.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Dans le préliminaire, j'ai indiqué, que je voulais poser des questions sur des

engagements qui ont tous en commun une incidence financière.

Des voix: C'est cela.

M. Gratton: Une question de règlement, M. le Président.

Mme Blackburn: C'est ce...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je conviens avec la députée de Chicoutimi que c'est le cas, mais on pourrait au forçail simplement dire en préliminaire: J'ai l'intention de poser des questions au gouvernement sur ses engagements au cours de la période électorale, ce qui permettrait en additionnelle de poser un tas de questions. On n'a pas d'objection à ce que Mme la députée transforme sa question en question principale, mais ce n'est pas une question complémentaire.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, je vais demander à ma collègue de la poser en principale, d'autant plus que poser des questions sur les engagements électoraux c'est découvrir par le fait même qu'il n'y avait rien de préparé d'une façon sérieuse et quantifiée.

Une voix: Voilà.

M. Gratton: Sur la question de règlement, il me semble que le leader de l'Opposition devrait savoir qu'on n'est quand même pas habilités ici à défaire en quatre jours l'espèce de fouillis que vous avez mis neuf ans à réaliser.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, vous avez là le contraire de ce que dit leur chef aux journalistes depuis à peu près deux mois: Jamais je ne me servirai du passé pour justifier ma non réalisation d'engagements. Je demanderai à ma collègue de se lever et poser une question principale.

Le Président: Pour mettre fin au débat, je pense que Mme la députée de Chicoutimi depuis déjà quelques secondes est prête à poser une question principale et je la reconnais.

Le gel des frais de scolarité à l'université

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Vous me permettez...

Le **Président:** Veuillez poser votre question s'il vous plaît à M. le ministre.

Mme Blackburn: M. le Président, vous me permettez de m'étonner que la belle assurance qu'on connaissait de la part du Parti libéral au moment où il prenait ses engagements...

Des voix: À l'ordre!

M. Chevette: M. le Président...

Le **Président:** À l'ordre s'il vous plaît! Mme la députée de Chicoutimi pose une question principale; elle a donc droit à un préambule. Alors, j'aimerais qu'on écoute Mme la députée de Chicoutimi.

Une voix: Bravo!

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Il semblait qu'on devait comprendre que ces personnes avaient en main les données suffisantes pour appuyer leurs engagements.

M. Chevette: C'est cela.

Mme Blackburn: Aujourd'hui, ce qu'on invoque c'est un manque de connaissance...

M. Chevette: C'est ça.

Mme Blackburn: ...des impacts financiers, des incidences financières. Ma question est la suivante, et elle est adressée au ministre de l'Éducation. Est-ce qu'on a l'intention, M. le ministre, de maintenir tel qu'on l'a promis le gel des frais de scolarité à l'université et ce pour toute la durée de votre mandat?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Je voudrais tout d'abord rassurer la députée de Chicoutimi. Chacun des engagements que nous avons publiés pendant la campagne électorale était accompagné d'un coût; ces coûts que nous avons établis n'ont jamais fait l'objet d'une réfutation sérieuse de la part du Parti québécois. Nous parlons des engagements dans le domaine de l'éducation pour l'instant. Je suis à vérifier avec les fonctionnaires, et je le fais par respect pour eux et pour l'appareil administratif du gouvernement, la version qu'ils peuvent donner de ce point de vue là. Jusqu'à maintenant je n'ai eu connaissance d'aucune contradiction entre les chiffres que nous avons et ceux qu'on entend ou qu'on se prépare à nous présenter.

En ce qui touche votre question, la réponse est oui.

(10 h 40)

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, en principale.

**L'application de la réduction
de la taxe sur l'essence**

M. Baril: M. le Président, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie et des Ressources à savoir si la baisse de la taxe sur l'essence annoncée hier dans le discours sur le budget est effective dès aujourd'hui dans ma région de Rouyn-Noranda-Témiscamingue. Est-ce que vous entendez faire les démarches auprès des pétrolières pour vous assurer d'une diminution réelle du prix à la pompe?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ciaccia: M. le Président, dès ce matin j'ai demandé au personnel de mon ministère de s'enquérir auprès des régions affectées pour s'informer s'il y avait baisse du prix et si l'exemption de la taxe qui avait été annoncée hier par le ministre des Finances bénéficierait aux consommateurs.

Nous avons comme information que les distributeurs livrent actuellement de l'essence avec une réduction de prix. Cette réduction apparaîtra fort probablement à la pompe aujourd'hui ou demain. Par exemple, dans la région de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, le prix des distributeurs a été baissé de 0,043 \$ le litre pour l'essence régulière, 0,044 \$ pour le sans plomb, 0,046 \$ pour le super sans plomb et 0,0375 \$ pour le mazout.

Le ministère communiquera avec les pétrolières pour s'assurer que le prix à la pompe soit effectivement réduit dans toutes les régions affectées. Grâce à cette décision, les consommateurs dans les régions périphériques paieront sensiblement le même prix qu'au centre du Québec. Cette décision a pour but d'aider les consommateurs qui doivent utiliser leur véhicule pour fins de travail, parce que les distances à parcourir, dans ces régions, sont assez grandes.

Je pourrais ajouter, M. le Président, que je crois que c'était une taxe additionnelle qui avait été imposée par le gouvernement précédent qui n'aurait jamais dû être imposée.

Le Président: M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: Est-ce que le ministre pourrait répondre à la question que lui a posée le député: Quels sont les mécanismes qui seront mis en place pour assurer les gens des régions qu'il y aura effectivement une

baisse du prix du pétrole à la pompe?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, je crois que j'ai répondu à la question. Pour donner la chance aux membres de l'Opposition de poser d'autres questions, je ne répéterai pas ma réponse.

M. Gauthier: Une question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: M. le Président, est-ce que j'ai bien compris quand j'ai saisi que le seul mécanisme en place c'est que le ministre communiquera par téléphone avec les pétrolières pour s'assurer que ce sont les gens qui vont profiter de 0,04 \$ de baisse d'essence?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, avant de partir en guerre, on nous informe que les prix, effectivement, ont été réduits. Que voulez-vous que je fasse de plus si on m'informe que les prix ont été réduits? Si on voit que dans certaines régions les épargnes n'ont pas été passées au consommateur, alors nous allons recommuniquer et nous allons prendre les mesures que nous pouvons prendre dans les circonstances. Cela ne sert à rien de partir en guerre aujourd'hui quand tout le monde semble coopérer et réaliser que c'était une taxe qui n'aurait jamais dû être imposée; c'est pour cela qu'on a appliqué la mesure dès minuit hier soir.

M. Gauthier: Une question additionnelle..

Le Président: M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: Est-ce que le ministre est au courant du fait qu'au Saguenay—Lac-Saint-Jean, il n'y a pas eu de baisse du prix du pétrole comme c'était supposé être à minuit hier soir normalement?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de l'Énergie et des Ressources. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ciaccia: L'engagement du Parti libéral était que, pour le 1er janvier, cette taxe serait réduite dans les régions concernées et nous l'avons fait le 18 décembre.

Si la situation que le député de

Roberval porte à mon attention se continue, je vais effectivement consulter, communiquer avec les compagnies, les sociétés pétrolières et je vais faire tout le nécessaire pour en faire bénéficier les consommateurs de sa région.

Le Président: M. le député de Laviolette, une question additionnelle.

M. Jolivet: Une question additionnelle au ministre de l'Énergie et des Ressources. M. le ministre, est-ce que vous pourriez m'indiquer s'il y a eu une erreur dans le discours du ministre des Finances, hier, dans le sens de considérer la région de la Haute-Mauricie, incluant Parent, Clova, La Tuque, Lac-Édouard, comme étant une région périphérique, par rapport aux régions contiguës que sont le Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Est?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, le ministre des Finances a annoncé hier exactement les engagements que nous avons pris durant la campagne électorale et la taxe a été réduite précisément dans ces régions.

M. Jolivet: Est-ce que je dois comprendre de la part du ministre que la Haute-Mauricie, qui depuis longtemps fait la bataille non pas seulement sur les taux prévus par les taxes, mais sur l'ensemble du pétrole et du gaz, a été exclue de cette décision, malgré le fait que le candidat libéral de la Haute-Mauricie, qui était président du Conseil de développement de la Haute-Mauricie, indique l'inverse?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources, s'il vous plaît!

M. Ciaccia: M. le Président, je m'étonne que le même gouvernement qui a imposé cette taxe vienne critiquer aujourd'hui le fait qu'on ne l'enlève pas totalement. Il y a une limite!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:
M. le député de Terrebonne, question principale.

Le programme d'assainissement des eaux

M. Blais: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Elle est très courte, parce que j'en ai une deuxième qui vient.

Selon notre planification de la gestion des eaux usées et de l'assainissement des eaux avec les municipalités, nous avons décidé d'y consacrer près de 700 000 000 \$

d'investissements durant l'année 1986. Est-ce que votre ministère entend y consacrer les mêmes sommes pour l'année 1986 qui vient?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: M. le Président, je pense que le député de Terrebonne n'a pas consulté ses collègues qui étaient au Conseil des ministres du Parti québécois, parce que c'est ce même gouvernement qui, en octobre 1985, lorsqu'il était au pouvoir, a décidé de mettre une limite de 450 000 000 \$ au programme d'assainissement des eaux. Excusez, je vais finir!

Le programme de l'assainissement des eaux, cette année-ci, a consommé environ 600 000 000 \$. En octobre, le gouvernement, le Conseil du trésor a pris la décision de limiter ce programme à 450 000 000 \$. C'est cela, la situation actuelle qui prévaut jusqu'à nouvel ordre et je la discute en ce moment avec les fonctionnaires pour voir quel va être le rythme à appliquer dans les années à suivre.

Le Président: M. le député de Terrebonne, question additionnelle.

M. Blais: Malgré la coupure annoncée de 250 000 000 \$ dans ces projets d'investissements que vous annoncez aujourd'hui, est-ce que vous allez maintenir au-delà du 31 mars 1986 le pourcentage de 90 % de versements-subsidations aux municipalités qui sont admissibles?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.
(10 h 50)

M. Lincoln: M. le Président, la situation est ainsi: En octobre 1985, le Conseil du trésor a décidé pour le programme 1986-1987, le nouveau programme, de limiter le rythme d'investissements à 450 000 000 \$. C'était une recommandation de l'Ordre des ingénieurs du Québec qui avait décidé que le rythme d'investissement pour l'assainissement des eaux était tel qu'il y avait un embouteillage sérieux dans le programme. Mais nous allons continuer le rythme à 90 % pendant l'année financière en cours et, ensuite, on va réexaminer quel sera le rythme du programme pour l'année à venir. C'est bien cela.

Une voix: Bravo!

M. Blais: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Terrebonne, question additionnelle.

M. Blais: M. le Président, je ne crois

pas avoir eu de réponse et j'insiste, je reviens à la charge. Mme la vice-première ministre, le 28 novembre 1985, disait qu'elle reportait au 31 mars 1987 les délais d'admissibilité avec le même pourcentage de subvention aux villes. Est-ce que l'actuel ministre de l'Environnement va respecter cet engagement électoral?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: Comme vous le savez, M. le Président, c'est une résolution formelle du Parti libéral. C'est un parti qui respecte ses engagements; alors, la réponse est oui.

En même temps, je veux souligner encore une fois au député...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lincoln: M. le Président, je n'ai pas d'instruction à recevoir de "feu" le ministre de l'Agriculture, je sais comment me comporter.

Je vais répéter encore une fois, pour que ce soit bien clair, que c'est le gouvernement...

Le Président: M. le ministre, si vous voulez conclure, s'il vous plaît!

M. Lincoln: Oui, je vais conclure. C'est le gouvernement du Parti québécois qui a limité à 450 000 000 \$. Nous allons examiner le rythme du programme tout en respectant les engagements formels du Parti libéral.

Le Président: M. le député de Taillon, question principale.

Construction d'une prison à Trois-Rivières

M. Fillion: M. le Président, lors de la première période de questions de cette Législature et de cette session, à l'occasion d'une question gentiment glissée par le député de Trois-Rivières, nous avons appris de la bouche du Solliciteur général, qui procédait avec un empressement peu commun, son intention de procéder prioritairement à la construction d'une prison à Trois-Rivières.

Or, l'actuel ministre de la Justice, alors et toujours député de D'Arcy McGee, avait procédé à une étude sur l'ensemble de la situation carcérale au Québec et avait conclu qu'il ne croyait pas utile de construire d'autres prisons. Il soutenait que les dizaines de millions qu'il faudrait dépenser à cette fin pourraient être

beaucoup mieux utilisés, et ce lors des études en profondeur qu'il avait faites.

Ma question, qui s'adresse au Solliciteur général, est la suivante: Est-ce que le Solliciteur général est au courant, actuellement, et l'était-il avant mardi, des études faites par l'actuel ministre de la Justice?

Le Président: M. le Solliciteur général.

M. Latulippe: M. le Président, M. le député de Taillon, je suis fort conscient, et j'étais fort conscient que M. le député de D'Arcy McGee est une personne qui était et qui est toujours très préoccupée des droits et libertés de la personne. Je suis aussi fort conscient que M. le député de D'Arcy McGee, à l'époque où il était le critique de l'Opposition en matière de justice, était fort préoccupé par la condition de vie des personnes détenues dans nos institutions carcérales.

Je veux rassurer le député de Taillon que je me situe dans la continuité du député de D'Arcy McGee et que je suis personnellement aussi fort préoccupé des conditions de vie des personnes qui sont détenues dans nos institutions carcérales. J'ai d'ailleurs déclaré que ce devra être une de mes priorités de m'assurer que les conditions de vie de nos personnes détenues en institution carcérale soient plus humaines, et c'est mon intention de continuer dans le sens des préoccupations qu'a toujours eues le député de D'Arcy McGee.

Le Président: M. le député de Taillon, une dernière question additionnelle avant la fin de la période des questions.

M. Fillion: J'aimerais bien poser, M. le Président, une dernière question additionnelle. Évidemment, je n'ai eu aucune réponse à ma question principale. Cependant, ma question est la suivante: Le Solliciteur général a-t-il obtenu, dans les crédits supplémentaires, les sommes nécessaires pour respecter la parole qu'il nous donnait mardi, en cette Chambre, encore une fois dans une tirade empressée peu commune?

Le Président: M. le Solliciteur général, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Latulippe: M. le Président, M. le député de Taillon, je conçois que vous compreniez que nous allons tenter de régler en un temps plus rapide la situation que nous avons vécue pendant neuf ans dans nos institutions carcérales, durant l'époque de l'ancien gouvernement. Je ne crois pas que je devais stopper les démarches en vue de la construction de cette prison à Trois-Rivières qui avaient été entreprises dans la période

de l'ancien gouvernement.

Je peux vous dire aussi que c'est notre intention, parce que vous avez probablement pris déjà connaissance, j'espère, des engagements électoraux en matière de justice qu'avaient rendus publics M. Marx, le ministre actuel de la Justice... Je peux vous assurer, si vous vous reportez à ces engagements électoraux...

M. Chevette: Question de règlement.

M. Latulippe: ...qu'il était de notre intention...

Le Président: M. le leader de l'Opposition, s'il vous plaît!

M. Chevette: M. le Président, l'article 79 se lit comme suit: "La réponse à une question doit être brève, se limiter au point qu'elle touche et ne contenir ni expression d'opinion, ni argumentation. Elle doit être formulée de manière à ne susciter aucun débat." Cet article est clair.

La question était la suivante: A-t-il les crédits ou non pour bâtir la prison alors que mardi il avait le "foin" pour la faire en entier?

Le Président: Je demanderais à M. le Solliciteur général de bien vouloir conclure immédiatement s'il vous plaît!

M. Latulippe: Je n'ai pas l'intention de stopper les démarches qui avaient été entreprises pour la construction de la prison de Trois-Rivières.

Des voix: Bravo!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Fin de la période de questions.

Nous retournons aux affaires courantes. Votes reportés.

Motions sans préavis. Mme la vice-première ministre.

M. Pierre Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée

Mme Bacon: Merci, M. le Président. J'ai le plaisir de proposer que, conformément, à l'article 26 de la Loi sur l'Assemblée nationale, M. Pierre Duchesne soit nommé secrétaire général de l'Assemblée nationale.

Le Président: Cette motion...?

M. Johnson (Anjou): Oui, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Nous agréons avec plaisir à cette proposition, compte tenu de la vaste expérience de M. Duchesne et de ses loyaux services à l'égard de tous les membres de cette Assemblée; les nouveaux apprendront à le connaître sûrement très bientôt.

Une voix: Bravo! Bravo!

Le Président: Si je comprends bien, cette motion est adoptée à l'unanimité de la Chambre.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je n'ose pas le suggérer. Le secrétaire général doit-il prononcer un discours à ce moment-ci, M. le Président?

Le Président: Ce fut un discours très éloquent.

Je tiens à féliciter le secrétaire général en mon nom personnel et au nom de tous les membres de cette Assemblée. Félicitations encore.

Y a-t-il d'autres motions sans préavis?

M. Lincoln: Oui, M. le Président, j'ai une motion sans préavis. Je vais lire la motion et en parler très brièvement. C'est une motion sur... Pardon?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement, veuillez annoncer simplement votre motion et je devrai après demander le consentement à cette Assemblée pour débattre de cette motion.

M. Lincoln: Oui, excusez. Ma motion a trait à l'industrie pharmaceutique et à la protection des brevets, à des amendements sur la Loi sur les brevets canadienne.

Le Président: Y a-t-il consentement de cette Assemblée pour débattre de cette motion? (11 heures)

M. Chevette: M. le Président, il y a consentement aux conditions convenues entre les deux leaders, à savoir un intervenant de chaque côté.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement, M. le leader du gouvernement?

M. Gratton: Oui, M. le Président.

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

**Motion proposant que l'Assemblée
presse le gouvernement fédéral
d'amender la Loi sur les brevets**

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: Je vais lire ma motion, M. le Président.

"Attendu que le gouvernement fédéral a annoncé en mai 1983 son intention d'amender la Loi sur les brevets afin d'accorder une protection adéquate et essentielle à l'industrie pharmaceutique;

"Attendu que cette intention ne s'est toujours pas réalisée malgré les nombreuses revendications faites auprès du gouvernement fédéral, incluant une résolution unanime de cette Assemblée adoptée le 20 juin 1985;

"Attendu que des amendements appropriés apportés à la Loi sur les brevets aboutiraient à des retombées d'importance majeure pour le Québec au cours des quatre années 1986-1989, soit jusqu'à 400 nouveaux emplois en recherche de pointe, jusqu'à 450 emplois de soutien, jusqu'à 300 000 000 \$ de dépenses annuelles en recherche et développement, jusqu'à 150 000 000 \$ en nouveaux capitaux d'investissements;

"Attendu que les fonds dépensés pour la recherche par l'industrie pharmaceutique doubleraient alors au cours des cinq prochaines années, je fais motion:

"Que cette Assemblée demande instamment au gouvernement fédéral d'amender sans plus tarder la Loi sur les brevets en accordant une protection satisfaisante à l'industrie pharmaceutique afin de favoriser la croissance et l'épanouissement de la recherche et du développement ainsi que la création d'un nombre significatif de nouveaux emplois dans ce secteur de pointe si crucial pour le Québec."

Le Président: Un peu de silence, s'il vous plaît, pour permettre à M. le ministre de présenter sa motion.

M. Lincoln: M. le Président, très brièvement. Il y a plusieurs années de cela, avec mes collègues, le député de Mont-Royal et la députée de Jacques-Cartier, nous avons été en entrevue avec le ministre fédéral d'alors, M. Ouellet, que nous avons rencontré à deux occasions, et la même chose avait été faite par le parti ministériel; le ministre de la Science et de la Technologie d'alors avait pris action dans ce dossier, qui est un des rares dossiers où il y a eu une unanimité continue de la part de l'Assemblée nationale.

Le sujet est la reconnaissance adéquate d'une protection sur les brevets pour l'industrie pharmaceutique du Québec, qui est une des industries technologiques de pointe quant à notre avenir économique présent et à venir. C'est une industrie qui a un impact sur le milieu universitaire, sur le milieu économique, sur les emplois de soutien dans divers milieux. Dans mon comté, il y a quatre manufactures de cette industrie essentielle.

La députée de Jacques-Cartier avait

proposé une résolution en juin 1985, qui avait obtenu l'assentiment unanime de la Chambre. Nous l'avons transmise au gouvernement fédéral canadien, qui n'a toujours pas pris de décision là-dessus. Le ministère des Consommateurs et des Corporations, M. Côté, a promis, depuis la venue au pouvoir du Parti conservateur, de présenter un projet de loi pour amender la Loi sur les brevets. Il ne l'a toujours pas fait. Nous avons pensé que le geste de présenter une autre motion devant l'Assemblée nationale, qui recevrait l'appui unanime de l'Assemblée nationale, aurait pour but de catalyser le gouvernement fédéral pour prendre une décision urgente dans ce dossier qui est d'une importance cruciale pour le Québec. Merci.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, je vous reconnais.

M. François Gendron

M. Gendron: M. le Président, je voudrais informer cette Chambre que nous, de l'Opposition, allons donner notre consentement et notre accord. Nous sommes heureux que le ministre de l'Environnement présente cette motion puisque, comme il l'a mentionné, c'est un dossier extrêmement important pour l'ensemble du Québec mais en particulier pour la région métropolitaine, étant donné que l'industrie pharmaceutique est une industrie capitale, importante, d'envergure, de haute technologie, comme il l'a mentionné, reliée au monde universitaire, etc.

Je voudrais simplement rappeler, par contre, aux parlementaires et à ceux qui nous entendent que cela m'étonne que cette prise de position vienne si tardivement puisque, dès 1984, le ministre de la Science et de la Technologie de l'ancien gouvernement, M. Gilbert Paquette, avait sensibilisé et avait fait des démarches précises auprès de M. André Ouellet, l'ancien ministre des Corporations, pour exiger que, le plus rapidement possible, il y ait des modifications qui soient apportées à la Loi sur les brevets afin d'accorder une protection adéquate et essentielle à l'industrie pharmaceutique dans la région métropolitaine.

Je pense que le ministre de l'Environnement a rappelé avec énormément d'exactitude qu'au niveau des retombées économiques importantes et majeures dans la région métropolitaine ce sont des considérations économiques dont il faut tenir compte parce que c'est une industrie qui était dans un secteur de pointe. La région métropolitaine pouvait se glorifier de jouer un rôle dans l'ensemble canadien et même dans un ensemble plus large très important au niveau de l'industrie pharmaceutique.

Graduellement, par toutes sortes de politiques, le gouvernement fédéral a affaibli énormément la force et la valeur de l'industrie dans la région métropolitaine. Donc, nous, de l'Opposition, nous réjouissons, aujourd'hui, que le gouvernement fasse motion que, le plus rapidement possible, puisqu'on le dit dans la motion, on demande instamment au gouvernement fédéral d'amender sans plus de délai la Loi sur les brevets afin d'accorder une plus grande et une meilleure protection à l'industrie pharmaceutique afin de favoriser, une fois pour toutes, l'épanouissement de la recherche et du développement. Bien sûr, quand on a ces préoccupations, règle générale, cela se traduit par une augmentation de l'emploi. C'est dans ce sens que l'Opposition donne son accord à cette motion.

Le Président: Est-ce que M. le ministre de l'Environnement désire répliquer? Voulez-vous utiliser votre droit de réplique?

M. Lincoln: Non, non. Tout ce que je veux dire, c'est que je remercie l'Opposition de son assentiment. Je suis très content de voir que, pour la troisième fois, l'Assemblée nationale appuie unanimement ce projet que nous allons maintenant faire connaître à Ottawa le plus tôt possible. Merci.

Le Président: Je vais maintenant vous lire la motion: "Que cette Assemblée demande instamment au gouvernement fédéral d'amender sans plus tarder la Loi sur les brevets en accordant une protection satisfaisante à l'industrie pharmaceutique afin de favoriser la croissance et l'épanouissement de la recherche et du développement ainsi que la création d'un nombre significatif de nouveaux emplois dans ce secteur de pointe si crucial pour le Québec." Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Avis touchant les travaux des commissions. Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: Oui, M. le Président. Je n'ai pas d'avis à donner. J'ai plutôt un renseignement à demander sur les travaux de l'Assemblée. Est-ce que je dois revenir au point suivant?

Le Président: J'y arrive.

Mme Harel: Très bien.

Le Président: Renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Mme la députée de Maisonneuve, vous n'avez fait que me devancer.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Mme Harel: Merci, M. le Président. J'aimerais, en vertu de l'article 86 de nos règlements, être informée de la date de la commission parlementaire qui devrait siéger sur l'intégration des femmes au foyer au Régime de rentes du Québec. Mme la ministre déléguée à la Condition féminine a informé les médias qu'il y aurait une commission parlementaire; j'aimerais connaître la date de celle-ci.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, on comprend fort bien l'intérêt que porte la députée de Maisonneuve à cette question. Dès que le Conseil des ministres aura arrêté sa décision sur cette date, nous la ferons connaître. Mais, au moment où on se parle, nous ne la connaissons pas encore.

Le Président: Est-ce qu'il y a d'autres demandes de renseignements sur les travaux de l'Assemblée? M. le leader de l'Opposition, y a-t-il d'autres demandes de renseignements?

M. Chevrete: Non.

Le Président: Affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Avec le consentement, puisqu'il va s'agir... Au cours de nos travaux d'aujourd'hui, on devra requérir le consentement de façon assez régulière. Mais, à la suite d'ententes aussi avec le leader de l'Opposition, je vous prierais d'appeler l'article 6 de notre feuillet.

Le Président: Auparavant, M. le leader du gouvernement, est-ce qu'il y a consentement dans les affaires prioritaires pour que le débat sur la déclaration complémentaire du ministre des Finances soit reporté à plus tard, c'est-à-dire à 15 heures? M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: Oui, M. le Président, il y a eu consentement de la part de l'Opposition pour qu'on puisse procéder à des travaux autres que la réplique sur le discours sur le budget qui sera faite à 15 heures par le chef de l'Opposition.

Le Président: En faites-vous un ordre de l'Assemblée?

M. Chevrete: Oui.
(11 h 10)

Le Président: Ordre de l'Assemblée. Dans les affaires prioritaires également, M.

le leader du gouvernement, faites-vous une motion pour que le débat sur le discours d'ouverture soit reporté à plus tard, au sujet de la continuité du débat sur le discours d'ouverture?

M. Gratton: M. le Président, je souhaiterais que nous avancions un peu plus dans nos travaux aujourd'hui. On aura sûrement de nombreuses discussions entre nous au cours de la journée. Le chef de l'Opposition me fait signe que oui. Donc, on pourrait peut-être, en fin de journée ou en fin de séance, faire les motions appropriées quant au parachèvement du débat sur le discours d'ouverture, quant à la création des commissions parlementaires et quant à d'autres sujets dont nous voulons saisir l'Assemblée. Donc, si vous me le permettez, M. le Président, de consentement, nous remettrons à plus tard au cours de cette séance ces motions.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, je suggère que vers les 18 heures ce soir on puisse avoir une rencontre avec vous et nous vous ferons part de l'ensemble des consentements dont on aura convenu et qui pourraient être postérieurs à la présente session ou la présente semaine de session. À ce moment-là, on pourra constituer un ordre de la Chambre en revenant vers les 20 heures.

Le Président: Est-ce que cela vous convient, M. le leader du gouvernement?

M. Gratton: Oui, je concours à la suggestion du leader de l'Opposition.

Le Président: Alors, à 18 heures, nous nous rencontrerons.
M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prie d'appeler l'article 6 du feuillet d'aujourd'hui.

Projet de loi 238

Adoption

Le Président: Je désire faire une mise au point au sujet du rapport du directeur de la législation du projet de loi privé 238, Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville, présenté avant-hier par le député de Berthier. J'aimerais corriger, si vous me le permettez, le compte rendu que je faisais à cette occasion. J'ai omis de lire le paragraphe suivant qui s'avérait essentiel pour la bonne compréhension de nos travaux d'avant-hier. Je cite le paragraphe: "Le

projet a cependant été déposé en dehors des délais prévus par l'article 35 des règles de fonctionnement et il ne peut, sans le consentement de cette Assemblée, être adopté au cours de la présente partie de la session." Ce paragraphe a justement nécessité l'adoption de la motion présentée par le leader du gouvernement suspendant l'application de certaines règles de fonctionnement.

Les choses étant rétablies, est-ce que le principe de cette loi est adopté?

M. Chevette: Il y a consentement pour déroger aux règles, M. le Président. Nous allons consentir également à l'étude immédiate du projet de loi. Contrairement à ce que j'avais dit au leader du gouvernement, j'aurais quelques commentaires sur la loi 238 en deuxième lecture.

Le Président: Si je comprends bien, le principe de cette loi est adopté et nous passons à l'adoption de la loi. Si vous voulez, M. le leader de l'Opposition, adresser quelques mots avant...

M. Guy Chevette

M. Chevette: Je voudrais simplement formuler un vœu parce que je connais assez bien le dossier. On sait que ce projet vise à régler le dilemme par lequel la ville de Berthier veut se porter acquéreur de bâtisses ou de constructions appartenant à la défunte Melchers, à Berthier. Je formule un vœu pour la région de Lanaudière: Que ces édifices qui seront acquis ne servent pas, je l'espère, purement et simplement à déplacer des entreprises à l'intérieur même de la région mais plutôt à accueillir des entreprises de l'extérieur de la région. Si on veut un véritable développement économique régional, ce n'est pas en fermant à Saint-Ambroise et en ouvrant à Berthier qu'on va améliorer la situation économique, mais bien en allant chercher des entreprises de l'extérieur de notre région qui viendraient s'ajouter à l'ensemble que nous avons présentement pour instaurer une économie accrue, diversifiée et meilleure dans notre propre région. C'est tout. C'est parce que je sais qu'il y a des inquiétudes sur le fait qu'il pourrait n'y avoir que des transferts de sièges sociaux, à toutes fins utiles, et que cela ne créerait pas d'emplois additionnels dans la région. C'est un vœu que je voulais formuler pour rassurer les corporations économiques de notre région, désireuses comme nous le sommes, je pense, dans la région de Lanaudière de voir s'accroître les emplois et non pas les voir purement et simplement se déplacer.

Le Président: M. le député de Berthier.

M. Albert Houde

M. Houde: Merci, M. le Président. Je prends bonne note du vœu du leader de l'Opposition officielle à cet égard. Je voudrais, en tout premier lieu, remercier les personnes qui ont contribué à la préparation de ce projet de loi, la loi concernant l'acquisition d'immeubles de Melchers par la ville de Berthierville. Cela permettra de créer des emplois dans mon comté et nous en avons grandement besoin.

Je voudrais aussi, si vous me le permettez, M. le Président, remercier l'Opposition officielle d'avoir accepté de bien vouloir considérer ce bill dans le temps des fêtes. À la suite de l'engagement que j'avais pris auprès des électeurs de mon comté avant et pendant la campagne électorale, je suis très heureux ce matin, en cette fin d'année, d'apporter une note de gaieté aux travailleurs et aux travailleuses de mon beau comté de Berthier. Merci beaucoup.

Le Président: Nous allons procéder maintenant à l'adoption du projet de loi. Est-ce que ce projet de loi est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais maintenant d'appeler l'article 4 du feuillet.

Projet de loi 8**Adoption du principe**

Le Président: M. le ministre délégué à la Réforme électorale propose l'adoption du principe du projet de loi 8, Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent.

M. le ministre.

M. Gratton: Merci, M. le Président. Le projet de loi 8, Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent, a pour objet d'ajuster certaines dispositions de la Loi électorale à l'élection partielle du 20 janvier 1986 qui aura lieu dans la circonscription électorale de Saint-Laurent pour tenir compte du jour de Noël et du jour de l'an.

Je m'arrêterai là et, si l'Opposition avait des questions, je pourrais tenter d'y répondre mais il me semble que le tout est fort simple. Des délais sont prévus, des obligations que fait la Loi électorale de tenir des bureaux ouverts, par exemple, de façon consécutive, pendant toute la durée d'une élection. Comme il y a les fêtes de Noël et

du jour de l'an au cours de cette période, qu'il nous semble approprié de faire respecter, le projet de loi pourvoit à la fermeture des bureaux et aux ajustements qui s'imposent pour ces deux jours fériés.

Le Président: M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. J'aimerais savoir de la part du leader du gouvernement quels sont les coûts rattachés à cela.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Il n'y a aucun coût rattaché à l'adoption du projet de loi aujourd'hui. D'abord, il n'y a aucun coût pour un ministère quelconque puisque, effectivement, tout cela relève du Directeur général des élections. Il s'agit simplement de pourvoir à la fermeture des bureaux du Directeur général des élections, du bureau du directeur de l'élection dans la circonscription électorale de Saint-Laurent le jour de Noël et le jour de l'an. Il était déjà prévu que ces bureaux seraient fermés de toute façon et il n'y a aucune incidence financière quelconque.

Le Président: M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Je pense que je me suis mal fait comprendre, M. le leader du gouvernement. Je voudrais connaître le coût rattaché à l'élection partielle dans Saint-Laurent.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je ne crois pas que la question soit pertinente à l'objet de nos discussions aujourd'hui.

Le Président: M. le député de Bertrand, voulez-vous répéter votre question, s'il vous plaît?

M. Gratton: Non, j'ai répondu, M. le Président, qu'il ne s'agissait pas d'une question pertinente à l'adoption de ce projet de loi.

Le Président: Je m'excuse. Est-ce qu'il y a d'autres questions? Est-ce que le principe du projet de loi 8 est adopté?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, est-ce que je dois comprendre qu'on a procédé à toutes les étapes, les écritures de la commission

plénière et l'adoption?

Le Président: Non. Vous faites motion pour déférer le projet de loi en commission plénière?

Commission plénière et adoption

M. Gratton: Non, M. le Président. Je souhaiterais qu'on fasse, avec le consentement de l'Opposition bien sûr, les écritures pour la commission plénière et qu'on procède tout de suite à l'adoption du projet de loi lui-même.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour l'adoption du projet de loi immédiatement si les écritures ont été consignées et le rapport des écritures adopté?

M. Chevette: Consentement.

Le Président: Consentement. Est-ce que le projet de loi 8, Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent, est adopté?

M. Chevette: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: ...je vous prie d'appeler l'article 3 du feuillet. (11 h 20)

Projet de loi 3

Adoption du principe

Le Président: M. le ministre délégué aux Mines propose l'adoption du principe du projet de loi 3, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines. M. le ministre.

M. Raymond Savoie

M. Savoie: M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et il en recommande l'étude à l'Assemblée.

Comme vous le savez, M. le Président, en vertu de la Loi concernant les droits sur les mines, l'industrie minière est tenue de payer un impôt particulier par suite de l'exploitation d'une ressource naturelle appartenant à la collectivité québécoise. Suivant le régime qui a prévalu jusqu'au moment du discours sur le budget du 23

avril, les droits payables par un exploitant de mines s'établissaient, selon une échelle graduée, de 15 % à 30 % des profits réalisés, soustraction faite d'une exemption de base au montant de 250 000 \$.

En cas de perte lors d'un exercice financier, cet exploitant de mines bénéficiait d'un crédit de droits égal à 15 % de cette perte, lequel crédit était applicable contre les droits à payer des quatre exercices financiers suivants.

Le discours sur le budget prononcé le 23 avril 1985 a introduit, à compter de cette date, de nouvelles mesures dans le but de favoriser le développement de l'industrie minière au Québec. C'est ainsi que l'échelle graduée de 15 % à 30 % a été remplacée par un taux unique de 18 %, que l'exemption de base a été majorée à 500 000 \$ et convertie en un crédit de droits de 90 000 \$. Toute partie de ce crédit qui serait inutilisée dans une année pourra être appliquée contre les droits payables des trois années suivantes. Par ailleurs, une société minière qui subit une perte annuelle au cours d'un exercice financier pourra dorénavant réclamer le remboursement d'un crédit de droits égal au moindre de 18 % de la perte réalisée ou du montant constitué de ses frais d'exploration et de mise en valeur, ainsi que son allocation pour dépréciation des biens acquis au cours de l'exercice financier.

Enfin, la partie résiduelle de sa perte pourra faire l'objet d'un rapport de trois années antérieures et des sept années qui suivent pour ainsi réduire ses droits autrement payables.

Le Président: M. le député d'Ungava.

M. Christian Claveau

M. Claveau: M. le Président, permettez-moi de profiter de l'occasion pour féliciter l'actuel gouvernement de s'être intéressé aussi rapidement au problème minier. Si l'actuel gouvernement a pu s'intéresser si rapidement au problème, c'est parce que le projet de loi, comme on vient de le dire, fait suite au budget Duhaime du 23 avril 1985...

Des voix: Ah!

M. Claveau: ...et que, par le fait même, c'est une loi qui a été préparée par le précédent gouvernement du Parti québécois.

Je me permets de dire qu'encore là on a un très bel exemple du processus de consultation régionale qui avait été mis en place par l'ancien gouvernement. Vous savez, dans le domaine minier, on a vécu, au cours des dernières années, de nombreuses difficultés. Des régions comme celle que je représente en savent quelque chose. Année

après année, le taux d'emploi a baissé. C'est un domaine qui est complètement contrôlé par le marché extérieur sur lequel on a très peu d'emprise et qui rend très difficile la planification à long terme.

Au cours des trois ou quatre dernières années, il y a eu tout un cheminement. Tout un processus a été entrepris entre les différents intervenants régionaux et les différents intervenants gouvernementaux pour dégager les besoins prioritaires des mines, pour dégager ce à quoi on devrait s'attaquer, pour nous permettre de donner un second souffle à l'industrie minière. Ce processus s'est fait par l'intermédiaire de tables de concertation régionale, de sommets économiques régionaux, de rencontres entre les représentants des compagnies et les représentants du gouvernement. Je pense qu'on a ici la concrétisation, si minime soit-elle, des besoins qui commencent à se faire sentir et des façons de réagir à ces besoins pour permettre la survie de notre industrie minière.

Il est bien évident qu'en quatre jours, comme nous le dit si souvent l'actuel gouvernement, il n'aurait pas eu le temps de préparer une telle loi si complexe dans tous ses détails. Le texte qui nous est présenté est un texte qui émane de l'ancien gouvernement et des consultations qui ont été mises en place par l'ancien gouvernement du Parti québécois. Je ne peux que féliciter l'actuel gouvernement de considérer que ces mesures prévues au budget Duhaime étaient des mesures raisonnables et des mesures qui vont inciter les investisseurs, dans le domaine minier en particulier, à investir au Québec. Merci, M. le Président.

Le Président: Merci. M. le ministre, voulez-vous utiliser votre droit de réplique?

M. Savoie: J'accepte les félicitations du député d'Ungava, M. le Président.

Le Président: Je comprends qu'il n'y a aucune autre intervention. Nous allons procéder maintenant à l'adoption du principe.

Il est proposé par M. le ministre délégué aux Mines l'adoption du principe du projet de loi 3, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines. Est-ce que...

M. Chevette: Adopté, M. le Président...

Le Président: Adopté.

M. Chevette: ...et avec le même consentement que sur la loi précédente pour l'ensemble.

Adoption

Le Président: Adopté. Si je comprends

bien, il y a consentement de la part de l'Assemblée pour que l'on fasse les écritures et que le rapport de la commission plénière soit adopté.

Il est nécessaire d'avoir un consentement pour passer à l'adoption de la loi maintenant. Est-ce qu'il y a consentement de cette Assemblée? Est-ce que le projet de loi de M. le ministre délégué aux Mines, portant le numéro 3, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui. M. le Président, avec le consentement toujours bienveillant de l'Opposition, je vous prierais maintenant d'appeler le projet de loi qui paraît en préavis au feuillet, à l'article a).

Projet de loi 5

Adoption du principe

Le Président: À l'article a), M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, il est nécessaire d'obtenir le consentement de cette Assemblée pour procéder à l'étude du principe de cette loi. Est-ce qu'il y a consentement?

M. Chevette: Consentement, M. le Président.

Le Président: Alors, consentement. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation propose l'adoption du principe du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et il en recommande l'étude à l'Assemblée.

Je voudrais profiter de cette première occasion qui m'est offerte d'intervenir comme ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à l'Assemblée nationale du Québec pour exprimer toute ma fierté, toute ma détermination, toute ma motivation en regard de l'agriculture et de l'agro-alimentaire québécois.

Vous savez très probablement, étant député de Saint-Jean, un comté agricole aussi, toute l'importance que revêt l'agro-alimentaire dans l'économie du Québec. C'est un chiffre d'affaires de 12 000 000 000 \$

annuellement, ce sont 400 000 emplois qui sont directement reliés au secteur et, pour le ministère, c'est plus de 500 000 000 \$ de budget que le gouvernement du Québec consacre au soutien, pour soutenir, pour inciter et pour développer. Aujourd'hui, je peux vous dire et dire à mes collègues que c'est avec toute la motivation, toute la détermination dont je suis capable que j'amorce ce mandat en regard des responsabilités que m'a confiées le premier ministre du Québec, l'honorable Robert Bourassa.

M. le Président, notre défi est de faire plus, de faire mieux, c'est que l'économie agricole, c'est que le secteur agricole s'inscrive au premier plan du développement économique du Québec. À cet égard, vous comprendrez qu'on a eu et que j'ai eu personnellement avec mes adjoints à me plonger assez rapidement dans nos dossiers dès vendredi. Tout le monde comprendra qu'autant le gouvernement que ses membres, dont le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ne peuvent arriver à ce moment-ci, après avoir été assermentés jeudi dernier, après cinq jours, avec tout un menu, tout un programme législatif. Cependant, il y a ces deux mesures particulières qui nous concernent, dont celle formulée dans le projet de loi 5 qui nous occupe actuellement et une autre qui viendra un peu plus tard en cours de séance.

(11 h 30)

Je peux cependant vous indiquer et indiquer aux membres de l'Assemblée nationale et à la population, par la voie de la télédiffusion de nos débats, que des dossiers urgents, que des dossiers prioritaires sont déjà analysés. Mes responsabilités, évidemment, impliquent d'élargir mes contacts et d'approfondir mes connaissances dans les meilleurs délais. Qu'il me suffise de faire référence, avant de toucher au principal du projet de loi qui nous occupe, à toute la question de la stabilisation des revenus agricoles au regard du projet de loi C-25 qui a été adopté à la Chambre des communes à Ottawa et qui place nos programmes de stabilisation ici au Québec dans une position particulièrement délicate, et je peux vous indiquer, d'ores et déjà, que le ministre de l'Agriculture saura assumer tout le leadership qu'il faut dans ce dossier dans la perspective, évidemment, des échanges avec mon homologue fédéral, M. Wise.

Il en est de même pour la politique laitière qui tracasse, qui inquiète les producteurs. J'ai eu l'occasion et le privilège d'en discuter avec des intervenants du milieu, dont le président de l'UPA, dimanche après-midi dernier, et j'aurai l'occasion d'en discuter avec eux samedi lors de ma rencontre avec l'Union des producteurs agricoles. Encore là, je peux donner l'assurance aux membres de cette Chambre

et à mes collègues d'en face que c'est avec toute la détermination, toute la vigueur dont je suis capable que, dans ces dossiers, la défense des intérêts du Québec, des agriculteurs et de l'ensemble du secteur sera assumée tout comme le dossier du libre-échange avec les États-Unis nous préoccupe particulièrement et comme aussi la faiblesse, il faut en convenir, de certaines productions dans certains secteurs, que ce soit dans le boeuf, dans le veau de grain, dans le porc et dans les céréales.

Ce matin, nous sommes appelés à adopter en deuxième lecture, et aussi, très probablement d'ici à la fin de la journée, en troisième lecture, le projet de loi qui nous occupe présentement, la Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. L'objet de ce projet de loi est de prolonger jusqu'au 30 juin 1986, pour une période de six mois seulement, la date de recevabilité des demandes de subventions de mise en valeur des exploitations agricoles faites à l'occasion de l'établissement de jeunes en agriculture ou de l'agrandissement de fermes. Les trois articles que ce projet propose d'amender rendent inapplicable la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles à l'égard de toute demande faite dans le cadre de cette loi et reçue par l'Office du crédit agricole après le 31 décembre 1985.

Comme certains de mes collègues qui étaient ici à pareille date l'année dernière se le rappelleront très certainement, le parti politique dont je suis, l'Opposition officielle d'alors, était intervenu avec beaucoup de présence, beaucoup de force, beaucoup de vigueur pour que les dispositions visant à aider les jeunes en agriculture, visant à aider toutes ces personnes qui veulent s'améliorer, qui veulent s'établir puissent être reconduites. Le gouvernement avait dû céder à nos pressions, évidemment. Dans cette cession à nos pressions, le gouvernement avait prolongé les dispositions de la loi applicable permettant de toucher une subvention de 8000 \$ jusqu'au 31 décembre 1985. C'est ce pourquoi aujourd'hui nous sommes obligés de présenter un autre projet de loi pour reconduire ces dispositions.

Pourquoi reconduire les dispositions telles quelles? C'est que, dans les circonstances, cela serait faire preuve d'irresponsabilité que de priver les agriculteurs qui répondent aux conditions d'admissibilité de cette loi de pouvoir bénéficier à compter du 1er janvier 1986 des avantages contenus dans la loi. D'ailleurs, cette loi continue à recevoir la faveur des agriculteurs, particulièrement chez les groupes qui s'établissent en agriculture, ceux qui décident de s'associer, de joindre ensemble leurs connaissances, leurs efforts et leur objectif pour bâtir, pour contribuer à bâtir et à développer le Québec. En effet,

les statistiques pour l'exercice en cours nous révèlent qu'au 30 novembre dernier il y avait 303 groupes, 303 associations de personnes, qui se sont prévalus des avantages de cette loi au regard de 68 propriétaires individuels, alors que 89 groupes seulement ont fait appel à la Loi favorisant l'établissement de jeunes en agriculture au regard de 260 individus pour la même loi.

On comprend facilement les revendications des producteurs et productrices, des agriculteurs et des agricultrices. On comprend les revendications de l'Union des producteurs agricoles et des différents mouvements pour la relève en agriculture, notamment la Fédération de la relève agricole du Québec, pour le maintien de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. Je suis persuadé - je n'ai pas eu l'occasion d'échanger longtemps avec mon vis-à-vis, M. le député de Lévis - que, dans son intervention, il abordera certains points particuliers. Dans un premier temps, il va très certainement faire référence à toute la question du financement agricole. À cet égard, M. le Président, je peux vous dire ceci ce matin: c'est vrai, c'est exact que des échanges nombreux ont eu lieu, qu'il a coulé beaucoup de salive, qu'il a coulé beaucoup d'encre au sujet du financement et des moyens qui sont pris par le gouvernement pour financer les activités agricoles. C'est vrai aussi que plusieurs producteurs et productrices en agriculture se sont retrouvés dans des situations délicates, difficiles, pénibles, des situations de cession de leur entreprise. J'aurai, soit au cours de ma réplique ou au cours d'autres débats, l'occasion de donner vraiment la position du gouvernement au regard de ces personnes qui ont espéré, qui ont prêté foi, qui se sont embarquées, puis qui, malheureusement, dans certains cas, ont eu des résultats négatifs. Il y a peut-être eu des gestes posés trop rapidement. Très certainement et en tout temps, je serai prêt, M. le Président, à échanger des idées, à discuter de ces questions avec nos bons amis de l'Opposition, cela va de soi.

Cependant, ce que je peux dire ce matin, je peux dire qu'au ministère, à l'Office du crédit agricole, on a une équipe de femmes et d'hommes qui ont travaillé avec toute la bonne foi dont ils sont capables, bien animés par cette volonté d'aider les producteurs et les productrices, mais qui ont dû administrer des lois votées par le gouvernement, votées par l'Assemblée nationale sur proposition du gouvernement du temps.

Or, M. le Président, nous aurons l'occasion, au cours des prochains mois, de réviser ensemble tout le dossier de la relève agricole et aussi tous les secteurs, les champs ou les créneaux d'intervention en regard du financement agricole du Québec.

L'objectif qui nous anime, comme je vous le disais au début, c'est d'améliorer le sort des jeunes qui s'établissent en agriculture, d'assurer une meilleure relève, et, M. le Président, je pense que c'est tout à fait louable, c'est tout à fait justifié, et mes collègues abonderont très certainement dans le même sens.

Un deuxième aspect que, j'en suis persuadé, l'ex-ministre de l'Agriculture ou tout autre de ses collègues qui interviendront pourront aborder - je les entends déjà - la question du 15 000 \$. M. le Président, c'est vrai que le Parti libéral du Québec, c'est vrai que le gouvernement s'est engagé au cours de cette campagne à majorer la prime à l'établissement, la subvention à l'établissement de 8000 \$ à 15 000 \$. C'est le cas. Je peux ce matin vous indiquer, comme d'autres de mes collègues ont eu l'occasion de le formuler au cours des périodes de question cette semaine, que le gouvernement du Parti libéral du Québec, le gouvernement de M. Bourassa, respectera les engagements formulés envers les producteurs et les productrices agricoles au Québec, M. le Président.

Cependant, comme c'est normal, comme c'est explicable, les représentants et les représentantes de l'Opposition vont sortir très probablement de vieux discours, comme si ces discours-là étaient déjà demeurés depuis 1962-1963 dans les pupitres, pour nous dire: Vous devriez respecter vos engagements tout de suite. Mesdames et messieurs de l'Opposition, nous sommes là depuis six jours. Nous avons eu quatre jours de session jusqu'à présent et cela prend seulement une Opposition comme la vôtre pour réclamer qu'un gouvernement livre en quatre jours un plan de travail, un plan d'action qu'il a formulé par rapport à l'ensemble d'un mandat. C'est pourquoi, M. le Président, les dispositions du présent projet de loi reconduisent purement et simplement l'aide, la prime à l'établissement pour un montant quantifié à 8000 \$. Je peux donner l'assurance à nos vis-à-vis que cette question du respect de nos engagements nous préoccupe au plus haut point. Il y a toute la question des imputations budgétaires, il y a toute la question de l'opportunité de l'application de cette clause, et cela sera traité avec sérieux, avec considération et avec un commun dénominateur qui est le souci d'aider davantage, de faire plus et de faire mieux pour l'agriculture québécoise, et ce, dans les meilleurs délais.

Peut-être que le député de l'Opposition qui interviendra - je présume que ce sera le député de Lévis...
(11 h 40)

Une voix: Il y en aura deux.

M. Pagé: Peut-être que vous en aurez

deux? Tant mieux! On va être capable de répondre à vos interventions de par mon droit de réplique. Je termine là-dessus.

Peut-être que le député de Lévis va aborder l'article 23 de la loi. L'article 23 de la loi, tel qu'il est rédigé actuellement, prive la femme d'un producteur de s'associer à son conjoint et de profiter ainsi des avantages du programme. Je dois vous dire que l'Opposition officielle d'alors, d'hier, le gouvernement d'aujourd'hui, mes collègues de la majorité ministérielle à l'Assemblée nationale sont à ce point préoccupés par cette question que cela a été un des premiers sujets qui ont été abordés à notre séance du caucus, et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec est déterminé à faire en sorte que, au moment de la modification de la présente loi, au plus tard le 30 juin 1986, évidemment, les dispositions de l'article 23 soient supprimées afin de permettre à cette personne, qui oeuvre, selon les statistiques que je possède, environ 32 heures et demie par semaine à la ferme pour aider, pour appuyer son conjoint, en plus, évidemment, de vaquer aux occupations habituelles de la famille, qui est intimement associée à l'ensemble de l'entreprise, qui est l'épouse d'un producteur agricole, c'est-à-dire une agricultrice, de pouvoir profiter des conditions de la loi.

M. le Président, je dois, à ce moment-ci, remercier mes collègues de la majorité ministérielle d'avoir discuté de cette question et d'être solidaires de l'objectif qui m'anime comme ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, qui est non seulement de reconnaître cela dans les faits, concrètement, mais de faire en sorte que la productrice agricole du Québec prenne la place qui lui revient, c'est-à-dire d'être à l'avant-scène de l'économie agricole du Québec.

Une voix: Bravo!

M. Pagé: M. le Président, je terminerai là-dessus. Je n'ai pas abusé du temps. Je voudrais vous indiquer que c'est un projet de loi de session courte et rapide, à la période des fêtes, qu'on se devait d'adopter à ce moment-ci afin d'en reconduire les dispositions. J'apprécie beaucoup, M. le Président - je le dis bien ouvertement, bien loyalement - la position de l'Opposition qui nous a fait part de son consentement, qui a accepté que je présente le projet de loi en première lecture ce matin, qu'on l'étudie tout de suite en deuxième lecture et qu'on l'adopte avant la fin de la journée, afin de permettre aux producteurs de pouvoir continuer à profiter de ces dispositions.

En terminant, M. le Président, tout à l'heure, je vous ai fait part de ma motivation et de ma détermination en ce

début de mandat. Je veux évidemment profiter de l'occasion pour saluer cordialement les 3284 fonctionnaires qui travaillent chez nous à l'administration des lois et des programmes, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et qui sont sur la ligne de feu, sur le terrain, intimement associés, eux aussi, à l'avancement, à la défense, à la promotion de l'agriculture et de l'agro-alimentaire au Québec. Merci, M. le Président.

Le **Président:** M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, j'ai écouté le député de Portneuf parler et j'ai compris qu'il a remercié les fonctionnaires, puisque le nouveau ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation doit mettre un peu de baume sur toutes les déclarations insultantes du député de Maskinongé, lorsqu'il était dans l'Opposition. Lorsqu'il a fait comparaître les gens de l'Office du crédit agricole, il ne les a pas traités de bandits, et c'est juste. Ils les a traités d'une façon cavalière, d'une façon insultante, d'une façon calomnieuse et il a employé tous les termes à un point tel que le président de l'office en avait les larmes aux yeux. Les gens le savent. Les nouveaux députés peuvent ménager leurs rires. Ils pourront lire et on pourra lire ensemble les déclarations du député de Maskinongé. Cela lui a sans doute valu son poste, parce que tout le monde pensait qu'il serait ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et il n'a pas été nommé, parce que, pendant des années, il a été d'une bassesse incroyable dans les propos qu'il a tenus vis-à-vis de l'Office du crédit agricole.

Aujourd'hui, je comprends que le député de Portneuf doit faire un peu amende honorable et j'aurai l'occasion - nous ne l'avons pas fait ce matin, c'est une session très courte - dans l'avenir de reprendre les propos du député de Maskinongé et de les faire ravalés un par un par le nouveau ministre de l'Agriculture, puisqu'il pourra nous dire s'il pense la même chose que son collègue du cabinet par rapport à l'Office du crédit agricole. Je pense que ce sera un baume pour les fonctionnaires, les dirigeants de l'Office du crédit agricole dont j'ai toujours eu à me féliciter des services.

M. le Président, là, ce ne sont pas des paroles en l'air: j'ai été pendant toutes ces années leur défenseur devant la commission de l'agriculture où le député de Richmond était le président et où le principal intervenant du côté du Parti libéral était le député de Maskinongé. J'estime qu'aujourd'hui il était nécessaire que le député de Portneuf fasse ses excuses à l'égard de l'Office du

crédit agricole. Il a fait ses excuses ce matin mais il faudra qu'il les fasse davantage encore par rapport à un ensemble de choses qu'a dites le député de Maskinongé. Nous aurons l'occasion de revenir sur chacun de ces propos au cours des mois et des deux ou trois années qui vont venir.

La loi qui est déposée ce matin est une loi qui va nuire aux investissements dans le secteur agricole et d'une façon très simple. C'est pourquoi l'Opposition qui ne peut pas empêcher le gouvernement de gouverner par ailleurs n'a pas accepté la première version du projet de loi où on demandait d'avoir un moratoire ou de reporter les 8000 \$ pendant un an, jusqu'à la fin de l'année. Nous n'avons pas accepté que ce projet de loi soit déposé et nous avons dit non. Le Parti libéral a fait une promesse de 15 000 \$ et quand cette loi sera en vigueur les gens n'investiront pas parce qu'ils vont attendre la loi des 15 000 \$. Cette loi aujourd'hui est la pire loi pour les investissements dans le domaine agricole. Vous verrez, quand on fera les statistiques pour les six prochains mois, à quel point les investissements des jeunes auront diminué parce que les gens vont dire: Bon, maintenant la loi est bonne pour six mois. Imaginez si cela avait été un an! Pendant un an les jeunes auraient retardé leur établissement pour pouvoir bénéficier de 15 000 \$ qu'ils vont attendre.

Aujourd'hui, je vous le dis d'avance et je vous le dis avec expérience. J'ai prévenu le député de Portneuf qui est le nouveau ministre de l'Agriculture mais il n'a pas voulu. Je suppose qu'il n'a pas eu les autorisations du ministre des Finances, du Conseil du trésor pour ces engagements. Mais qu'est-ce qui va arriver maintenant? Les agriculteurs n'investiront pas, les jeunes ne s'établiront pas parce qu'ils vont dire: Attendons la mesure, les 15 000 \$ de subvention vont peut-être venir. Ce qu'il va faire, je vous le dis d'avance, je l'ai prévenu. Il n'est pas encore trop tard. Il peut retarder son projet de loi. Il peut annoncer qu'il va appliquer rétroactivement au 1er janvier 1986 ces 15 000 \$ mais autrement je vous le dis d'avance et vous verrez... Je vois des gens qui sont ici qui disent qu'il faudrait marcher comme dans une "business". Dans une "business" si vous pouvez possiblement avoir 15 000 \$ dans six mois au lieu de 8000 \$ qu'est-ce que vous faites? Vous attendez.

Des voix: C'est cela

M. Garon: Mais pendant que vous attendez vous n'investissez pas. Ce sont des dizaines, des centaines d'emplois dont les gens vont être privés dans nos campagnes parce que les cultivateurs ne s'établiront pas au cours des prochains mois. C'est cela, la

conséquence de la loi du nouveau ministre de l'Agriculture. Qu'est-ce que vous voulez? On ne s'improvise pas ministre de l'Agriculture, hein?

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Garon: Dans le domaine agricole il est important de connaître les lois normales de l'économie, des affaires et la mentalité des gens. Je connais des agriculteurs et je peux vous dire d'avance qu'ils vont espérer les 15 000 \$ en se disant: Peut-être qu'on va les avoir. C'est pourquoi nous avons exigé du gouvernement qui voulait absolument présenter ce projet de loi d'au moins raccourcir le délai pour que les gens ne soient pas dans cette situation pendant une période trop longue.

La proposition initiale du ministre de l'Agriculture, c'était un an, un an à 8000 \$. Deuxièmement, et c'est considérable, il s'agit de centaines d'établissements à environ 100 000 \$ d'investissement chacun. La moyenne est actuellement autour de 120 000 \$. Quand vous parlez à ce moment dans une période de temps, il a été indiqué que depuis le début de l'année il y a eu plus de 300 établissements. Cela veut dire que, dans une période à venir, 300 autres établissements parce que la période est plus propice au cours du printemps, si vous parlez de 300 établissements à 120 000 \$ chacun, environ 35 000 000 \$ ou 40 000 000 \$ de moins d'investissement. Quelques-uns vont le faire quand même quand ils seront dans la position d'un double ou d'un triple établissement, mais il s'agit de cas exceptionnels, ils ne sont pas nombreux, peut-être quelques-uns. On peut parler, à ce moment, d'un investissement de 35 000 000 \$ de moins parce que les gens vont attendre. (11 h 50)

J'aurai l'occasion de revenir au printemps. Je poserai des questions pour savoir quel a été le nombre des établissements au cours de cette période. Non seulement cela, mais le ministre a le devoir d'écrire aux agriculteurs pour leur dire qu'il y a 8000 \$ temporaires et que dans six mois ce sera sans doute 15 000 \$. Ou si ce doit être 15 000 \$ qu'il le leur dise tout de suite parce qu'il y a des personnes qui vont se prévaloir des 8000 \$ sans savoir que les 15 000 \$ peuvent arriver et qui considéreront qu'ils ont été volés de 7000 \$. C'est cela les conséquences.

C'est pourquoi j'avais demandé au député de voter immédiatement ses 15 000 \$. Il a dit: Si on a des ajustements? J'ai dit: Vous pouvez toujours faire des ajustements, ce n'est pas compliqué. Le Parti libéral avait dit qu'il voulait remplacer le chiffre de 8000 \$ par le chiffre de 15 000 \$. Ce n'est pas compliqué. Comme les 8000 \$ arrêtaient au 31 décembre 1985,

puisque l'engagement du Parti québécois était 100 000 \$ de prêt à taux d'intérêt croissant: 1 % la première année, 2 % la deuxième année, 3 % la troisième année, 4 % la quatrième année, 5 % la cinquième année et le taux régulier du crédit agricole, qui est d'environ 7 %, 7,5 % actuellement, pour les années subséquentes, le taux régulier.

Je vous dirai que lorsque je suis allé à Victoriaville où 350 jeunes étaient réunis au cours de la campagne électorale, le député de Maskinongé, qui était le représentant du Parti libéral, a écouté les représentations des jeunes. Les jeunes ont dit: On ne veut pas de petites subventions qui ne règlent pas nos problèmes. On ne veut pas de cela. On veut des prêts importants à taux d'intérêt gradués. Pourquoi? Parce que si un jeune emprunte, pour un établissement moyen qui est de 120 000 \$, d'accord, donnez-lui 15 000 \$. Après, les 105 000 \$ qui restent, empruntés au taux régulier de 7 % et 8 %, qu'est-ce que cela veut dire? Disons 8000 \$. Ne disons pas 105 000 \$, disons 100 000 \$ à 8 %: 8000 \$ par année pendant cinq ans, qu'est-ce que cela veut dire en termes de paiement d'intérêt?

Tandis que si vous faites le calcul: 1 % la première année, 2 % la deuxième année, 3 %, 4 %, 5 %, cela veut dire 15 000 \$ d'intérêt au lieu de 40 000 \$. Il y a un avantage de 25 000 \$ seulement au niveau des intérêts, mais en bénéficiant d'un prêt de 120 000 \$. Tandis que là, avec 15 000 \$, aujourd'hui, vous n'achetez pas un tracteur. Vous achetez quelques bonnes vaches, pas un grand nombre. Vous ne bâtissez pas de grange. C'est un montant qui ne correspond plus aux besoins du jour.

À tel point que lors de cette réunion des jeunes, après les représentations, lors d'un débat de jeunes qui avait duré trois jours, le député de Maskinongé n'a même pas fait mention de la promesse du Parti libéral. Il a eu à prendre la parole, j'ai eu à prendre la parole, j'étais fier de parler de l'engagement du Parti québécois puisque cela allait exactement dans le sens du congrès des 350 jeunes de la région de Bois-Franc—Drummondville—Mauricie. Cela allait exactement dans le sens de leur demande. J'étais très fier. Le député de Maskinongé n'a même pas parlé de l'engagement de son parti tellement il savait que cela ne correspondait pas aux besoins des jeunes.

Troisièmement, un des points importants, c'est la question des femmes en agriculture puisque aujourd'hui elles, s'établissent davantage. On peut le démontrer par les chiffres du crédit agricole. Avec les prêts de 50 000 \$ sans intérêt pendant cinq ans que nous avons établis à la suite des élections de 1981, lorsque nous avons pris cet engagement d'établir des prêts de 50 000 \$ sans intérêt pendant cinq ans qui ramenait le taux d'intérêt global à un taux

très bas pour l'ensemble du prêt qui, à ce moment, n'était pas aussi élevé que 120 000 \$, il y a eu de plus en plus de femmes, parce qu'on ne fait pas dans cette loi, pour l'établissement des jeunes en agriculture, de distinction entre les hommes et les femmes. C'était notre loi. Les 8000 \$ qui s'en allaient, parce que c'était la loi d'un régime antérieur, c'était une discrimination envers les femmes. Le prêt de 100 000 \$ pour l'établissement des jeunes en agriculture ne fait pas de discrimination à l'égard des femmes. Le résultat est qu'en 1984, en vertu de cette loi, comme propriétaires individuels, 17 % des établissements l'ont été par des femmes, en sociétés ou en groupes.

Le député de Portneuf parlait de 8000 \$, mais les 50 000 \$ sans intérêt, où on ne discrimine pas les femmes, 47 % des actionnaires dans ces sociétés et ces groupes sont des femmes. Je l'ai fait vérifier par l'Office du crédit agricole, parce que je me suis dit que peut-être que le mari donne un petit 5 %, un petit 6 %. Je l'ai fait vérifier: dans la plupart des cas, dans 75 % à 80 % des cas, l'établissement des jeunes en agriculture, c'était 50-50. Les hommes et les femmes sont sur un pied d'égalité grâce à la loi du Parti québécois adoptée ici à l'Assemblée nationale après les élections de 1981.

Quand, dans une proportion aussi forte, les femmes ont plus de 50 % que celles qui ont moins de 50 %... Il y a un certain nombre d'entre elles qui ont moins de 50 % des actions, mais il y en a autant dans d'autres groupes qui ont plus de 50 % des actions. C'est pourquoi, après mûre réflexion, pas une affaire tirée au fusil pour dire qu'on va passer de 8000 \$ à 15 000 \$, sans recherche, en faisant des commissions parlementaires sur l'agriculture pour insulter les fonctionnaires... Non. On ne travaille pas de cette façon-là, nous, au Parti québécois. Après avoir étudié le problème, après avoir rencontré les gens et après avoir discuté avec les jeunes, on leur a fait une proposition qui correspondait à leurs besoins. Le choix entre le montant de 50 000 \$ sans intérêt pendant cinq ans ou le montant de 100 000 \$ à 1 % d'intérêt la première année, 100 000 \$ à 2 % la deuxième année, 100 000 \$ à 3 % la troisième année, 100 000 \$ à 4 % la quatrième année, 100 000 \$ à 5 % la cinquième année et le taux régulier de l'office, ensuite, qui varie entre 7 % et 8 %, c'était notre engagement et il correspondait aux besoins d'investissement des jeunes agriculteurs. Il faut arrêter de voir l'agriculture comme le folklore.

Quand je suis arrivé au ministère, je sais quels étaient les programmes dans le temps de Robert Bourassa. C'étaient des programmes comme celui de donner 100 \$ à

celui qui avait une vache dans Charlevoix pour mettre de la chaux sur les bâtiments de sa ferme pour que cela paraisse mieux pour les touristes. C'étaient des programmes semblables à cela quand je suis arrivé au ministère, en 1976. J'ai pris un ministère délabré où il n'y avait pas de développement. Je ne vous raconte pas de blagues. Il y avait un programme de 100 \$ pour mettre de la chaux sur les granges, pour que les granges soient blanches quand les touristes passeraient. Il y avait aussi des programmes pour avoir une vache ou deux, vous savez, pour que cela ait l'air rustique quand les skieurs passent. C'étaient ça les programmes de Robert Bourassa. Mais, aujourd'hui, quand le nouveau ministre de l'Agriculture prend le ministère de l'Agriculture, il prend un ministère en santé. Il peut, dès aujourd'hui, se dire: Mes fonctionnaires sont bons, n'est-ce pas? Dès la première journée, il peut se dire: Mes fonctionnaires sont bons, parce que les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture sont bons.

Des voix: C'est vrai.

M. Garon: Ils ont été choisis en fonction de leurs qualités de travail. S'ils n'ont pas perdu leurs habitudes avec le nouveau ministre, je suis certain que, s'il y a des téléphones le soir jusqu'à minuit, il y a quelqu'un pour répondre. Je vous dirai plus que cela. Dans les enquêtes pour connaître le degré de satisfaction qui ont été faites par le ministre délégué aux Relations avec les citoyens, c'est le ministère qui a reçu la cote de 100 % de satisfaction de la part des anglophones et de presque 90 % de satisfaction de la part des francophones. Il y a eu des enquêtes à ce moment-là pour savoir si les gens étaient satisfaits des différents ministères pour voir où il fallait faire porter l'action. Cela a démontré que le ministère de l'Agriculture a reçu le plus haut taux de satisfaction au gouvernement. Pourquoi? Parce que les gens travaillent, parce que les gens sont dynamiques, parce que les gens aiment le secteur dans lequel ils oeuvrent.

Moi, j'ai été pendant neuf ans fonctionnaire... Pas fonctionnaire... Fonctionnaire, oui, car le ministre est le premier fonctionnaire de son ministère et j'ai travaillé, avec beaucoup de fierté, avec des équipes qui se sont organisées, qui se sont bâties au cours des années. Les gens qui ont trouvé que la machine travaillait trop fort sont partis et, au contraire, d'autres demandaient pour venir travailler au ministère parce qu'ils disaient que c'était stimulant. Ils disaient: Les affaires passent au Trésor, il y a de l'argent pour le ministère de l'Agriculture tandis qu'il y avait des ministères pour lesquels c'était plus difficile. Ils disaient: Ici, ça marche.

(12 heures)

Beaucoup de gens venaient travailler par goût au ministère de l'Agriculture parce qu'il y avait de l'allant, un gouvernement qui avait une politique agricole de base et qui croyait au développement économique dans les régions par l'agriculture. C'est pourquoi, nous, du parti de l'Opposition, ne pouvons approuver un projet de loi comme celui-là, parce qu'il va nuire aux agriculteurs. Si vous aviez promis 15 000 \$, il aurait fallu l'appliquer, parce les gens vont attendre. Mettez-vous à leur place. Les agriculteurs ne sont pas des millionnaires quand ils s'établissent. Ce sont des jeunes qui s'établissent à 23, 24, 25 ans, qui n'ont pas beaucoup d'argent et qui doivent compter tous leurs sous. La différence entre une promesse de 15 000 \$ et une de 8000 \$, c'est évident qu'ils vont attendre.

C'est pourquoi je dis que le ministre a encore quelques heures pour réparer cette erreur. Je pense qu'il devrait de ce pas dire: Arrêtons le débat sur ce projet de loi. Je vais rencontrer le président du Conseil du trésor. Il a travaillé chez Provigo; il doit avoir un peu de connaissances. Je ne sais pas ce qu'il faisait chez Provigo, parce que chaque fois que j'y allais, je ne le voyais jamais. Il doit avoir un peu de connaissances dans le secteur alimentaire. Il sait à quel point ces investissements sont importants. Je souhaite que le président du Conseil du trésor dise oui, que le ministre des Finances qui vient d'un comté rural où, dans sa région il y a un micro-climat... Le comté de Bonaventure est l'une des régions où il y a le plus d'agriculteurs à cause du micro-climat de la Baie des Chaleurs. Je pense que lui aussi, comme ministre des Finances, devrait être d'accord pour appuyer le ministre de l'Agriculture et lui donner les 15 000 \$ tout de suite.

Une voix: Oui.

M. Garon: Tout de suite. Aussi, les 15 000 \$, s'il veut marcher de cette façon, je lui dirais: Vous seriez mieux de prendre nos 100 000 \$ sans distinction entre les hommes et les femmes, comme il n'y a pas de distinction dans les 50 000 \$ sans intérêt entre les hommes et les femmes. Mais si, par ailleurs, vous venez avec vos 15 000 \$ et que vous faites des distinctions entre les hommes et les femmes, comme c'est le cas avec les 8000 \$, vous allez poursuivre une discrimination dans les façons de faire. C'est pourquoi nous avons ramené cela à des prêts sans discrimination entre les hommes et les femmes. Je pense qu'il est très important pour le ministre de l'Agriculture de réaliser cette situation, de reculer sur ce projet de loi. Je suis persuadé que nous serions prêts à faire tous les accommodements. Je vois le leader de l'Opposition qui est ici, le député

de Joliette, lui-même qui a une banlieue rurale et je suis persuadé que lui aussi partage ce point de vue. Je vois le député de Lac-Saint-Jean qui a toujours été un illustre défenseur des agriculteurs de sa région, le député d'Abitibi-Ouest, avec toutes les questions concernant Amos, les agro-centres...

Une voix: Les abattoirs.

M. Garon: ...les abattoirs, etc. Le député de Terrebonne, le député de Bertrand aussi où il y a un centre de grains régional, le député de Roberval...

Une voix: Le député d'Anjou.

M. Garon: Pardon?

Une voix: Anjou.

M. Garon: Le député d'Anjou n'a pas beaucoup de cultivateurs dans son comté; il n'y en a pas.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Garon: Mais je veux vous dire tout simplement que nous serions prêts à donner toutes les chances au ministre de l'Agriculture de retourner... Je vous demande un délai d'une couple d'heures. On serait même prêt à rester jusqu'à demain pour qu'il puisse aller voir... On est prêt à rester jusqu'à demain...

Une voix: Oui, oui.

M. Garon: ...ou le temps qu'il faut pour donner au ministre de l'Agriculture la chance d'aller voir le ministre des Finances et le président du Conseil du trésor pour qu'il puisse appliquer son engagement immédiatement. Autrement, ce sont des dizaines et des dizaines de millions de dollars d'investissements qui ne se réaliseront pas à cause de l'adoption de cette loi qui n'est pas opportune puisque, comme le nouveau gouvernement a dit qu'il aurait une politique différente, il faut qu'il l'applique immédiatement. S'il voulait faire encore mieux, il appliquerait celle qu'on a proposée, 100 000 \$, à un taux d'intérêt gradué. Il pourrait sûrement adopter... Les jeunes députés qui n'ont pas encore compris le mécanisme du taux d'intérêt gradué...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Garon: ...je suis prêt à leur expliquer dans des séances particulières, comme un professeur donne des leçons particulières à des jeunes qui ont des difficultés d'apprentissage.

Je vous remercie, M. le Président,

d'avoir écouté mes propos et je suis convaincu que j'en ai convaincu plusieurs non seulement dans cette Chambre mais parmi les milliers d'auditeurs qui nous écoutent. Je suis convaincu également que le monde agricole va revendiquer le plus rapidement possible la politique que le Parti libéral a dit qu'il appliquerait, parce que, autrement, cela va créer des problèmes et cela va faire des centaines de chômeurs, peut-être plus que des centaines de chômeurs, des milliers de chômeurs dans les régions rurales, si cette incertitude se prolonge.

Une voix: Bravo!

Le Président: Y a-t-il d'autres intervenants? M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, j'aimerais savoir officiellement combien il reste de temps à l'Opposition.

Le Président: Pas plus de cinq minutes, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Toujours à titre de renseignement...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...combien reste-t-il de temps dans l'enveloppe de la réplique?

Le Président: Pour la réplique, dix minutes.

M. Chevette: Il n'y a pas d'autres intervenants de l'autre côté?

Le Président: Non.

M. Pagé: Vous n'en avez pas d'autres?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Michel Pagé (réplique)

M. Pagé: Merci, M. le Président. Je voudrais évidemment répliquer aux commentaires et aux propos du député de Lévis qui, avec toute la bonhomie qu'on lui connaît, a livré son intervention ce matin. Je dois lui dire, avec tout le respect que j'ai pour mes collègues, qu'un volet de son intervention était, pour le moins que je puisse dire, un peu prétentieux. Vous savez, quand il dit qu'on ne s'improvise pas ministre de l'Agriculture, c'est comme s'il voulait laisser croire à la population qu'il n'y a que lui qui pouvait assumer ces responsabilités.

Je lui dirai seulement ceci: M. le député de Lévis, je suis arrivé à l'Assemblée

nationale du Québec bien avant vous. Je connais la situation et les problèmes vécus par les agriculteurs du Québec avec beaucoup d'acuité pour avoir été présent constamment auprès d'eux, pour les appuyer, pour connaître leurs revendications, pour vous surveiller lorsque vous aviez des responsabilités ministérielles. Je dirai au député de Lévis que celui-ci croit que l'héritage vient d'un de mes collègues qui était porte-parole de l'Opposition officielle, qui a bataillé ferme pour la défense et la promotion des intérêts de l'agriculture du Québec. Je dirai plutôt au député de l'Opposition que l'héritage que j'ai sur mon bureau vient bel et bien de l'ex-gouvernement, des actions entreprises par le gouvernement du Parti québécois et, notamment et aussi et particulièrement, des actions entreprises par l'actuel député de Lévis de l'Opposition, parce que j'ai comme mandat, j'ai comme responsabilité, à compter de maintenant, de corriger certains devoirs qui ont été littéralement mal faits. Qu'il me suffise de me référer - il comprendra et mes collègues le comprendront aussi - au fameux dossier de la raffinerie de sucre. Combien de dizaines et de dizaines de millions de dollars y ont été injectés avec un déficit de 62 500 000 \$ d'emprunt pour la raffinerie, avec un déficit de plus de 10 000 000 \$ pour l'année courante, avec des rapports qu'on retrouve sur nos bureaux, émanant du gouvernement lui-même, du ministère des Finances, allant dans le sens de ce que l'ex-ministre des Finances formulait. C'est un canard boiteux à la suite des actions du député de Lévis.

Un autre devoir à corriger: le déficit dans la stabilisation. Vous n'en parlez pas, de cela, de 105 000 000 \$. De l'objectif de l'autosuffisance, alors que l'ancien gouvernement, le député de Lévis est allé trop vite dans certains cas, engendrant faillites, refinancement.

M. Chevrete: Question de règlement.

Le **Président:** Je m'excuse, M. le ministre de l'Agriculture. M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: M. le Président, j'invoque la pertinence du débat pour le motif suivant. Je pense que toute la discussion s'est faite autour de la conséquence de 8000 \$ par rapport à autre chose. Je pense que la réplique doit porter également là-dessus. On dit bien que sur un projet de loi, quand on discute du principe, on parle effectivement du principe de la loi et de ce qu'elle met en cause. À ce moment-là, on est rendu... Je comprends qu'on veuille se défendre, mais je pense qu'on doit s'en tenir à cela. On n'a même pas abusé des consentements jusqu'à présent, on les a donnés spontanément et je

pense qu'il devrait s'en tenir à la pertinence du débat.

Le Président: Si vous me le permettez, M. le ministre de l'Agriculture. M. le leader de l'Opposition, vous faites allusion à l'article 211. Je comprends que M. le député de Lévis est sorti à quelques reprises du cadre du débat...

M. Garon: M. le Président...

Le Président: Un instant.

M. Garon: ...j'invoque le règlement.

Le **Président:** Je n'ai pas terminé, M. le député de Lévis. J'aimerais quand même faire remarquer à M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qu'en vertu de l'article 211, il faudrait peut-être abréger. Il vous reste encore quelques minutes et je vous invite aussi à être pertinent.

M. Pagé: Merci, M. le Président. Le député de Lévis a abordé plusieurs points. Je peux le rassurer et rassurer mes collègues de la Chambre; par contre, du côté de la majorité ministérielle, ils ne sont pas inquiets, parce que c'est clair chez nous, c'est précis chez nous, c'est établi, c'est identifié que le ministre de l'Agriculture a l'appui non seulement de ses collègues mais aussi, notamment de façon clairement exprimée, du ministre des Finances et des autres collègues du Conseil des ministres. Vous serez à même de constater cela assez rapidement en ce début d'année qui s'en vient.

(12 h 10)

Lorsqu'on parlait de 15 000 \$ le député nous dit... D'abord, il prend la moitié de son intervention pour dire que ce n'est pas, que ce ne sera pas applicable et dans les quatre ou cinq dernières minutes il le demande avec toute l'insistance dont il est capable. M. le Président, je reconnais là l'illogisme, l'absence de continuité du député de Lévis et cela a coûté combien au Québec tout ça?

Je pensais que l'ex-ministre de l'Agriculture connaissait un peu plus ses dossiers que cela. Son argumentation aujourd'hui a été de dire: Les jeunes ne s'établiront pas, ils vont regarder la loi 5 et diront: Le ministre de l'Agriculture et député de Portneuf a reconduit les dispositions à 8000 \$ jusqu'au 30 juin 1986. Ils vont regarder le programme du Parti libéral du Québec - lequel sera respecté - ils constateront qu'il y a une subvention possible de 15 000 \$ et ils ne s'établiront pas. Avec toute la bonhomie dont il est capable, il a dit: Je peux prévoir - comme s'il était un devin - qu'ils n'investiront pas et qu'ils ne s'établiront pas.

Je pensais vraiment qu'il connaissait plus ses dossiers parce qu'un jeune producteur pourra s'établir. C'est dans la loi, c'est dans la réglementation. Il pourra bénéficier d'un prêt à l'établissement, attendre et aller chercher sa subvention à l'établissement avant. Vous ne connaissez pas vos dossiers, c'est regrettable, je pensais que vous les connaissiez après neuf ans.

Le député a touché la question des femmes en agriculture. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai entendu le dernier discours du député de Lévis devant l'Union des producteurs agricoles. C'est avec beaucoup d'intérêt aussi que j'ai entendu un propos très paternel à leur égard, leur disant: Vous devriez faire davantage de place aux femmes du Québec dans l'Union des producteurs agricoles, dans les postes de direction. J'étais satisfait parce que cela va pleinement dans le sens des objectifs du ministre de l'Agriculture, des membres du Conseil des ministres et de mes collègues ici à l'Assemblée. Mais j'ai été très surpris vendredi après-midi, quand je suis entré dans mon ministère. La première chose que j'ai demandée a été l'organigramme. J'y ai constaté que le ministre de l'Agriculture du Québec a un sous-ministre, sept sous-ministres adjoints, sept présidents de sociétés d'Etat, de nombreux - une quinzaine - directeurs de services et pas une femme, M. le Président. On n'a pas de leçon de morale à recevoir de vous. Pas une femme! Et c'est le député de Lévis qui allait, d'un ton paternel, faire des recommandations à l'Union des producteurs agricoles. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais!

Des voix: Bravol Bravo!

M. Pagé: Je terminerai en vous disant...

M. Garon: ...

M. Pagé: M. le Président, demandez donc au député de Lévis d'être un peu plus calme, un peu plus serein. Vous savez, il faut quand même un minimum de respect.

M. Garon: J'invoque le règlement.

M. Pagé: J'ai parlé...

Le Président: Sur une question de règlement, M. le député de Lévis.

M. Garon: Le député de Portneuf a induit la Chambre en erreur. Il pourrait peut-être vérifier avec le conseil d'administration de la Commission de protection du territoire agricole, au conseil d'administration de la Régie des assurances agricoles. Il pourra regarder qui est directeur des politiques alimentaires au ministère et il pourra voir qu'il y a de nombreuses femmes.

Quand je suis arrivé en 1976 il n'y avait aucune femme, zéro, nulle part. Il pourra voir aussi combien il y en a à l'Office du crédit agricole. Il n'y en avait à peu près pas.

Le Président: M. le député de Lévis! M. le député de Lévis!

M. Garon: Elles sont à peu près 30 % maintenant et c'était zéro en 1976.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, vous avez la parole.

M. Pagé: M. le Président, s'il fallait que le député de Lévis prenne tout le temps qu'il devrait normalement prendre pour défendre son administration, compte tenu des erreurs qui ont été faites, ce serait très long. Je tiens à dire qu'on n'a pas de leçon de morale à recevoir du député de Lévis et de l'Opposition sur ces questions-là.

Je terminerai en vous disant que c'est un projet de loi qui est très limité en termes d'application, en termes de sujets, d'objets, pour une période limitée jusqu'au 30 juin 1986. Il demeurera tel quel jusqu'au 30 juin 1986, évidemment. J'espère qu'il sera adopté et que l'Opposition respectera son engagement.

En terminant, je veux vous exprimer encore une fois toute ma fierté et toute ma détermination et rassurer mes collègues, les nouveaux arrivants, ceux et celles qui se sont joints, qui sont venus enrichir cette équipe de femmes et d'hommes qui travaillent comme députés: l'objectif du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, c'est d'être aussi compétent que le précédent pouvait être drôle et parfois gigolo et ridicule, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: M. le Président, je demanderais au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de retirer ses termes antiparlementaires, immédiatement.

Une voix: Gigolo, savez-vous ce qu'est un gigolo?

M. Pagé: M. le Président, j'ai voulu utiliser le terme, je retire le propos simplement. Mais ce que je veux vous dire, c'est que chez nous nos actions vont s'inscrire davantage sous l'égide de la compétence et de dossiers bien préparés, que sur du spectacle ou des farces parfois pas drôles, tout simplement.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, quel est le terme...

Une voix: On regardera cela...

Le Président: Parfait. Merci.

M. le leader de l'Opposition, est-ce que vous vouliez adresser...

Nous allons maintenant procéder à l'adoption du principe du projet de loi, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. Adopté?

Une voix: Sur division.

Une voix: Hein? Sur division?

Le Président: Adopté sur division. M. le leader du gouvernement.

Commission plénière

M. Gratton: Est-ce que, avec le consentement de l'Opposition, on pourrait maintenant procéder à l'écriture en commission plénière et à l'adoption...

Le Président: Du rapport...

M. Gratton: ...du rapport...

Le Président: ...de la commission plénière.

M. Gratton: ...et à l'adoption du projet de loi?

Le Président: Est-ce que le rapport de la commission plénière est adopté?

M. Chevette: Adopté.

Le Président: Adopté.

Adoption

Nous allons maintenant procéder à l'adoption du projet de loi, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. Est-ce que le projet de loi est adopté?

M. Chevette: Sur division.

Le Président: Adopté sur division.
M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais maintenant, toujours avec le consentement de l'Opposition, d'appeler, à l'article b), les projets de loi inscrits en préavis.

Projet de loi 7

Adoption du principe

Le Président: M. le ministre de l'Éducation propose l'adoption du projet de

loi 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je vous prierais de reconnaître le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, s'il vous plaît!

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Michel Pagé

M. Pagé: M. le Président, tel que mon collègue, le ministre responsable de l'Office des professions, le disait ce matin, ce projet de loi a pour but de permettre à des personnes autres que des pharmaciens de continuer à préparer et à vendre des aliments médicamenteux jusqu'au 31 août 1986. Il s'agit essentiellement d'une dérogation à l'exclusivité reconnue aux pharmaciens en cette matière par l'article 17 de la Loi sur la pharmacie. J'interviens aujourd'hui pour et au nom de mon collègue, le député d'Argenteuil, ministre de l'Éducation et responsable de l'Office des professions du Québec.

Si ce projet de loi doit être adopté avant la fin de la présente session de façon urgente, de façon temporaire aussi, parce qu'il est de portée limitée, jusqu'à la fin du mois d'août, c'est après réflexion et c'est après échange aussi avec plusieurs intervenants du milieu que je présente aujourd'hui ce projet de loi et que j'en demande l'adoption. J'ose espérer que les engagements ou les ententes seront respectés, cela va de soi.

Beaucoup de pressions ont été faites pour adopter ce projet de loi. M. Raymond Authier, président de Canada Packers, qui évolue dans ce secteur, écrit, avec copie au député de Lévis, que nous serions devant un vide juridique si ce projet de loi n'était pas adopté aujourd'hui. L'Association des meuniers du Québec, par la voix de son président, M. Montpetit, prie, avec toute l'insistance dont il est capable, l'Assemblée nationale d'adopter ce projet de loi. La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec, qui ont des responsabilités particulières dans ce projet de loi, demande et prie instamment le gouvernement, la majorité et l'Opposition d'adopter le projet de loi. Le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, M. Jacques Proulx, dans un télégramme qu'il nous faisait parvenir, nous indiquait l'obligation qu'on a de voir reconduites ces

dispositions et aussi et surtout de se donner le temps de préparer un projet de loi de refonte avant le mois de juin 1986; donc, extension du moratoire. L'Ordre des agronomes du Québec a communiqué avec nous par télégramme. D'autres entreprises, d'autres groupes directement concernés par le secteur, et même l'Ordre des pharmaciens lui-même indiquait, par télégramme, que ce moratoire lui donnera le temps qu'il faudra pour mettre en place la structure requise en regard des modifications aux lois à apporter d'ici quelque temps.

M. le Président, essentiellement, et je veux être bref, l'article 17 de la Loi sur la pharmacie définit le champ d'exercice exclusif de la profession de pharmacien. Ce champ comprend la préparation et la vente des médicaments destinés à l'homme ou même aux animaux. Cependant, l'article 23 de la Loi sur les médecins vétérinaires autorise le médecin vétérinaire à vendre des médicaments utilisés pour soigner les animaux. (12 h 20)

Le marché québécois des médicaments vétérinaires est estimé à environ 45 000 000 \$ en 1985. Près de la moitié de ce marché, au moins 50 %, peut-être un peu plus selon les sources, est consacré à la préparation des aliments médicamenteux pour animaux de ferme. Les aliments médicamenteux sont des mélanges d'aliments et de médicaments servis aux animaux. Ils peuvent agir à titre curatif, à titre préventif ou même, dans certains cas, comme stimulants à la croissance.

L'aliment médicamenteux représente le moyen le plus pratique d'administrer les médicaments aux animaux de grands élevages comme ceux de la volaille et du porc notamment. Or, les pharmaciens et les médecins vétérinaires qui, jusqu'au 20 juin 1984, étaient les seules personnes autorisées à vendre des médicaments pour animaux ne disposent pas des équipements nécessaires à la préparation des aliments médicamenteux. Ce sont donc les meuniers, au nombre d'environ 230 au Québec, qui détiennent cette part du marché des médicaments vétérinaires québécois. De plus, on évalue à environ 2800 le nombre d'éleveurs, le nombre de producteurs ou de productrices agricoles qui disposent des équipements nécessaires à la préparation des aliments médicamenteux pour leurs propres besoins.

De son côté, le ministère de l'Agriculture du Canada assure l'application de la Loi relative aux aliments du bétail et de ses règlements. Ces dispositions législatives et réglementaires établissent des normes de qualité et des règles de mise en marché pour les aliments du bétail, y compris les aliments médicamenteux. Le recueil des notices et des substances médicamenteuses est un document de référence préparé par Agriculture Canada. Ce document

comprend des informations touchant notamment les indications thérapeutiques des médicaments, la quantité de médicaments devant être ajoutés aux aliments et les contre-indications de ces produits dans certains cas.

En vertu de la Loi des aliments et drogues, la Loi relative aux aliments du bétail et de leurs règlements, la vente des aliments médicamenteux identifiés dans le recueil n'est pas assujettie à l'ordonnance du médecin vétérinaire. Toutefois, un règlement sur les médicaments qui ne peuvent être vendus que sur ordonnance de médecins vétérinaires fut adopté par le gouvernement du Québec le 20 août 1985. Les aliments médicamenteux contenant un médicament visé par ce règlement ne doivent être vendus actuellement que comme suite d'une exécution d'une ordonnance.

Or, le tableau, si on veut résumer parce que je ne voudrais pas épuiser tout mon temps, la problématique c'est que l'Ordre des pharmaciens du Québec était en mesure de poursuivre, en 1984, toute personne qui, au Québec, autre qu'un pharmacien ou un médecin vétérinaire, vendait des médicaments. Le législateur a donc décidé, le 20 juin 1984, d'accorder un moratoire aux personnes qui préparaient ou vendaient des aliments médicamenteux malgré l'article 17 de la loi. Ce moratoire, le 20 juin 1984, a été décrété par le ministre responsable de l'Office des professions.

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation déposait le 20 juin 1985 ici à l'Assemblée nationale un projet de loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, communément appelé le projet de loi 65. Ce projet de loi visait notamment à autoriser des personnes autres que des pharmaciens à préparer et à vendre des aliments médicamenteux à condition qu'elles soient détentrices d'un permis délivré à cet effet par le ministre.

La préparation de ce projet de loi n'a fait l'objet d'aucune consultation publique, officielle, ouverte, lesquelles nous sont d'ailleurs demandées. Or, le projet de loi, comme on le sait, a été présenté le 20 juin 1985, n'a pu être adopté, la session ayant ajourné ses travaux au soir du 20 juin 1985 de sorte que la situation dans laquelle on se retrouve - le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation se retrouve aujourd'hui avec un moratoire qui est prolongé jusqu'au 31 décembre 1985 - c'est la possibilité de voir un vide juridique le 1er janvier 1986.

L'Ordre des pharmaciens n'est pas en mesure d'assumer à compter du 2 janvier le contrôle des responsabilités qui lui sont dévolues en vertu de l'article 17 de la loi. Or, c'est pourquoi des demandes nous ont

été formulées pour reconduire ce moratoire pour une certaine période. Le projet de loi stipule que le moratoire est reconduit jusqu'au 31 août 1986. Cela donnera le temps à l'Assemblée nationale, au gouvernement et à moi de déposer, comme ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, un projet de loi reprenant les dispositions et, particulièrement, les objectifs poursuivis par la loi 65 qui avait été déposée par le député de Lévis en juin 1985.

Probablement que la position de l'Opposition sera de dire: Pourquoi n'avez-vous pas profité de cette brève session pour présenter ou réécrire le projet de loi 65 et le déposer? Ce n'est pas compliqué. On ne pouvait pas physiquement, en quatre jours, déposer ce projet de loi et aussi s'en aller l'étudier en commission parlementaire, avec le temps qu'il faut y consacrer de façon utile, entendre les parties et connaître leurs réactions en regard des modifications à adopter non seulement au projet de loi, mais aussi et surtout aux règlements.

Or, ce que je vous demande aujourd'hui, de façon à garantir que dans ce secteur de notre industrie agricole la paix puisse continuer, les groupes puissent continuer à s'organiser... J'ai clairement indiqué devant ceux et celles qui sont concernés - je le réitère aujourd'hui, je l'ai dit en privé à l'Opposition - que j'ai l'intention, dès le début de la prochaine session, de déposer un projet de loi reprenant la même problématique que le projet de loi 65 du 20 juin 1985, le déposer en première lecture. On va conduire notre débat en deuxième lecture dans des délais assez brefs après son dépôt, je l'espère, et pour cela les leaders pourront s'arranger et en convenir entre eux.

Immédiatement après le débat en deuxième lecture, on s'en ira en commission parlementaire et l'engagement que j'ai pris, en plus, c'est de déposer le projet de règlement qui viendra placer la chair sur l'ossature de la loi. En commission parlementaire, on pourra discuter entre députés des deux côtés de la Chambre et aussi entendre et recevoir tous les groupes concernés et visés, prendre le temps qu'il faudra pour bien les écouter pour corriger nos attitudes et nos textes, si nécessaire, et ainsi avoir, je l'espère pour la fin du mois de juin 1986, la loi adoptée en troisième lecture, publication des règlements dans la Gazette officielle au début de juillet 1986, avec un délai possible de contestation, tout cela dans la perspective d'une adoption définitive, d'une régularisation de l'ensemble du problème pour le début de septembre 1986. C'est, je pense, faire oeuvre plus utile que d'agir à la pièce, en bousculade, etc.

Je peux vous donner l'assurance suivante. Contrairement à la situation qui prévalait avant le mois de novembre 1985, tout médicament aujourd'hui doit faire l'objet

d'une prescription, doit être autorisé par un médecin vétérinaire. C'est déjà plus que ce qu'il y avait en juin et cela, parce que le gouvernement a adopté le règlement en novembre 1985, j'en conviens. Vous me direz: La santé du public, la sécurité du public, la protection du consommateur, nous nous en sommes farouchement préoccupés. Je peux vous en donner l'assurance. D'ailleurs, une des premières décisions que j'ai prises comme ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, c'était de demander, dès vendredi, en arrivant au ministère, au sous-ministre en titre et au sous-ministre adjoint, M. Bernard, d'émettre une note de service pour qu'à cette période de l'année, alors qu'il y a beaucoup de gens qui sont dans les commerces, qui achètent, etc., les services d'inspection du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, dont les actions se sont toujours inscrites sous l'égide de l'excellence, j'en conviens, redoublent d'ardeur en cette période où il y a beaucoup d'achalandage.

La préoccupation de notre gouvernement en regard des consommateurs, elle est constante. Tous les spécialistes que j'ai consultés me disent cela les députés de l'Opposition pourront le confirmer eux aussi - que la reconduction de ces dispositions, accompagnée évidemment du respect des normes qui sont prescrites par le règlement de novembre 1985, et aussi au moment de l'abattage des animaux, par exemple, cela peut garantir la sécurité nécessaire au public. Je vous demande et j'espère que les députés pourront adopter à l'unanimité, je le présume, parce que c'est une disposition qu'il est impérieux d'adopter, le projet de loi en troisième lecture aujourd'hui même. Merci.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.
(12 h 30)

M. Guy Chevette

M. Chevette: M. le Président, je serai bref afin de laisser à mon collègue de Lévis une intervention sur le fond du texte de loi lui-même, mais je veux dire que c'est bien injuste de la part de l'actuel ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation d'accuser mon collègue de Lévis de ne pas avoir consulté les groupes. Je me souviens que, à l'époque, faisant partie du caucus de l'agriculture, la loi 65 a fait l'objet d'une consultation auprès de chacun des groupes et que, lorsque le projet de loi a été déposé, les groupes savaient pertinemment ce qu'il y avait dans le projet de loi 65.

En juin, notre leader vous demandait votre consentement pour déposer le projet de loi 65, comme vous le faites vous-mêmes

aujourd'hui en nous demandant notre consentement pour étudier le projet de loi, mais vous avez alors refusé de donner votre consentement pour l'étude du projet de loi. Aujourd'hui, bien sûr, on aurait pu se comporter exactement comme vous autres et dire: On refuse purement de donner notre consentement. C'est facile à mort. On en a le droit, d'autant plus que je remarque que tous les télégrammes que vous avez reçus et qu'on a reçus proviennent de groupes, mais non pas de consommateurs. Il n'y a pas un groupe de consommateurs qui vous a envoyé un télégramme. Or le rôle fondamental de l'Opposition, ici, c'est de protéger d'abord le consommateur.

Vous remarquerez, M. le ministre - je suis convaincu que vous serez d'accord avec nous - qu'il y a des groupes qui sont carrément en conflit d'intérêts qui vous envoient des télégrammes. C'est bien évident, ils perdent une part du gâteau dans la vente possible de médicaments. C'est évident qu'ils sont en conflit d'intérêts. Ils veulent être entendus. Ils veulent vous faire changer d'idée. Mais l'objectif fondamental de ce projet de loi 65 qui avait été déposé par le gouvernement qui vous a précédé, c'était la protection du consommateur.

Bien sûr qu'un vide juridique crée des problèmes majeurs. Je le reconnais pour avoir légiféré à votre place pendant quelques années. C'est bien évident qu'un vide juridique crée des problèmes et des emmerdements, mais je pense que le délai que vous donnez... S'il y avait engagement - c'est peut-être là ce qui va nous permettre au moins d'accepter que ce projet de loi se rende jusqu'à la fin - ferme de votre part de convoquer les intéressés en commission parlementaire, et ce le plus rapidement possible, si c'était possible de faire une commission parlementaire avant même la reprise de la session, cela vous permettrait d'avoir tout l'éclairage pour la réécriture de votre projet de loi et cela permettrait peut-être de démontrer à la population qu'on a un désir d'agir vite en fonction de la protection des consommateurs.

Je vous demande si vous pouvez prendre l'engagement, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dès aujourd'hui de convoquer, au cours du mois de février, les gens intéressés, les groupes intéressés et d'inviter même ceux qu'il pourrait être intéressant d'entendre sur le sujet afin d'en arriver au début de mars - la reprise est le 11 mars, que je sache - dès les premiers jours de mars avec un projet de loi 65 réécrit qui tienne compte de cette commission parlementaire de février. Cela nous permettrait peut-être de consentir à adopter ce projet de loi jusqu'au bout. J'aimerais que le ministre puisse nous répondre dans sa

réplique, parce que cela conditionne, bien sûr, nos agissements.

Le Président: M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, le geste que pose le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est un des gestes les plus importants qu'il va sûrement poser dans sa carrière. Vous savez que nous avons connu, au cours des dernières années, des problèmes et des scandales qui ne sont pas à l'honneur de ceux qui avaient la charge de l'administration du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un des plus grands objets de fierté de ma part, c'est que pendant mes neuf ans comme ministre responsable de l'inspection des aliments au Québec, il n'y a pas eu de scandale; il n'y a pas eu de thon avarié; il n'y a pas eu de bison contaminé; il n'y a pas eu de scandale de la charogne. Pourquoi? Parce que j'ai administré ces lois de la façon la plus sévère possible en vue de protéger les consommateurs.

Je vous donnerai comme exemple que, lorsque je suis arrivé au ministère, on n'avait pas véritablement de système d'inspection organisé. Le scandale de la charogne, qui a marqué le régime Bourassa en 1975, qui a fait l'objet de grands débats dans les journaux et à la télévision avec l'enquête sur le crime organisé, a démontré à quel point il est important d'avoir un bon système d'inspection et un système d'inspection efficace.

On a vu également, avec la dernière affaire du thon à Ottawa, lorsque l'inspection des aliments n'a pas toute la rigueur qu'elle doit avoir, à quel genre de phénomène elle peut mener et à quel point les consommateurs peuvent être touchés. J'ai agi au cours de toutes ces années, et ce n'est pas le secteur où vous vous gagnez des votes, je peux vous dire une chose: On ne gagne pas un vote avec cela, parce que, habituellement, vous êtes obligé d'établir des contrôles. Par exemple, une enquête démontrait, parce qu'à ce moment-là, il n'y avait pas beaucoup de système d'échantillonnage des produits, en 1975, qu'un taux d'échantillon de 3,5 % sur 3000 échantillons de lait qui contenaient des antibiotiques, je n'ai pas besoin de vous dire que c'est un taux très élevé. Cela veut dire que, sur 3000 échantillons, plus de 100 contenaient des antibiotiques. Nous avons créé des systèmes d'inspection dès 1977, dès la prise du pouvoir par le Parti québécois. Nous avons mis en place des systèmes d'inspection dans le domaine du lait. Je peux vous dire, par exemple, que, l'an dernier, de mémoire, sur près de 60 000 échantillons, il y avait 27 cas d'antibiotiques. Cela veut dire

0,0002.

À toutes fins utiles, on peut dire que le système d'inspection du lait au Québec est un système extraordinaire, qui fait en sorte que le consommateur est entièrement protégé. Quand il boit du lait, il ne prend pas de la pénicilline. Il prend un produit pur.

Nous avons mis en place, et l'une des lois que j'ai amendée le plus souvent comme ministre de l'Agriculture, entre 1976 et 1985, c'est la Loi sur l'inspection des aliments, qui s'appelait auparavant la Loi sur l'inspection des produits agricoles, ensuite la Loi sur les produits marins et les aliments, avec une unification de la réglementation dans tout le Québec. Aujourd'hui, il y a des ententes signées avec chacune des villes et cela n'a pas été facile. Je me rappelle les téléphones que je recevais et les pressions dont j'étais l'objet en fin de session, il y a quelques années, quand il fallait faire l'unification de cette réglementation, qui était une demande principale du monde de l'industrie alimentaire, lors de la conférence d'avril 1978, soit le Sommet sur le secteur agro-alimentaire. J'ai travaillé pendant toutes ces années, pour compléter le travail en 1985, dans les ententes, qui ne devaient pas être si mauvaises même si, au début, les villes s'opposaient. Québec a toujours collaboré entièrement, mais il est certain que, dans certains cas, cela n'a pas été facile.

Finalement, cette année, des ententes de trois ans ont été signées avec la communauté urbaine, avec Sherbrooke, avec Québec, pour l'uniformisation de la réglementation afin qu'aujourd'hui, il n'y ait pas sur le territoire québécois une réglementation pour Montréal, une pour Sherbrooke, une pour Trois-Rivières, une pour Québec, une pour le provincial, une pour le fédéral, etc. C'est un travail qui a pris des années de réalisation. C'est un travail dans l'ombre. Je sais que je n'ai sûrement pas gagné un seul vote avec cela, sauf qu'au Québec, l'industrie alimentaire peut travailler dans des meilleures conditions qu'ailleurs et avec une réglementation qui n'est pas disparate mais qui est uniformisée, qui est une. Le rôle du Québec est maintenant plus important dans le domaine de l'inspection parce que des causes qui ont eu lieu à la Cour suprême, la cause Labatt en 1979 et l'arrêt Dominion en Ontario en 1980, ont démontré que, dans l'inspection des aliments, la responsabilité première quant à la production est du ressort de la province, est du ressort du Québec. De même sur le plan du commerce local. Quand un produit entre au Québec, c'est au Québec à l'inspecter. Tandis que le gouvernement fédéral a une responsabilité ou une juridiction sur le commerce interprovincial, sur le commerce international.

Donc, si le ministre de l'Agriculture du Québec ne fait pas son travail, personne n'a

la responsabilité de le faire. Personne d'autre n'est responsable. Cela a été déterminé de façon claire par la Cour suprême du Canada, dans ses arrêts Labatt, en 1979, et Dominion, en 1980. Le nouveau ministre de l'Agriculture, qui est également avocat, aura sûrement du plaisir à lire ces causes pour voir comment s'exercent les juridictions.

Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, s'il permet qu'il y ait des trous dans le système... Je vais vous dire une chose: J'ai passé mon temps à corriger et à boucher des trous entre 1976 et 1985, pour en arriver à un système aujourd'hui où il restait un dernier maillon à mettre en place; la loi 65 sur la protection sanitaire aux animaux a été déposée en cette Chambre. Je suis allé voir le député de Maskinongé à son bureau, alors qu'il était critique officiel, pour lui demander l'autorisation d'adopter cette loi au mois de juin pour qu'elle soit appliquée. (12 h 40)

Ce n'est pas une loi compliquée. C'est une loi très simple puisqu'elle fait suite, non pas à un travail à peu près, mais à une conférence de février 1985 sur la santé animale où tous les intervenants étaient regroupés dans la même salle. C'est évident qu'il y a des gens qui n'ont pas de contrôle. Les compagnies qui produisent des produits pharmaceutiques ne sont pas favorables à cette loi, parce qu'elles en vendent plus s'il n'y a pas de contrôle. Il y a des gens qui sont dans le commerce des médicaments qui aiment autant qu'il n'y ait pas de contrôle, parce qu'ils font plus d'argent s'ils en vendent plus. Quand les vendeurs circulent pour vendre des médicaments... Je me rappelle, quand j'avais ma petite ferme avant 1976, j'achetais des produits et on me disait: On n'a pas celui-ci, double la dose d'un autre produit. J'ai vu comment cela fonctionnait. Là-dessus, les mentalités ont évolué et beaucoup de choses ont été faites. Mais la loi 65 qui a été déposée au printemps était absolument essentielle. Elle faisait suite à une conférence socio-économique, comme je le disais tout à l'heure, où on a mis en place un ensemble de mécanismes de prévention, non seulement pour soigner les animaux, mais pour prévenir la maladie chez les animaux et pour faire en sorte qu'il y ait le moins de médicaments possible administrés aux animaux. Pourquoi? Parce que les médicaments que prennent les animaux restent dans leur chair et peuvent aller sur la table des consommateurs.

De la même façon, si dans le lait il y avait des résidus, quand vous boiriez du lait, vous boiriez les résidus en même temps. De la même façon, s'il y a du mercure dans le poisson... Dans les Grands Lacs, où il y a des poissons contaminés, où 60 % des saumons des Grands Lacs ont le cancer, si vous en mangez, vous mangez le contenu également. Il est important que le système

d'inspection des aliments soit très sévère. C'est pour cela que, quand le ministre me dit qu'il a reçu des télégrammes d'appui à un moratoire, il ne m'impressionne pas. L'Association des meuniers qui vend actuellement des médicaments sans contrôle ne dira pas un mot. Les entreprises privées qui sont également dans le commerce des médicaments, cela ne m'impressionne pas. Que le président de l'Ordre des agronomes qui, habituellement, n'ont pas pour... J'ai rarement vu des agronomes voter une résolution pour que les vétérinaires aient des pouvoirs accrus? Je n'ai jamais vu cela. J'ai plutôt vu des résolutions inverses. Il y a des chicanes interprofessionnelles, et cela ne m'étonne pas. Que l'Ordre des pharmaciens qui n'a jamais administré sa loi dans ce domaine vienne dire: On est prêt à un autre moratoire. Je n'ai pas un grand respect pour ce télégramme.

La Loi sur la pharmacie donne le pouvoir à la Corporation des pharmaciens d'administrer sa loi, ce qu'elle n'a pas fait pendant des années. Si le problème a existé, c'est justement parce que la Corporation des pharmaciens n'a pas administré sa loi. Aujourd'hui, que le président de l'Ordre des pharmaciens, ex-candidat à la convention libérale de Limoilou, vienne dire: Cela ne me fait rien, vous pouvez faire un moratoire. C'est lui qui a la responsabilité, c'est sa corporation qui a la responsabilité. Non seulement cela, mais à leur congrès dans Charlevoix l'an dernier, il était bien content de voir que cette loi s'appliquerait à des pharmaciens dans leur ensemble, parce qu'ils voulaient exercer leur profession. Aujourd'hui, qu'un télégramme, sollicité sans doute, arrive pour dire cela... J'aimerais que le ministre nous dise s'il a sollicité de la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec, qui, eux, ne sont pas des commerçants dans cette affaire, ce ne sont pas des gens qui font de l'argent avec les médicaments, mais ce sont eux qui vont consommer les viandes et les sous-produits des aliments qui ne seront pas inspectés, qui ne seront pas contrôlés. Je dirai au ministre qu'il commence très mal sa carrière parce qu'il joue avec des éléments... Il va me dire qu'il y avait un vide juridique. Ce n'est pas cela le problème. La loi 65, vous savez, le Parti libéral était quand même un parti officiel. Cette loi est déposée depuis le mois de juin; pas depuis quinze jours, depuis le mois de juin.

Je regrette qu'il dise qu'il n'y a pas eu de consultations. Avant de déposer la loi, j'ai fait des consultations. L'Association des meuniers a été rencontrée au Parlement même, justement dans la salle sous l'Assemblée nationale, que l'on appelait la salle 81-A. Je ne sais pas si aujourd'hui le nom est changé. Dans cette salle, on a fait des rencontres et je leur ai dit: Cette loi

s'en vient et, après le dépôt de la loi, vous pourrez faire des représentations, sauf que la loi est d'une simplicité enfantine. Tout ce qu'elle exige, c'est que ceux qui vont pouvoir préparer des moulées médicamenteuses - cela veut dire ajouter des médicaments dans les aliments des animaux - aient un permis et soient assujettis à certaines règles. C'est cela que la loi dit.

Quand on parle de réécrire la loi, je ne vois pas en quoi on peut réécrire une loi qui a été faite de la façon la plus simple possible, ce qui n'empêche pas, une fois que la loi 65 sera adoptée, que le règlement qui ira avec la loi, lui, qui va comporter certaines exigences, fasse l'objet de consultations, mais le mécanisme est en place et les gens se préparent à l'administrer. Ce qu'on demande actuellement, c'est de repousser cela de huit mois. Huit mois, c'est parce qu'on n'a pas voulu... On dit qu'il n'y aura même pas de discussion sur le projet si vous faites ce que vous voulez faire. D'abord, le moratoire proposé par le ministre était d'un an et on a dit non. Et huit mois, encore, c'est trop long; ce n'est pas cela qui devrait être fait.

Ce qui aurait dû être fait, c'est l'adoption de la loi 65 et, après, le ministre, avec une clause transitoire quant à l'application de la Loi sur la pharmacie... On aurait pu avoir une clause transitoire. Mais l'adoption de la loi 65 devait faire que le mécanisme soit mis en place immédiatement et qu'on adopte les règlements, qu'on convoque les commissions parlementaires et que tout le système se mette en marche de sorte que le système, au lieu d'être en place en 1987, sans doute, soit en place dès le printemps 1986 et même à Pâques 1986.

Ce n'est pas une chose qui tombe du ciel. Quand j'ai dit qu'on avait une conférence socio-économique en février 1985 où différents éléments de la politique ont été adoptés, ont été discutés... Quand le ministre dit... Cela a pris du courage en période électorale, vous savez. Il fallait savoir à quel point c'était important, parce que la liste des médicaments vétérinaires qui demandent maintenant des prescriptions a été adoptée pour être mise en place le 1er novembre 1985, en période électorale, parce qu'on trouvait que c'était assez important pour la santé des consommateurs, même si cela faisait perdre des votes. Plus que cela, j'ai tenu des réunions avec tous les gens sur l'application de la liste des médicaments vétérinaires afin que ce ne soit pas le plus compliqué possible et que cela ne coûte pas le plus cher possible.

Il y a eu des réunions et M. Ouellet, le sous-ministre, a présidé ces réunions - il pourra vous en parler - avec d'autres du ministère pour que les mécanismes qui seront mis en place avec les vétérinaires, avec les agriculteurs, avec les différents organismes

qui ont affaire à la liste des médicaments vétérinaires, pour que cela soit fait de la façon la plus simple possible et que ce soit le moins onéreux possible, tout en étant le moins contraignant possible, mais il y a l'application du principe, que des médicaments qui sont dangereux pour la santé des humains s'ils sont consommés par des humains comme résidus dans des aliments soient contrôlés.

Le principal problème, les vétérinaires vont le dire, c'est un problème de posologie. La plupart du temps, il arrive qu'il y a des problèmes de posologie en ce sens que les doses ne sont pas toujours respectées, les périodes d'attente ne sont pas respectées et qu'il y a des médicaments qui sortent de façon régulière. En faisant un moratoire comme celui-là, il n'y a plus de surveillance. Ne nous contons pas d'histoires, il n'y a plus de surveillance. On dit: Oui, mais la liste des médicaments vétérinaires existe maintenant depuis le 1er novembre. Je suis content de voir le nouveau ministre dire cela. J'ai tellement été combattu. On disait: Ça n'a pas de bon sens, vous voulez tout contrôler. Je suis content de le voir invoquer cela maintenant et dire: Grâce à ce règlement, votre loi peut attendre un petit peu l'autre loi.

Quand je suis arrivé au ministère il n'y avait rien nulle part. Zéro. Aujourd'hui, je peux vous dire que le système d'inspection du poisson... Je sais qu'il y en a qui ont voté libéral en disant: Espérons qu'il n'y aura plus de système d'inspection du poisson. J'espère qu'il va y en avoir un tout le temps. Aujourd'hui, quand le poisson entre dans les usines, il est contrôlé avant. On était à peu près le seul pays du monde qui ne le faisait pas et maintenant on le fait et le reste du Canada ne le fait pas encore. Ils commencent, ils regardent ça. On peut dire aujourd'hui que, quand le poisson entre dans nos usines, il peut être classé comme produit qui peut aller à la consommation humaine. Ce qui ne peut y aller n'y va pas et s'en va ailleurs.
(12 h 50)

Le nouveau ministre de l'Agriculture pourra consulter son sous-ministre. Quand on a commencé à appliquer le règlement, le sous-ministre pensait - il venait d'arriver à ce moment-là au ministère - que ce ne serait pas trop dur. Je riais dans ma barbe; j'avais quelques années d'expérience, je savais que la première journée où le premier bateau d'un pêcheur serait refusé parce que son poisson n'était pas bon pour la consommation humaine, ça brasserait dans la cabane. De fait, quelques jours après, il m'appelait de Gaspé et disait: J'ai la révolution dans le coin parce qu'il y a une entreprise de fermée et il y a un premier bateau refusé. Je suis parti à rire et j'ai dit: Je m'en doutais. Il m'a dit: Qu'est-ce qu'on

fait? J'ai dit: On "toffe". Il m'a dit: Pensez-vous que je vais être blâmé parce que vos inspecteurs mettent de côté un bateau de poisson qui n'est pas bon pour la consommation humaine en disant que le pêcheur va perdre le produit de sa pêche? Est-ce anormal? J'ai dit: Non, gênez-vous pas, si le produit n'est pas bon, mettez-le de côté.

J'en ai eu des affaires de Star Kist, des gens qui se sont essayés. J'ai toujours dit non. Il n'y a jamais eu de compromis de ma part en neuf ans. Les fonctionnaires qui ne sont sans doute pas loin en arrière vont vous le dire: Jamais il n'y a eu un compromis sur la santé animale, sur la protection des consommateurs pour que les produits qui allaient aux consommateurs soient de première qualité.

En même temps, ce n'est pas facile parce que vous avez toutes sortes de rapports et vous avez à vous comparer à d'autres également. Les produits, c'est un des principaux sujets de concurrence. Nous avons mis des systèmes à Québec, par exemple sur le contrôle des sulfas, les meilleurs systèmes parce que le fédéral n'en mettait pas et que c'est lui qui inspectait l'exportation des viandes rouges beaucoup plus que nous autres à ce moment-là. On a mis des systèmes; ils ont collaboré, mais c'est nous qui avons pris l'initiative. Je n'ai jamais pensé que c'était nécessaire d'attendre après les autres pour faire l'inspection des aliments en vue d'un meilleur produit. On a toujours pensé que le Québec pourrait devenir le Danemark de l'Amérique du Nord. Le plus grand pays exportateur d'aliments dans le monde, qui les vend plus cher parce qu'ils sont de meilleure qualité, c'est le Danemark, mais ses contrôles d'inspection alimentaire sont plus sévères que dans n'importe quel autre pays. C'est ça que nous avons visé, faire une qualité d'aliments plus grande qu'ailleurs. C'est à quoi nous avons travaillé et les gens qui ont travaillé à ces projets au cours de ces années en ont éprouvé beaucoup de fierté.

Je peux vous dire une chose: le nouveau ministre, avant d'imposer un moratoire comme celui-là, encore là, devrait prendre quelques heures pour se faire montrer des rapports, des enquêtes, pour voir ce qui se passe pas seulement ici au Québec, mais au Canada, et il verrait à quel point c'est un sujet important. Si, demain matin, il arrive quelque chose, un scandale, il sera le premier responsable pour avoir imposé un moratoire, pour avoir donné autant de délai dans ce cas-là.

C'est évident que, sur 230, il y en a plusieurs qui font bien le travail. Les systèmes de contrôle ne sont jamais là pour ceux qui font bien leur travail. Il y a toujours des gens qui font bien leur travail. Pourquoi, au Barreau, y a-t-il un syndicat pour

surveiller les avocats. Il y en a qui vont dire: Il y a deux sortes d'avocats: les avocats que l'on mange et les avocats qui nous mangent. Mais vous avez des syndicats pour surveiller les récalcitrants. Pourquoi avez-vous, à la Chambre des notaires, des gens qui surveillent les notaires? Ce n'est pas parce que tous les notaires sont des voleurs. C'est parce qu'il y en a qui peuvent être récalcitrants et ne pas bien administrer leur profession en fonction des intérêts de leurs clients. Alors, il y a un système de surveillance organisé pour faire en sorte que le public soit protégé. Dans la plupart des professions, cela existe.

Dans ce domaine, la responsabilité a été confiée aux pharmaciens. Malheureusement, ils n'ont pas appliqué ces dispositions. C'est pourquoi, quand le gouvernement, la première fois, s'est rendu compte de cela... On ne découvre pas tout à la fois dans un secteur. Quand vous arrivez dans un ministère, vous ne découvrez pas tout à la fois. Mais quand des gens ont découvert, à l'Office des professions, que les pharmaciens n'administraient pas leur loi, une disposition a été incluse dans la loi, à savoir: il y a un moratoire avant qu'on trouve la solution pour régler certains problèmes, pour que la loi soit administrée. Il y avait eu un dernier moratoire, un moratoire d'un an, pendant lequel nous avons travaillé sur tous ces secteurs, la liste des médicaments, etc. La conclusion, c'est qu'il y avait une liste des médicaments, mais pour que la liste des médicaments puisse trouver toute son application, il faut la loi 65. Les deux ont été présentées en même temps. Pourquoi? Parce que les deux sont nécessaires. Une sans l'autre, c'est comme s'il n'y avait rien, à toutes fins utiles. Dans un système, on dit que tout est basé sur la bonne foi. Vous savez que l'appât du gain, parfois, est plus grand et, à ce moment-là, si l'appât du gain est plus grand, il y a des gens qui vont payer pour cela. C'est tellement vrai, ce que je vous dis.

Dans le Soleil de ce matin, le 19 décembre 1985, on dit: "Adoptée hier aux États-Unis, une politique agricole qui inquiète le Canada. Vous lisez un paragraphe de cette politique agricole. On lit: "Un autre chapitre - cette politique agricole comporte plusieurs chapitres; apparemment, c'est une loi très volumineuse - dit que toute volaille, tout bétail et toute viande importées du Canada doivent être conformes aux règlements en vigueur aux États-Unis. Or, le Canada utilise pour les soins du bétail certaines drogues qui sont interdites outre-frontière." Ce n'est pas quelque chose d'à peu près, n'est-ce pas?

Actuellement, une des barrières non tarifaires les plus importantes dans le commerce entre le Canada et les États-Unis, c'est, justement, la surveillance des produits médicamentés qu'il peut y avoir dans les

aliments. C'est pourquoi nous avons mis en place des contrôles contre les sulfas. Mais les vétérinaires diront au nouveau ministre, comme ils me l'ont dit à moi, qu'aussitôt que vous avez pris un produit, que vous l'avez cerné, il sort un nouveau produit. On m'a dit, par exemple, qu'après le sulfa cela a été le carbadox qui est sorti. Il y a des articles, des pages complètes dans le journal La Gazette pour indiquer à quel point il y avait des risques dans tout cela.

C'est pourquoi je peux vous dire que nous allons voter contre cette loi. Je peux vous dire que j'ai même suggéré à mon leader... Je veux que ma dissidence soit enregistrée personnellement. Pourquoi? Parce que le risque est trop grand. Le risque qui est pris pendant ces mois est trop grand. Je comprends qu'il y a déjà eu des moratoires justement pour préparer des législations, mais les législations sont prêtes maintenant. Je comprends qu'il y a un vide juridique, mais, si on adopte la loi 65 - c'est ce qu'on devrait faire - qui est là depuis le mois de juin... Si la loi 65 avait été épouvantable, on en aurait entendu parler. Personne n'a dit un mot. C'est une loi, au contraire, uniquement pour permettre le contrôle de ces applications, de ces prescriptions, etc. C'est pour faire en sorte que cela ne sera pas un "free for all" complet à tout le monde qui peut donner des médicaments, à tout le monde qui peut commercer des médicaments, mais que ce soit fait dans un cadre déterminé.

Actuellement, au point de vue des aliments médicamentés, il n'y a pas de contrôles. Il ne faut pas se conter d'histoires, il n'y a pas de contrôlés. Demandez donc si les pharmaciens appliquent leur loi. Vous allez voir que la réponse va être là immédiatement. Ils demandent une exception. Regardez, le projet de loi dit: Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie. Une exception à la Loi sur la pharmacie. Si vous lisez l'article, on dit: "Malgré l'article 17 de la Loi sur la pharmacie - justement qui dit qu'ils doivent contrôler cela - les personnes qui le 20 juin 1984 préparaient et vendaient des aliments médicamentés peuvent continuer à poser ces actes jusqu'au 31 août 1986, pourvu qu'elles se conforment à toute autre loi ou règlement qui leur sont applicables."

La loi, c'est pour faire le contrôle de tout cela et c'est l'exception qu'on veut adopter. C'est pourquoi je vous dis - et comme ministre, j'ai neuf ans d'expérience là-dedans - qu'il n'y a jamais eu de scandale dans les aliments, que le ministre doit se faire renseigner davantage. À mon avis, il ne peut pas faire ce moratoire aussi long et il devra adopter la loi 65, prévoir une mesure transitoire pour l'adoption du règlement et l'application de la loi, mais tout cela pourrait se faire, j'en suis persuadé, dans un

délai de trois mois facilement s'il passait par l'adoption immédiate de la loi plutôt que par un moratoire de huit mois suivi de l'adoption d'un règlement, ce qui veut dire qu'il retarde le processus d'environ un an, en plus des pressions qu'il va subir pour ne rien faire. Toute l'industrie du commerce des médicaments va faire des pressions sur lui pour qu'il fasse le moins de choses possible parce que les vétérinaires lui diront que c'est au Québec qu'il y a le plus de médicaments utilisés à ce point de vue et que des contrôles plus sévères diminueraient le nombre de médicaments utilisés.

M. le Président, je vois votre impatience. J'ai parlé un peu des notaires. Cela a dû vous chatouiller un peu. Ou des avocats. Notaire ou avocat? Mais nos professions, malgré tous leurs problèmes, se contrôlent et je pense que ce projet de loi ne devrait pas être adopté, mais qu'on devrait adopter la loi 65 avec des mesures transitoires. Je suis persuadé que le leader de l'Opposition serait prêt à donner toute la collaboration de l'Opposition pour pouvoir procéder de cette façon, pour une plus grande sécurité des consommateurs du Québec et une plus grande sécurité des produits que nous exportons, puisque l'industrie animale représente 80 % des revenus des agriculteurs du Québec. Je vous remercie.
(13 heures)

Le Président: Merci, M. le député de Lévis. Il est maintenant 13 heures. J'ai besoin du consentement de cette Assemblée pour continuer les débats.

Des voix: Consentement.

Le Président: Consentement. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Michel Pagé (réplique)

M. Pagé: Merci, M. le Président. En réplique à l'intervention de l'Opposition, je dois vous exprimer ma surprise de prendre connaissance de la position qu'elle a adoptée. Elle nous dit aujourd'hui qu'elle a l'intention de voter contre le projet de loi. C'est avec beaucoup d'attention, beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance des déclarations du député de Lévis qui, j'en conviens, a eu à consacrer et à investir du capital humain et du temps dans de tels dossiers.

Essentiellement, comme j'ai eu l'occasion de vous le dire dans mon discours de deuxième lecture, on se retrouvera le 1er janvier devant un vide juridique, dans un premier temps, en regard de tous les paramètres contrôlant l'ajout de médicaments dans l'alimentation animale.

Le ministre du précédent gouvernement, le député de Lévis, me dit: Vous devriez

adopter le projet de loi 65. Vous pourriez adopter vos règlements. Vous pourriez aller plus vite. Le député de Lévis réfère même à la santé du public. Il évoque même que cela aurait été la décision la plus lourde de conséquences dans ma vie. Il ne faudrait quand même pas paniquer et inquiéter toute la population et tous les consommateurs délibérément.

Essentiellement, le problème, je l'ai établi tout à l'heure. On se doit de contrôler les médicaments ajoutés dans la nutrition des animaux. On se doit de garantir une surveillance et de l'excellence à cet égard. J'ai clairement indiqué aux députés et à l'Opposition que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec peut leur donner l'assurance que ma première préoccupation comme ministre, c'est la qualité des aliments mis en marché sur notre territoire, des aliments mis en marché chez nous. D'ailleurs, la première décision que j'ai prise en arrivant au ministère, non pas deux ou trois jours après, la première journée, dès le lendemain de mon assermentation, a été de demander à mes services de redoubler d'efforts et d'ardeur dans la surveillance de la qualité des aliments vendus au Québec.

M. le Président, cela me surprend de l'Opposition. Il faut appeler les choses par leur nom. Un moratoire a été décrété le 20 juin 1984 quant à l'article 17 de la Loi sur la pharmacie, parce que l'Ordre des pharmaciens, j'en conviens - je suis d'accord avec plusieurs des arguments du député - les pharmaciens n'étaient pas prêts à appliquer cette mesure. Mais il y a eu, du 20 juin 1984 jusqu'au 20 juin 1985, une année pendant laquelle le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de l'époque aurait pu déposer un projet de loi, mais il ne l'a pas fait.

Un an après. Le premier moratoire, c'était le 20 juin 1984, avec tout le respect que je vous dois, parce que, M. le Président, je veux être respectueux de l'Opposition le plus possible; j'ai été moi-même dans l'Opposition et j'ai vu combien de fois cela volait bas. Mais cela ne m'empêchera pas de dire au député: C'est votre équipe qui était là; vous avez pris un an avant de déposer le projet de loi 65 et ce projet de loi, pourquoi a-t-il été déposé la dernière journée de la session? C'était la dernière journée de la session, le 20 juin 1985. Bien, vous vous le rappelez, ceux et celles qui siégeaient ici, on a terminé nos travaux le 20 juin 1985.

Je ne comprends pas que vous soyez alarmés aujourd'hui. Alors, pendant cette année, où étiez-vous, membres du gouvernement? Où étiez-vous comme député de Lévis? Entre le 20 juin 1985 et le 23 octobre 1985, il y a eu une période où le projet 65 aurait pu être déféré en commission parlementaire avant l'étude en deuxième lecture et, là, on aurait pu

consulter les parties. Cela aurait été utile pour nous si le projet de loi 65 déposé le 20 juin 1985, dernière journée de la session, avait été déféré en commission pour étude, pour analyse avant l'étude en deuxième lecture. On aurait eu les éléments.

Mais je vous comprends. Vous étiez candidat à la chefferie et je ne vous en tiens pas grief. Vous étiez occupé à autre chose.

M. Garon: Le projet de loi était déposé.

M. Pagé: Le projet de loi était déposé, mais vous ne pouviez pas tenir des consultations en commission parlementaire. Alors, aujourd'hui, vous venez nous dire: C'est terrible qu'on décrète un moratoire. C'est terrible, c'est inacceptable et on va s'opposer avec toute la vigueur dont on est capable. C'est ce que vous nous dites. Mais le moratoire, c'est vous qui l'avez imposé et ce qui est changé aujourd'hui par rapport à juin 1985, alors qu'on a reconduit le moratoire pour six mois, c'est que le moratoire proposé implique qu'une prescription doit être obtenue pour la vente d'aliments médicamenteux, ce qui n'était pas le cas avant. Cela va plus loin que le moratoire précédent. Cela donne plus de sécurité, de meilleures garanties d'un contrôle plus adéquat de l'ajout de médicaments aux aliments. Il y a donc moyen de contrôler.

Je comprends que, dans les cas d'hémophilose porcine, des sulfas sont ajoutés. Je comprends et on retient que, si de tels sulfas sont ajoutés en trop grande quantité, cela peut affecter la qualité de la viande pour consommation humaine, comme dans le cas de coccidiose aviaire pour les poulets et pour les dindonneaux où l'injection d'une trop grande quantité de sulfas risque d'en affecter la qualité.

Depuis novembre 1985, tout ajout de médicaments doit être prescrit, ce qui n'était pas le cas avant. On se sent tout à fait légitimés, justifiés et aussi avec une sécurité et un renforcement des mesures de contrôle de la qualité de la viande une fois que la bête a été abattue. Je peux vous dire que c'est faire oeuvre utile, sérieuse et respectueuse des parties que d'établir, par le projet de loi aujourd'hui, un moratoire qui courra au maximum et au plus tard jusqu'au 31 août. Entre-temps, l'Opposition nous demande de faire des consultations au salon rouge, sans projet de loi, sans règlement, de causer tous ensemble.

M. le Président, j'ai dit à l'Opposition: D'accord, le moratoire qu'on avait prévu pour toute l'année 1986, on le ramène au mois d'août 1986; entre-temps, on va travailler sérieusement. On va déposer un projet de loi dès la reprise de la session. Et

vous vous le rappelez: combien de fois l'Opposition a-t-elle dû batailler ferme, jouer du coude parlementaire pour être capable d'avoir un projet de règlement au moment de la deuxième lecture?

Aujourd'hui, l'engagement que j'ai formulé comme ministre de l'Agriculture: dépôt du projet de loi dans les meilleurs délais après l'ouverture de la session, débat en deuxième lecture, et sur cela, mon leader va être d'accord, j'en suis persuadé et l'Opposition aussi. Après la deuxième lecture, on s'en va en commission parlementaire, on dépose le projet de règlement, on discute non seulement de la loi, mais du projet de règlement; on modifie s'il y a lieu; on revient ici, on adopte la troisième lecture, on publie nos règlements pour adoption. Et la loi et ses règlements devraient être en vigueur, si on n'a pas de "filibuster", vers la mi-août. Donc, on a besoin de ce moratoire, mais, malgré ce moratoire, je peux donner l'assurance aux intervenants, à la population, aux consommateurs que, contrairement au moratoire décrété par le précédent gouvernement, le moratoire que je reconduis aujourd'hui assure et implique qu'une prescription doit être obtenue pour la vente d'aliments médicamenteux. C'est encore plus que ce qu'il y avait dans le moratoire précédent.

M. le Président, j'ose espérer et, en vous le demandant, je le demande à mes collègues, que ce projet de loi puisse être adopté dès aujourd'hui. Je peux garantir aux députés de l'Opposition qu'en matière de santé et de sécurité en regard de la qualité des aliments le ministre de l'Agriculture déploiera tous les efforts. En plus, j'ai clairement indiqué à mes fonctionnaires que nos actions devaient s'inscrire sous l'égide du respect intégral de nos normes et d'une vigilance accrue. Le ministre de l'Agriculture veille au grain. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Me permettra-t-on en vertu... - de je ne me souviens plus du numéro de l'article, moi non plus - de poser une question au ministre de l'Agriculture?

M. Pagé: Oui, oui.

Le Président: Je vous reconnais, M. le leader.

M. Chevette: Compte tenu du fait qu'il y a déjà un projet de loi qui porte le no 65, compte tenu du fait qu'il y a déjà une réglementation, un règlement, je réitère la demande que je lui faisais dans mon bref exposé au début: N'y aurait-il pas lieu à ce moment-là, compte tenu que des règlements et qu'une loi existent, qu'on tienne une

commission parlementaire au cours de février?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
(13 h 10)

M. Pagé: M. le Président, je vous dirai ceci: Avez-vous déjà vu un gouvernement mener une commission parlementaire sur un projet de loi présenté par la Législature précédente? Vous n'avez jamais vu cela. L'autre élément, c'est que ce projet de loi, j'en ai pris connaissance...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Pagé: J'en ai pris connaissance et j'ai eu l'occasion d'échanger des propos avec des gens du milieu depuis que j'ai été nommé ministre. Ceux-ci me disent: M. le ministre, on veut vous rencontrer, on veut prendre le temps qu'il faudra pour vous sensibiliser pour que vous fassiez différemment du précédent gouvernement, parce qu'il y avait des propositions qui nous inquiétaient dans ce projet de loi.

Si le député veut bien écouter. Je comprends qu'il veuille parler tout le temps. Écoutez, cela va être plus utile pour votre compréhension, j'en suis persuadé.

Je dis ceci: Il y a du travail qui a été fait, j'ai à revoir certains devoirs qui ont été faits par le précédent gouvernement, j'ai à corriger certains devoirs. C'est ce que je ferai dans l'intersession et soyez persuadés que le ministre de l'Agriculture va être présent. Le ministre de l'Agriculture va écouter, M. le député de Joliette. Il va être présent auprès des groupes. J'entends amorcer une tournée sur le terrain auprès des intervenants dans les différents secteurs agricoles du Québec dès la mi-janvier. Je reviendrai ici à l'Assemblée nationale déposer un projet de loi s'inspirant des dispositions initiales du projet de loi 65 déposé en juin, mais aussi des commentaires recueillis sur le terrain, auquel projet de loi j'ajouterai, après le débat en deuxième lecture, le projet de règlement. Cela va être bien fait, cela va être raisonnable, cela va être sérieux et cela va être fondé sur les besoins réels des groupes dont, entre autres, évidemment, les associations de consommateurs, cela va de soi.

M. le Président, je termine. Il y a une dernière question que l'ex-ministre de l'Agriculture me pose. Je ne sais pas comment vous travailliez de votre temps, je pense que vous sollicitiez des télégrammes. Moi, je les reçois et j'y donne suite au lieu de les solliciter.

Le Président: M. le député de Lévis.

M. Garon: Vous me permettez

seulement de dire au ministre qu'il a sollicité le télégramme des meuniers, qu'il a reçu. Autrement, ils n'auraient pas pu savoir qu'il déposait une loi ce matin. Il a sollicité des télégrammes de ceux qui sont en conflit d'intérêts, mais pas de ceux qui doivent être protégés. Il n'a pas sollicité de télégrammes des consommateurs. Je le mets au défi de dire qu'il a sollicité des télégrammes d'appui des consommateurs pour son moratoire.

M. Pagé: M. le Président...

Le Président: Je ne voudrais pas qu'on soulève un débat à cette étape-ci. Très brièvement, M. le ministre de l'Agriculture, très brièvement.

M. Pagé: M. le Président, un groupe, une fédération qui s'était regroupée, de meuniers, de gens concernés où il y avait des professionnels d'autres secteurs sont venus me rencontrer. Ils ont dit: Croyez-vous qu'il serait opportun d'envoyer un télégramme? J'ai répondu: Pas à moi, vous m'avez sensibilisé, mais envoyez-en surtout aux gens de l'Opposition pour leur faire comprendre, pour qu'ils soient conséquents avec les gestes qu'ils ont posés dans le passé. Ils m'en ont adressé un, ils vous en ont envoyé une copie, mais je vois qu'ils auraient peut-être dû y aller avec plus d'insistance, parce que vous ne semblez pas avoir très très bien compris.

Je tiens à dire que les télégrammes, nous, dans notre gouvernement, on ne les sollicite pas. Quand on les reçoit, on y donne suite. Merci.

Le Président: Est-ce que le principe du projet de loi no 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, est adopté?

M. Chevette: Adopté sur division.

Le Président: Est-ce qu'il y a motion pour que ce projet de loi soit déferé à la commission plénière?

M. Gratton: M. le Président, est-ce que je pourrais solliciter le consentement pour qu'on procède selon l'entente qu'on avait déjà? Si le leader de l'Opposition est en train de me dire qu'on remet en cause les ententes déjà conclues entre nous, j'en prends avis et je devrai agir en conséquence.

M. Chevette: Non, je demande purement et simplement qu'on y revienne plus tard au cours de la séance.

M. Gratton: M. le Président, je conviens que ça prend un consentement et je ne l'ai pas. Je dis simplement que ce n'est pas conforme à l'entente que nous avons conclue ensemble. Je tâcherai de respecter mes

ententes et je souhaite que ce soit la même chose du côté de l'Opposition.

Le Président: Je suspends les travaux jusqu'à 15 heures cet après-midi.

(Suspension de la séance à 13 h 15)

(Reprise à 15 h 8)

Le Président: Veuillez vous asseoir.

M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît!

Renvoi à la commission plénière

M. Gratton: M. le Président, je voudrais faire motion pour que le projet de loi 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, dont on a adopté le principe ce matin, soit déferé à la commission plénière pour étude détaillée.

Le Président: Est-ce que cette motion est adoptée? Adopté.

Formation du Bureau de l'Assemblée nationale

Il y a une obligation qui vous incombe en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale et j'aimerais vous lire ce qui suit: Conformément à l'article 90 de la Loi sur l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer copie de deux lettres de Mme la vice-première ministre désignant les membres et les membres suppléants du parti gouvernemental au Bureau de l'Assemblée nationale.

J'ai, de plus, l'honneur de déposer copie d'une lettre de M. le chef de l'Opposition désignant les membres et les membres suppléants de l'Opposition au Bureau de l'Assemblée nationale.

J'accorde maintenant la parole à M. le député de Laprairie, vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Saintonge: Merci, M. le Président. Conformément à l'article 91 de la Loi sur l'Assemblée nationale, je fais motion pour que MM. Vallières (Richmond), Bissonnet (Jeanne-Mance), Vaillancourt (Orford), Cusano (Viau), Brassard (Lac-Saint-Jean), Gauthier (Roberval), Mme Juneau (Johnson) soient membres du Bureau de l'Assemblée nationale et que M. Assad (Papineau), Mme Hovington (Matane), MM. Polack (Sainte-Anne), Leclerc (Taschereau), Boulrice (Saint-Jacques), Paré (Shefford), Gendron (Abitibi-Ouest) soient membres suppléants de ce bureau.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Chevette: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le chef de l'Opposition.

Débat sur l'énoncé de politiques budgétaires du gouvernement

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): M. le Président, on a déjà parlé de gouvernement de spectacle chez les gens d'en face, alors qu'ils occupaient les banquettes de ce côté-ci. On a devant nous aujourd'hui un gouvernement de grand spectacle au grand complet. C'est un boulevard entier. C'est même un opéra bouffe avec illusionnistes, trompe-l'oeil, un équilibriste sans filet aux Finances, un mauvais imitateur de budget au Revenu et, malheureusement, quelques tragi-comédiens dont l'un qui est absent de cette Chambre, Dieu merci pour lui, aujourd'hui.

Le Président: Je m'excuse, M. le chef de l'Opposition. J'attire l'attention de tous les membres de l'Assemblée sur le fait que, hier, M. le ministre des Finances a pu s'adresser à la Chambre et ce, sans aucune interruption de qui que ce soit. Je demanderais que vous fassiez la même chose cet après-midi. Merci.

M. Johnson (Anjou): Merci, M. le Président. J'apprécie ce rappel à la discipline que vous venez de faire à nos nouveaux collègues d'en face. Je ne parle pas des ministériels qui, en général, ont l'habitude de la Chambre et de l'échange un peu sévère que représente la réplique au discours sur le budget.

Il y a deux jours à peine, en cette Chambre, le gouvernement déposait un projet de loi fiscal à la suite du budget Duhaime du mois d'avril dernier. Il y a trois jours, en cette Chambre, la vice-première ministre disait que le gouvernement sortant était un gouvernement qui déchirait sa signature. Et hier, le ministre des Finances a déchiré les lois fiscales qu'il avait lui-même déposées la veille. En effet, il faut se rappeler que le projet de loi fiscal Duhaime, déposé par l'actuel gouvernement il y a deux jours, prévoyait des déductions à la source réduites pour des milliers et des centaines de milliers de citoyens du Québec.

En effet, le projet Duhaime, le budget Duhaime du précédent gouvernement prévoyait qu'à compter du 1er janvier, dans quelques jours, les gens qui ont des déductions à la source verraient leur impôt diminuer de façon substantielle. Et hier, le ministre des Finances s'est levé et nous a annoncé que ces diminutions d'impôt ne s'appliqueraient qu'à compter du mois d'avril.

Des voix: Non, non, non.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, les déductions à la source ne s'appliqueront qu'à compter du mois d'avril, le ministre l'a lui-même reconnu. En pratique, qui est-ce que ça vise, cette façon de déchirer le projet de loi fiscal déposé par le gouvernement deux jours avant? Ça vise 360 000 salariés de l'État qui, normalement, ont des déductions à la source et qui verront leur impôt et leur fardeau fiscal maintenus à cause du geste du ministre des Finances. Cela veut dire 2 500 000 travailleurs au Québec qui ne verront pas, à compter du 1er janvier, leur chèque de paie augmenter parce que le gouvernement a déchiré la loi fiscale qu'il a lui-même déposée deux jours avant.

Après cela, M. le Président, ce sont ces gens qui viennent nous parler de la parole donnée, qui viennent nous faire des discours vertueux, essentiellement pour faire des opérations politiques. On prive ainsi, littéralement, des millions de contribuables québécois - ce sont 2 500 000 travailleurs dans nos usines, dans les bureaux, ce sont 360 000 employés du secteur public - de 85 000 000 \$ dans les trois prochains mois.

Je rappellerai aussi que ce budget Duhaime que vous avez vous-mêmes entériné en partie, que vous vous êtes empêchés de déchirer quant à certaines pages, prévoyait que 65 000 000 \$ de ces 85 000 000 \$ de diminution d'impôt dans les trois premiers mois de l'année 1986 iraient essentiellement aux familles par le biais des exemptions personnelles pour les enfants à charge, qui avaient été abolies par le Parti libéral en 1970 et que nous avons réintroduites, et par le biais, évidemment, des déductions de frais de garde. Pourquoi, M. le Président? Essentiellement, parce que le Parti libéral veut vendre des illusions, l'illusion d'un budget qui serait bien préparé, alors qu'on sait que tout cela a été fait dans la précipitation.

En pratique, les conséquences du geste posé par le ministre des Finances, c'est de maintenir, voire de hausser le fardeau fiscal d'une majorité de contribuables du Québec pour les trois prochains mois. Deuxièmement, c'est de compliquer la vie des entreprises qui, elles, s'ajustent au budget fédéral, qui auront de nouvelles tables de déductions à compter du 1er janvier et qui devront, pour les fins de récupération de ces 85 000 000 \$ par le ministre des Finances, s'ajuster avec une deuxième série de formulaires de déductions d'impôt, du fédéral et du Québec, à compter du mois d'avril. Troisièmement, ce sont les familles qui feront les frais de ce financement temporaire, ce que les experts financiers appellent un peu de "kiting", qui est, d'ailleurs, une méthode que le ministre des Finances apprendra très rapidement, j'en suis convaincu, M. le Président. Il la connaît

déjà parce qu'en pratique il l'applique déjà. Car ce gouvernement, qu'est-ce qu'il fait en ce moment? Il gagne du temps. Il essaie de gagner du temps, mais il devra payer tôt ou tard. Ces applaudissements, parfois un peu béats que je voyais chez nos nouveaux collègues, ils devront les payer politiquement d'ici à un an ou deux dans leur bureau de comté et ils s'en rendront compte.

Le discours de la vice-première ministre nous disait: "Le gouvernement va élaborer une politique de rationalisation des dépenses de manière à ce que puisse s'amorcer vraiment et sans autre délai le processus nécessaire d'une réduction significative du coût de fonctionnement des programmes et d'une remise en cause des activités non essentielles." Le ministre des Finances, lui, dans son discours hier, nous parlait des sacrifices qui seront nécessaires, du gel de crédits qui devra être imposé, de report de dépenses. M. le Président, de quoi nous parlait le ministre des Finances? H nous parlait de coupures. Ce sont des coupures qu'on nous annonce, mais pour plus tard. Il faut qu'on passe un joyeux Noël, il faut qu'on fasse semblant de respecter ses promesses, puis, après cela, on se paiera un printemps douloureux.

Le déficit, le ministre des Finances dit qu'il veut le maintenir à peu près dans l'état où il est ou constant ou éventuellement le réduire. Je n'ai pas entendu le ministre des Finances nous dire qu'il accepterait une augmentation du déficit, bien au contraire. Il a même utilisé des mots très lourds de conséquences quant à l'administration publique pour les années qui viennent en disant qu'il consacrerait non pas certaines énergies, mais toutes ses énergies à la réduction du déficit du Québec.

(15 h 20)

Je regarde ce qu'il nous a fait hier dans ce plat quelque peu improvisé. Il a reporté 100 000 000 \$ de dépenses de l'an prochain sous forme de baisse d'impôt, 103 000 000 \$ pour être plus précis, dont 85 000 000 \$ auraient été attribuables, en termes de réduction d'impôt, au budget Duhaime. Deuxièmement, il a mis en place des mesures fiscales nouvelles qui, l'an prochain, coûteront au trésor public 184 000 000 \$. Troisièmement, il anticipe lui-même une diminution sensible de la croissance économique en 1986. Par ailleurs, nous devons tenir compte des compressions annuelles d'environ 300 000 000 \$ qui doivent être faites chaque année, depuis plusieurs années. Finalement, il faut tenir compte du renouvellement des conventions collectives des employés de l'État en 1986.

Le ministre des Finances, à toutes fins utiles, hier, subtilement, discrètement, dans cette approche de spectacle de boulevard où on voudrait faire croire aux Québécois qu'il y a une baisse générale des impôts et que

tout le monde s'en portera mieux, nous annonce pour l'essentiel 700 000 000 \$ de coupures l'an prochain, s'il veut conserver son déficit constant, comme il a dit qu'il voulait le conserver. 700 000 000 \$ de coupures qui sont annoncées et, là-dessus, le Parti libéral n'aurait pas réalisé ses engagements. Cela fait deux jours qu'on entend des ministres qui se portent volontaires, sans même qu'on leur pose la question, pour nous expliquer qu'ils vont respecter tous les engagements de leur chef. J'ajoute 700 000 000 \$ au total des engagements pris par le Parti libéral, cela fait 1 000 000 000 \$ de coupures dans le budget du gouvernement du Québec l'an prochain, à moins que le ministre des Finances ne démissionne parce qu'il n'est pas capable de conserver son déficit à un niveau constant. Il faut dire qu'il ne manque pas d'aspirants.

M. le Président, je n'exagère rien. Je regarde les chiffres, les faits. Encore une fois, au-delà de l'opéra bouffe et du spectacle, je constate, comme je l'ai dit tout au cours de cette campagne électorale, qu'on ne peut pas à la fois accroître les dépenses de l'État, diminuer les revenus de l'État et diminuer le déficit en même temps. Ce budget est donc improvisé. Il est surtout prématuré et je sais que le ministre des Finances est mal à l'aise, non pas avec ce ministère, car c'est un homme de grande expérience, mais avec l'obligation qui lui a été faite par un absent important en cette Chambre, qui y sera sans doute bientôt, il est mal à l'aise face à la mission qu'on lui a confiée de devoir vivre avec cet engagement que, oui, on aura une session avant Noël.

Il est tellement mal à l'aise que, dans son propre discours, à la toute fin, il vient nous parler d'ouverture du processus budgétaire, n'est-ce pas? Il faudra associer tous ces nouveaux députés, et peut-être même, si nous bénéficions des largesses du ministre des Finances, il voudra associer l'Assemblée nationale à cette remise en cause douloureuse qui nous attend en 1986-1987. Là, les "candies" de Noël vont plutôt passer pour la passion de l'époque de Pâques. Il aura besoin d'aide. Il aura besoin de l'aide de ses nouveaux collègues en cours de route qui devront comprendre les exigences d'un bureau de comté alors qu'on ne livre pas la marchandise promise aux citoyens qui ont voté pour nous. Il aura besoin, M. le Président, de la collaboration de l'Opposition, aussi, qui devra lui rappeler de temps en temps les règles essentielles du fonctionnement normal d'un État responsable. Nous sommes tout à fait d'accord avec cette perspective d'ouverture du processus budgétaire, d'autant plus que c'était un engagement majeur de notre propre programme électoral.

M. le Président, ce budget, je pense,

finalement ne trompera personne. En particulier, je crois que les Québécoises et les Québécois, depuis hier, ont compris que, pour l'essentiel, ce budget vise à diminuer l'impôt des hauts revenus au Québec; c'est son effet majeur, pour ne pas dire presque unique, dans l'ensemble de ses dispositions.

Ce n'est pas moi qui le dis, M. le Président, c'est le ministre lui-même dans son discours sur le budget à la page 37. Je lui rappelle ce petit tableau commis par lui-même sous sa signature, qui nous indique que quelqu'un qui a un revenu imposable de 20 000 \$, c'est-à-dire quelqu'un qui fait à peu près \$33 000 \$ avec deux personnes à charge, un conjoint, une conjointe qui ne travaille pas à l'extérieur, un enfant, va bénéficier grâce à ces mesures extraordinaires et généreuses du Parti libéral de 10 \$ de réduction d'impôt en 1986. Ça, c'est un beau cadeau! Pour ne pas l'avoir sous forme de déduction sur sa paie à partir du 1^{er} janvier qui vient, il va attendre jusqu'au mois d'avril avant de voir la couleur de cela et en cadeau il va avoir 10 \$ quand il va faire son "rapport" d'impôt. Au lieu de l'avoir pour le Jour de l'an 1986, il va avoir 10 \$ à la Saint-Jean-Baptiste 1987, s'il est chanceux, et si cela fonctionne dans le ministère du Revenu.

Mais pas étonnant, M. le Président, quand on connaît le génie fiscal du Parti libéral, ce génie fiscal qui a amené non pas le service de recherche du Parti québécois, mais l'Institut CD Howe, comité Québec, qui a publié, tout récemment, une excellente étude sur le fonctionnement des finances publiques québécoises, à dire ceci, à la page 17: "Entre 1970 et 1976 - cela vous dit quelque chose sans doute à quelques-uns en face - le secteur public s'accroissait déjà à un rythme qui dépassait la capacité de dépenser du gouvernement. Sur cette période, les autorités gouvernementales n'ont pu combler les brèches qu'en rehaussant sensiblement le fardeau fiscal des Québécois. Afin de financer l'accroissement des dépenses publiques et d'éviter une détérioration des équilibres budgétaires, le gouvernement du Québec emprunta, en effet, la voie d'un relèvement des impôts au début de la décennie 1970. Alors que l'effort fiscal des Québécois était comparable à celui des principales provinces en 1970, il excédait l'effort moyen de 25 % en 1976." Une autre réalisation du Parti libéral du Québec!

Une voix: 0 % à 25 %.

M. Johnson (Anjou): Nous avons ramené cela à environ 10 %, le dernier chiffre 9,8 %, et je crois, si je ne m'abuse, que c'est avant le dernier budget Peterson. Donc, ce serait de l'ordre probablement d'un peu plus de 8 % ou de 7,75 %. Le ministre des Finances nous disait hier qu'on ramenait cela

à 3,5 % de différence avec l'Ontario. C'est inexact. J'ai lu les journaux ce matin. J'ai entendu des gens dire: C'est extraordinaire, le Québec maintenant n'est plus la province la plus taxée! C'est vrai. C'est vrai, mais à condition de gagner 75 000 \$ et plus, par exemple. Ah voilà! parce que c'est le taux marginal qui est ramené de 9,5 % à 3,8 %. Ce n'est pas la moyenne générale des impôts des citoyens au salaire industriel moyen à 30 000 \$ au Québec. Si tu gagnes 75 000 \$ par année, il n'y a pas de problème. Tu paies maintenant, au Québec, à compter de 1986, un peu plus de 3 % de plus qu'en Ontario. Ma foi, ce n'est pas si cher que cela dans la mesure où on paie la différence, parce qu'on est différent, n'est-ce pas? Il faut bien la payer, cette différence comme population, comme institution et comme peuple.

Mais, par exemple, si t'es au salaire industriel moyen, c'est une autre paire de manches. Tu as droit un peu moins à cela. C'est moins vrai. Tu peux en payer plus qu'en Ontario si tu es à 30 000 \$ alors que le taux marginal maximum, donc qui ne s'applique qu'aux hauts revenus, pas aux revenus moyens au Québec, est celui qui diminue par rapport à l'Ontario. La moyenne du taux marginal québécois est diminuée, mais si on fait le calcul, en gros, cela fait à peu près 1 % de réduction sur la masse totale. Vous allez la financer en empêchant les gens pendant les trois premiers mois de l'année de profiter des diminutions d'impôt qu'on avait prévues.

Pourquoi, dans le fond, M. le Président? Parce que le Parti libéral accepte cyniquement de faire de la politique en permettant que les gens qui ont un revenu imposable de 30 000 \$ bénéficient d'une extraordinaire réduction de 68 \$ en 1986 et ceux qui ont 20 000 \$ d'imposables, de 10 \$ en 1986, mais ceux qui ont 75 000 \$ et plus, de 816 \$. Cela s'appelle la social-démocratie libérale, sans doute. Le chef du Parti libéral s'est vanté et se vantait encore, M. le Président, tout récemment d'être profondément un social-démocrate. La définition de la social-démocratie, c'est que tu réduis l'impôt des 75 000 \$ et plus de 800 \$ et celui des 20 000 \$ et moins, de 10 \$. C'est la nouvelle social-démocratie. (15 h 30)

M. le Président, pourrais-je rappeler que le budget que nous avions adopté, s'il était adopté dans son intégralité plutôt qu'être modifié comme le fait le nouveau ministre des Finances, aurait permis en 1986, 261 000 000 \$ de baisse d'impôt, 515 000 000 \$ en 1987, 707 000 000 \$ en 1988 et que 83 % des bénéfices de ces réductions d'impôt auraient profité aux couples avec enfants? Je ne vois pas de politique familiale. S'il y a une marge de manoeuvre, pourquoi le Parti libéral ne

l'utilise-t-il pas pour la majorité des citoyens?

À ma connaissance, le Parti libéral a eu 56 % du vote populaire, ce qui est une performance assez remarquable dans notre système, mais ils ne sont pas tous à 75 000 \$ et plus, par exemple. Je pense que dans les bureaux de comté, les députés du Parti libéral, nouveaux élus, l'apprendront bientôt et à leurs dépens.

Il y a d'autres mesures qui sont absentes. À l'égard de la santé, qu'est-ce qu'on a fait? On a déchiré sa chemise pendant cette campagne électorale. On a parlé de médecine de guerre. On s'est plaint de l'état des hôpitaux. J'ai même entendu des libéraux dire que nos hôpitaux sont dans une condition qui fait penser à ceux du Liban. Pas un sou, M. le Président! C'est tellement urgent, tellement important qu'avant Noël on diminue l'impôt des riches, mais on ne fait rien pour les hôpitaux alors qu'on prétend que c'était dramatique!

Qu'est-ce qu'ils ont fait, M. le Président? Ils vont attendre. Peut-être deux mois, trois mois, ils vont faire leurs devoirs.

Qu'est-ce qu'il y a pour les jeunes et l'emploi des jeunes dans ce budget? On viendrait nous dire que diminuer le taux marginal des 75 000 \$ et plus, cela va créer des emplois pour les jeunes assistés sociaux demain. Voyons donc! Il y a des limites à prendre les gens comme n'étant pas renseignés sur la façon dont cela fonctionne, un État. Les gens comprennent qu'il n'y a rien pour le monde ordinaire dans ce budget, M. le Président, rien!

Les illusions, M. le Président, sont les mêmes en matière d'assurance automobile. Je me souviens, l'été dernier, de cette taxe infâme, inique, injuste dont nous parlait le chef du Parti libéral. Il disait qu'il l'abolirait totalement. Le 30 octobre, il y avait une variante, cependant. Peut-être avait-il eu vent quelque peu de l'état des finances publiques, du fait que c'était plus serré qu'il pensait. Il a dit, à ce moment: Bon, les primes d'assurances individuelles sur les personnes et les primes d'assurance automobile individuelles, on va abolir cela.

Dans le discours sur le budget, hier, rien sur les primes d'assurance automobile, zéro! Pas une seule réduction sur les primes d'assurance automobile individuelles ou collectives. Le chef du Parti libéral a commencé au mois de juillet en promettant de réduire le fardeau fiscal de 400 000 000 \$ dans ce domaine. Il a fait une modification en cours de route au mois d'octobre en disant: Cela va être 128 000 000 \$ et cela a fini hier soir à 54 000 000 \$. Une chance que cela n'a pas duré deux mois de plus, il ne resterait plus rien!

Combien d'emplois vont être créés par la diminution des taxes sur les assurances?

Grande priorité du Parti libéral, M. le Président: les emplois. Je ne vois pas vraiment comment ces gestes macro-budgétaires, les interventions subtiles sur le plan économique du chef du Parti libéral vont créer des emplois à partir de la diminution de la taxe sur les assurances et qui exclut, en plus de cela, l'assurance automobile.

La taxe sur l'essence. J'entendais hier soir - pas il y a six mois - à la télévision le chef du Parti libéral, le premier ministre, à une émission du réseau TVA, qui affirmait: On va supprimer, comme cela, dans le budget, la taxe ascenseur sur l'essence. Mais comme cela! Il faut le dire vraiment sans vergogne. À ce que je sache, hier, il y a eu une réduction de 30 % à 20 % - pas une abolition, pas une suppression - et pour qui? Pour quelques régions. C'est vrai, la Côte-Nord, très important; la Gaspésie, sûrement. Le ministre des Finances, d'ailleurs, n'accepterait pas que je dise que ce n'est pas important, la Gaspésie, je le comprends aussi.

L'Abitibi, le Saguenay—Lac-Saint-Jean. Mais qu'est-ce qu'on fait de Rimouski? Qu'est-ce qu'on fait de Rivière-du-Loup? Qu'est-ce qu'on fait du nord de La Tuque? Qu'est-ce qu'on fait de cette section du Québec qui est entre le Saguenay—Lac-Saint-Jean et l'Abitibi, qui est le Nord, la Haute-Mauricie? Ce n'est pas là. Illusion, là aussi, M. le Président, parce que la baisse de la taxe sur l'essence - le ministre de l'Énergie et des Ressources nous l'a confirmé ce matin - a été improvisée.

Il faut avoir l'assurance qu'avec le temps - pas en vingt-quatre ou en quarante-huit heures - cette baisse de 30 % à 20 % dans ces régions dites périphériques profitera aux consommateurs. Quels mécanismes le ministre de l'Énergie et des Ressources a-t-il mis en place pour être sûr que les compagnies ou les distributeurs ne vont pas prendre les 0,044 \$?

On a compris, heureusement, qu'Alexander Graham Bell avait inventé le téléphone, parce que c'est cela le mécanisme, semble-t-il. Ce matin, le ministre de l'Énergie et des Ressources a dit: Ah, on va téléphoner aux compagnies. Il semble qu'il est habitué, qu'il les connaît bien. Disons que ce n'est pas nécessairement sûr. Évidemment, quand on réduit les impôts de ceux qui gagnent 75 000 \$ et plus, on ne s'étonne pas de ce type de mécanisme qu'on considère comme efficace, en apparence.

Et puis, ce discours sur le budget, improvisé, prématuré, sans perspectives économiques. Le ministre des Finances est venu nous dire que le taux de chômage était de X, que le taux des investissements était trop bas, et qu'il prévoyait une croissance économique qui serait affaiblie en 1986. Aucun correctif apporté à ce constat que les

économistes peuvent faire, que les personnes intéressées à la chose publique peuvent faire. Mais qu'allez-vous faire? Rien dans ce discours sur le budget, sinon ces réductions à l'égard des hauts salariés, comme si, par magie, ça allait créer de l'emploi. Cela va restaurer le climat. Vous ferez de la météo tant que vous voudrez, nous trouvons cela un peu léger, parce qu'il n'y a rien pour les jeunes, rien pour la relance des investissements, rien pour les allègements aux entreprises que vous aviez promis, alors qu'en même temps le ministre des Finances approuve une augmentation de 6 % par année des cotisations des travailleurs et des entreprises au Régime de rentes du Québec.

Il n'y a rien pour stimuler les investissements, il n'y a rien d'annoncé en matière de politique de main-d'oeuvre, il n'y a rien au niveau de l'utilisation des richesses naturelles et d'une meilleure exploitation des richesses naturelles.

En somme, de toute évidence, le gouvernement n'était pas prêt. On a eu droit à du placotage, on a eu droit à une session prématurée, quelque peu maquillée, improvisée, vite faite. Heureusement qu'il y a des fonctionnaires de grande expérience dans différents ministères, qui ont pu remplir les mandats complètement délirants qu'on exigeait d'eux en cette fin d'année.

Et les sociétés d'État. Ici, les champions de l'illusion, on les voit! On nous présente les sociétés d'État comme si c'étaient toutes les PTT des années cinquante en France, tu sais, le monopole d'État qui ne marche pas. Ce n'est pas cela, les sociétés d'État au Québec. Le Québec a créé depuis quinze ans, et le Parti libéral a été lui-même partie à cela, de façon fractionnelle, même de façon importante, au début des années soixante... Les sociétés d'État au Québec, par leurs interventions, avec le secteur privé, dans le développement des richesses naturelles, dans la création d'emplois et dans le développement régional, à partir des richesses naturelles au Québec, ont joué un rôle énorme, au point que ce rôle considérable joué par les sociétés d'État, loin d'être un fardeau, est la base d'un modèle absolument unique sur ce continent de fonctionnement économique, de cohérence économique.

(15 h 40)

Le Conseil des sciences du Canada disait en 1983 que la seule province au Canada qui avait un semblant de politique économique cohérente était le Québec. Pourquoi? Parce qu'il y a, par les sociétés d'État, par la responsabilité ministérielle adéquatement assumée, par le respect de l'autonomie de ces sociétés, par le recours aux "joint venture", au partenariat avec le secteur privé, des éléments importants de développement concerté du Québec dans le secteur des richesses naturelles et, de plus

en plus, dans le secteur manufacturier. On voudrait nous dire qu'une espèce de vente de feu instantanée permettrait de payer les comptes d'épicerie et les promesses un peu vite faites de nos amis d'en face pendant l'élection.

Les sociétés d'État, c'est la SGF qui, par le biais de Dofor, possède 30 % des actions de Domtar. Demandez-le aux gens du comté de Richmond; je suis sûr que le whip apprécierait savoir ce que cela signifie, une société d'État. Demandez aux gens de Clermont, dans le comté de Charlevoix, ce que cela veut dire le New York Times avec une société d'État québécoise. Demandez aux gens de Bécancour; je suis sûr que le député-maire apprécierait qu'on parle du succès de l'implantation de Pechiney Ugine Kuhlmann, qui n'aurait pas été faite sans la présence de la SGF. Et SOQUIA. Demandez aux gens de la Beauce - je suis sûr que le nouveau ministre délégué aux Pêcheries apprécierait - s'ils apprécient que SOQUIA possède 36 % des actions de Culinar. REXFOR, que ce soit dans l'Abitibi-Témiscamingue, que ce soit dans le Saguenay—Lac-Saint-Jean ou dans la Gaspésie et le Bas-du-Fleuve.

La Société québécoise des transports qui, oui, possède Quebecair. Quebecair, transporteur aérien de chez nous, des emplois à un siège social, des emplois multipliés dans le secteur de l'aéronautique pour des gens du Québec qui ont toujours été obligés de se battre au Canada s'ils voulaient pénétrer ce secteur aérien. La seule façon pour les Québécois, particulièrement pour les Québécois francophones, d'être présents dans le secteur de l'aéronautique, c'est de se servir de la force collective et c'est comme cela qu'on est passé à travers.

M. le Président, ce budget fait d'illusions, ce tour de passe-passe, de magie facile, de mauvaise imitation d'un très bon budget sur le plan de l'équité sociale que nous avons mis de l'avant, a été conçu dans l'agitation de la période de transition. Je ne serais pas étonné, d'ailleurs, qu'une bonne partie de ce budget ait été composée au téléphone. Je n'en serais pas étonné. Il a fait applaudir spontanément, mais naïvement - et je le dis sans ironie - nos nouveaux collègues, mais peut-être que leur nouveauté en cette Chambre leur apprendra. Il a fait applaudir ces députés, mais je dis à ces députés qu'ils auront l'occasion, dans les mois et les années futures, de se rendre compte que cela a coûté très cher, ces applaudissements loyaux à leur chef absent aujourd'hui. Cela leur coûtera très cher politiquement.

M. le Président, il n'y a rien pour les familles, il n'y a rien pour les jeunes, il n'y a rien pour les plus démunis, il n'y a rien en termes de perspectives d'emplois au Québec dans ce budget.

M. le Président, c'était peut-être

normal, ils venaient d'arriver. Mais s'ils venaient d'arriver, ils n'avaient pas à faire un budget dans la hâte; ils avaient à se préparer sérieusement afin de ne faire perdre le temps ni de l'Assemblée nationale ni des citoyens, afin de ne pas faire perdre 85 000 000 \$ dans les poches d'une majorité de contribuables dans les trois prochains mois. S'ils n'étaient pas prêts, M. le Président, ils avaient simplement à se préparer, à prendre une semaine de vacances, c'est correct. Vous êtes au gouvernement maintenant, vous pouvez prendre à peu près une semaine de vacances à l'époque de Noël, si vous voulez être sérieux. Ils auraient pu prendre leur semaine de vacances et, après cela, se mettre au boulot et nous arriver avec des choses solides et concrètes au mois de mars. On aurait été disponibles pour cela. Mais non. Ils ont essayé de gagner du temps et de continuer à faire de la propagande comme s'ils étaient en pleine campagne électorale.

Motion de censure

C'est pour cela, parce qu'il n'y a rien pour les jeunes, parce qu'il n'y a rien pour la famille, parce qu'il n'y a rien pour l'emploi, parce qu'il n'y a rien pour les plus démunis dans ce budget qui est centré essentiellement sur le devancement du taux marginal des hauts revenus dans la société que, conformément aux articles 273 et 278 de notre règlement, je fais motion pour "que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés, déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'emploi". Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le **Président:** Je reconnais maintenant M. le député de Saguenay.

M. Ghislain Maltais

M. Maltais: Merci, M. le Président. Si nous n'avions pas le respect de la démocratie, M. le chef de l'Opposition, on mettrait aux voix immédiatement votre proposition. Cependant, les règles parlementaires permettent ce débat.

Il est vrai qu'à quelques jours de Noël, alors que nous sommes à l'Assemblée

nationale, dans certaines familles l'on se raconte des contes de Noël. Je me souviens, en particulier, du conte de Pinocchio ou de l'opéra de trois sous ou de quatre sous qu'on a écouté un petit peu tout à l'heure.

Le **Président**: Allez, M. le député.

M. Maltais: Cela va, M. le Président? Ce qu'on demande aux autres, on le fait soi-même. Le ministre des Finances a déposé en Chambre, hier, un mini-budget qui va s'appliquer au cours des prochains mois et jusqu'à la fin de l'année financière du gouvernement du Québec.

À écouter le chef de l'Opposition, il est très difficile de concevoir qu'en si peu de temps l'on ait changé aussi souvent d'optique. Faut-il se rappeler qu'il y a à peine quelques mois, ces gens-là, le groupuscule, maintenant de ce côté-ci, était de l'autre côté? Je les revois tous. Malheureusement, aujourd'hui, certains visages ont changé; d'autres ont disparu et c'est heureux pour le bien du Québec. En particulier, je me souviens que - et le chef de l'Opposition devrait s'en souvenir puisqu'il était là aussi à cette époque - lorsqu'on lui posait des questions régulièrement, à tous les jours, sur le million de chômeurs et d'assistés sociaux qu'il y avait au Québec, la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu nous répondait, dans une diatribe régulière, toujours le même discours - je pense que c'était le seul qu'elle savait; d'ailleurs, les électeurs de son comté le lui ont rappelé - intitulé: "Cela va bien au Québec. Il n'y a pas de chômeurs; il n'y a pas d'assistés sociaux. Ce sont des racontars du Parti libéral." C'était sa réponse habituelle.

Lorsqu'on posait une question au ministre de l'Industrie et du Commerce qui, entre parenthèses, avait été baptisé sur la Côte-Nord, "Biron la fermeture"... Il a d'abord fermé son premier parti politique et, deuxièmement, il a tenté de fermer la Côte-Nord. Heureusement que les gens de la Côte-Nord se sont réveillés et la réponse qu'il ne nous donnait pas en Chambre, ils la lui ont donnée le 2 décembre.

(15 h 50)

Dans les toutes premières mesures annoncées par le ministre des Finances, le gouvernement du Parti libéral a d'abord pensé aux régions. Bien sûr, le gouvernement du Québec ne peut pas régler instantanément neuf ans d'anicroches du gouvernement du Parti québécois. Mais, déjà, en quelques jours, s'il n'a pas créé d'emplois, au moins il a fait une chose: il a arrêté d'en faire perdre. Depuis quatre jours, il ne s'est pas perdu un emploi au Québec. Depuis ce matin, les citoyens des régions éloignées, chaque fois qu'ils font le plein d'essence, ont environ 3 \$ de plus dans leurs poches. Cela,

les gens de chez nous me l'ont tous dit au téléphone ce matin. C'est drôle, ils ne m'ont pas parlé des gens qui gagnent 75 000 \$ et plus. Cette mesure ne s'applique pas dans mon comté. Elle ne s'applique pas parce qu'il n'y a pas de gens à hauts revenus. Il n'y a pas de chef d'Opposition dans mon comté. Or, ces mesures ne s'appliquent pas et tout le monde est heureux de payer l'essence moins cher, et les gens du Lac-Saint-Jean devraient l'être.

Je le rappelle à cette Chambre, je souhaite et je suis convaincu que le gouvernement du Parti libéral va traiter les régions équitablement, même si elles n'ont pas de représentant. Il ne fera pas la même chose qui a été faite antérieurement. Nous sommes un gouvernement magnanime et nous allons le démontrer.

Cette mesure, dans le discours sur le budget, est une mesure que nous avons réclamée depuis que la taxe sur l'assurance et la surtaxe ont été créées. C'est la seule chose permanente que le Parti québécois nous a donnée, une taxe temporaire. Elle était combien néfaste dans nos régions, particulièrement celles de mon comté. Faut-il se rappeler, pour situer dans le contexte le comté de Saguenay sur la Côte-Nord, que nous devons nous approvisionner en nourriture et que nous devons exporter nos produits manufacturés et nos produits bruts. Chaque fois qu'on devait passer à la pompe à essence, les gens de mon comté étaient pénalisés, car, au niveau du transport en particulier, nous n'avons pas de transport en commun. Nous avons l'héritage de Quebecair sur les chèques de paie des travailleurs d'usines. C'est cela que le chef de l'Opposition nous disait tout à l'heure, être fier d'aller chercher dans les poches de nos travailleurs des sommes d'argent pour les déficits accumulés de Quebecair. Le Parti libéral ne laissera pas continuer de pareilles choses.

M. le chef de l'Opposition, nous nous serions crus tout à l'heure en 1985, à la session de juin, où, alors que tout allait bien au Québec, en particulier dans votre parti, vous aviez convaincu vos gens que c'était l'heure du changement. La seule chose que vous ne leur aviez pas dite, c'est que ce n'était pas la bonne heure que vous alliez leur donner. L'heure exacte, elle était le 2 décembre. M. le Président, ces gens-là n'ont pas encore compris le message de la population. Je suis terriblement surpris de voir leur réaction; en quatre jours, vous exigez d'un gouvernement à peine installé de réparer ce que vous avez défaut en neuf ans. Il faut quand même être logique. Il faut savoir que cela ne peut pas se faire en quatre jours. Si le Créateur a bâti le monde en sept jours, en tout cas, le Parti libéral en quatre jours a fait ce que vous n'avez pas fait en quatre ans.

C'est drôle, personne n'a analysé, du côté de l'Opposition, les conséquences du geste posé par le ministre des Finances pour les populations éloignées. Cela, je pense que c'est nécessairement un manque de connaissance des régions. Le programme du Parti libéral n'a pas été lancé en pleine campagne électorale. En février et en mars derniers, ce programme était soumis à la population et, déjà, on disait que la taxe imposée par le ministre des Finances dans son budget était injuste, inique et indigne d'un gouvernement qui respecte les régions. Nous avons commencé en avril, en mai, en juin. Nous étions un peu comme dans la cour d'une entreprise, cela allait tellement bien du côté du gouvernement! À un moment donné, on était en élection, à un moment donné, on ne l'était plus, à un moment donné, le chef démissionnait, à un moment donné les ministres démissionnaient. L'heure fatidique était fixée dans le temps, même avec un nouveau chef, car la population s'est rappelé de quelle façon vous aviez traité particulièrement ces régions. Nous avons des gens devant nous qui nous parlaient de développement économique, de ce côté-ci, juste ici dans la rangée de gauche, alors que de l'autre côté nous avons le "siphonneur" du développement économique, c'est-à-dire le ministre des Finances du temps, qui allait chercher chez le ministre de l'Industrie et du Commerce et les ministres développeurs d'emplois ce qu'on appelle cette petite marge des entreprises qui font des bénéfices, qui s'agrandissent, qui créent des emplois hors l'État, par l'entreprise privée.

Malheureusement, le ministre des Finances du temps n'avait qu'un but, satisfaire ce qu'on appelle autour d'une table des sangsues ministérielles; il faut les appeler comme cela. C'étaient des gens qui, inconsciemment, dépensaient. Et vous n'avez pas fini d'en apprendre. Le Vérificateur vous a annoncé quelques petites nouvelles cette semaine et on n'a pas fini de tout découvrir, cela ne fait que quatre jours que nous sommes là.

Le chef de l'Opposition parle de certaines sociétés d'État. Il y a certains ministres qui ne connaissent pas les déficits accumulés au cours des dernières années. Lorsque cela va sortir - cela ne prendra quand même pas des années - ils vont dire: Comment se fait-il que l'on soit en déficit de 50 000 000 \$ ici et de 100 000 000 \$ là? C'est pour cela qu'on se retrouve avec 2 000 000 000 \$ additionnels, parce que la gestion était mauvaise. J'en vois sourire plusieurs; M. le ministre des Finances aura l'occasion de soumettre en temps et lieu aux gens d'en face des exemples concrets.

Une voix: Je suis sûr qu'ils rient jaune!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît,

à l'ordre:

M. Maltais: Le député de Lévis, lorsqu'il était de ce côté, avait l'habitude de classer les députés de l'Opposition comme des gens de second ordre. En ce sens, la population du Québec lui a rappelé le 2 décembre quels étaient les gens de premier ordre. Et que cela lui plaise ou non, cela durera pendant cinq ans.

Ce budget, présenté par le ministre des Finances, après une période aussi courte suivant l'élection, démontre d'abord et avant tout que le Parti libéral du Québec tient ses engagements.

M. le Président, pourriez-vous demander aux gens de l'Opposition d'avoir le même respect que nous avons envers eux?

Le Président: Allez, M. le député, vous avez la parole.

Une voix: On va le mettre sur la traverse.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Maltais: Tout à l'heure, le chef de l'Opposition nous disait qu'il n'était pas bon d'avoir convoqué la Chambre et d'avoir présenté un mini-budget. Je me souviens très bien que le gouvernement, il y a quelques années, était parti sur la Marie-Clarisse et avait fermé la Chambre.

Des voix: Ha! Ha!

M. Maltais: Je me souviens également, puisque c'est la devise des Québécois, qu'il nous était arrivé avec un plan de relance de 3 000 000 000 \$ qui s'était perdu dans des diatribes politiques à l'intérieur de son propre parti.

Je me souviens aussi - et la population du Québec s'en est souvenu le 2 décembre - qu'on a défié la coutume parlementaire en retardant l'ouverture de la session pendant un mois et quelques semaines tout simplement pour présenter des illusions à la population du Québec. La population du Québec s'est rappelé ces illusions et le chef de l'Opposition aurait dû s'en souvenir avant de parler des illusions du Parti libéral. Le Parti libéral est avant tout un parti pragmatique, concret, réaliste et qui tient ses engagements.
(16 heures)

Au cours des cinq prochaines années, le Parti libéral, le gouvernement du Québec et son chef, Robert Bourassa, tiendront un à un leurs engagements. Le gouvernement créera les 400 000 emplois, diminuera le taux de chômage, le taux d'assistés sociaux. Il ne répondra pas comme l'ex-gouvernement du

Parti québécois qui nous disait: Tout va bien. On sait, on est conscient que tout ne va pas bien au Québec. On est conscient aussi que cela ne se règlera pas dans quatre jours, mais nous avons le sens des responsabilités, et, à cause de ce sens des responsabilités, l'équipe ministérielle, tous les députés ministériels, au cours de ce prochain mandat, feront en sorte que le Parti libéral soit le parti de l'avenir, le parti d'un deuxième terme. Il se rappellera et fera rappeler à la population du Québec que le Parti québécois, dans ses illusions, a été un parti qui a fait payer le prix de l'indépendance du Québec sans jamais l'avoir obtenue. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Lévis.

Mme Harel: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Question de règlement, Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: J'aimerais, en vertu de l'article 213 de notre règlement, demander au député de Saguenay s'il me donne la permission de lui poser une brève question.

Le Président: Non.

M. Maltais: M. le Président, si vous me permettez, je rappelle...

Le Président: Non, nous sommes en débat actuellement sur le discours complémentaire et nous devons vider le débat avant de procéder à une question.

Mme Harel: Question de règlement. L'article 213...

Le Président: Voici! Est-ce que le député de Saguenay accepterait de répondre à une question?

M. Maltais: M. le Président, je rappelle à la députée de Maisonneuve que la période des questions aura lieu le 11 mars...

Le Président: Non. M. le député de Saguenay, j'ai posé une question. Est-ce que vous accepteriez de répondre à une question?

M. Maltais: Non.

Le Président: M. le député de Lévis je vous donne la parole.

Une voix: Il ne serait pas capable de répondre.

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, le chef de l'Opposition a dit, avec raison, que cela a

été une session improvisée. Je m'en tiens aux paroles qu'ont prononcées eux-mêmes chacun des ministres que nous avons interrogés au cours de cette session. Chacun nous a dit: En quatre jours, je n'ai pas eu le temps. Même le ministre délégué à la Privatisation des entreprises ne se rappelait plus les entreprises qu'il devait privatiser, il voulait réexaminer. Il a dit: Vous comprenez qu'en quatre jours je n'ai pas eu le temps de réexaminer. Même les entreprises qu'il avait promis qu'il privatiserait.

Ils essaient de nous faire croire qu'en quatre jours ils ont eu le temps d'organiser un budget. Ils essaient de nous faire croire qu'en quatre jours ils ont pu préparer deux projets de loi improvisés, comme on l'a vu, qui auront des effets néfastes dans le secteur agro-alimentaire. Pourquoi? Ils ont raison. Dans quatre jours, ils n'ont pas eu le temps de préparer quoi que ce soit. Mais pourquoi ont-ils fait une session? Pourquoi ont-ils présenté des projets de loi que nous allons voter, qui seront nuisibles pour nos concitoyens? Pour une seule raison, parce que, essentiellement, ils voulaient se donner le crédit du budget de Yves Duhaime du mois d'avril 1985. Ils voulaient que les gens croient que les réductions d'impôt qu'ils auront en 1986 dépendaient d'eux. Ils savaient que les gens ne pourraient pas croire que les réductions d'impôt dépendaient d'eux s'il n'y avait pas de session au mois de décembre parce que les gens sauraient que les réductions qui s'appliquaient à partir du 1er janvier 1986 devaient être l'effet du gouvernement du Parti québécois puisque les libéraux n'auraient pas eu le temps de siéger, n'auraient pas siégé. Or, il a fallu qu'ils se manigancent une petite session pour faire croire, dans un budget qui est du tape-à-l'oeil, que des réductions d'impôt qui vont arriver en 1986 dépendent d'eux. Ils se sont dit: Si les réductions d'impôt commencent le 1er janvier 1986, comme l'avait prévu le ministre Duhaime du Parti québécois, là encore il y a des chances que les contribuables sachent que les réductions d'impôt qu'ils vont connaître au début de 1986 sont l'oeuvre du gouvernement du Parti québécois. Ils ont décidé d'en priver les contribuables et ils ont présenté un budget dont le principal effet est de repousser au 1er avril 1986 des réductions à la source réduites qui devaient être effectives le 1er janvier 1986. De cette façon, le gouvernement du Parti libéral va chercher 103 000 000 \$ déjà accordés aux contribuables du Québec et leur enlève un acquis prévu dans le budget d'avril dernier du ministre des Finances du Parti québécois pour le reporter au 1er avril 1986, pour essayer de faire croire aux gens que, si les impôts sont réduits en 1986, cela dépend d'eux. Pour cela, ils pénalisent les contribuables et vont chercher

103 000 000 \$. En même temps, ils essaient de faire croire qu'ils vont amener plus rapidement des baisses d'impôt, et c'est là qu'ils font plaisir aux souscripteurs de leur caisse électorale. Ils ramènent le taux de 30 % à 28 % immédiatement, ce qui va avoir l'effet qui est indiqué dans le livre du budget qui est très payant pour ceux qui font de l'argent, pas payant pour ceux qui ont de faibles revenus.

Dans le budget Duhaime de 1985-1986, il était mentionné que pour l'année 1986, pour un couple ayant un seul revenu de travail et des enfants de six à onze ans, il y aurait une baisse d'impôt. Pour ceux qui gagnent 20 000 \$, avec un enfant, c'est une baisse d'impôt de 177 \$. Si vous avez deux enfants, c'est 251 \$. Si les conjoints gagnent l'un 20 000 \$ et l'autre 10 000 \$, avec un enfant, c'est une baisse d'impôt de 354 \$ et, pour les couples avec deux enfants, c'est 533 \$.

Dans la table des moyennes, à la page 40, c'est indiqué: Déduction d'impôt en 1986 pour certains ménages types. Pour celui qui gagne 20 000 \$ par année, réduction totale d'impôt en 1986, 399 \$. C'est marqué à la page 40. Celui qui gagne 20 000 \$, en 1986, 399 \$. Mais, à la page 37, sur ces 399 \$, quel est l'effet du programme du Parti libéral? C'est marqué: Gain découlant du devancement d'un an de la réduction des taux d'impôt en dollars, pour 20 000 \$ de gain en 1986, 10 \$. Ce qui veut dire que si on combine les deux, sur les 399 \$ de réduction totale d'impôt en 1986, 389 \$ seront dus au budget Duhaime et 10 \$ au budget du Parti libéral. C'est cela l'effet net. C'est cela qu'on voulait camoufler. On voulait faire croire aux citoyens qu'essentiellement l'impôt serait réduit à cause d'eux, sauf que, pour les gens qui ont des faibles revenus, l'impôt est réduit grâce au budget Duhaime. Pour les gens qui ont des faibles revenus, il n'y a absolument rien, dans le budget du Parti libéral, sauf 10 \$ pour les gens qui gagnent 20 000 \$ par année. Si vous gagnez dans les 75 000 \$, vous voyez: Total des réductions en impôt en 1986, 2012 \$. Qu'est-ce qui est dû à la mesure de M. Bourassa? Gain découlant du devancement d'un an de la réduction des taux d'impôt, gain en 1986, pour 75 000 \$, il y en a 816 \$ qui sont dus à M. Bourassa. Là, c'est quatre fois plus.

(16 h 10)

Pour un député qui gagne 40 000 \$, la mesure de M. Bourassa va lui rapporter 195 \$ de gain en 1986. Il va payer 195 \$ de moins en impôt. Pour un ministre, 75 000 \$, 816 \$. Un peu plus que quatre fois plus de baisse d'impôt. Et le premier ministre, lui, réduit son impôt d'à peu près 1300 \$. Cela fait une jolie différence, M. le Président. Ce qui indique au fond que le budget n'est pas un budget expansionniste.

Contrairement à ce qui est dit dans ce volume - cela a peut-être été écrit par un... Sûrement pas par un économiste, mais quand on dit à un moment donné qu'on veut développer l'économie on apprendra que ce n'est pas en réduisant l'impôt des riches qu'on développe l'économie mais en réduisant l'impôt des pauvres ou de ceux qui gagnent moins. Pourquoi? Parce que ce sont ces gens qui représentent le pouvoir d'achat. Ce qui développe l'économie c'est l'accroissement du pouvoir d'achat, et ce budget n'est aucunement favorable au développement de l'économie pour la partie qui vient de M. Bourassa parce que les baisses d'impôt vont aux riches qui économisent et ne vont pas aux gens à faible revenu qui dépensent.

Ce qui fait que ce budget, la partie qui appartient au Parti libéral, ne donne rien à l'économie puisque l'économie a besoin de généraliser les sources de revenus entre les mains de ceux qui achètent. Si on regarde, par exemple, le député de Beauce-Sud - c'est un gars en moyens - si on lui donne 50 000 \$ de plus, pensez-vous qu'il va manger plus de "toasts" le matin? Pensez-vous qu'il va manger plus de repas dans la journée? Pensez-vous qu'il va s'acheter une plus belle automobile? Pensez-vous qu'il va s'acheter des plus beaux vêtements? Il est déjà bien habillé. Non. Il ne dépense rien de plus. Il va mettre cela à la banque.

Il n'y a rien qui va arriver dans l'économie. Mais si vous, par exemple, donnez ce même revenu à des gens qui gagnent 15 000 \$, 20 000 \$ par année avec des baisses d'impôt à ceux qui ont des revenus plus faibles, qu'est-ce qu'ils vont faire? Ils vont améliorer leur consommation, ils vont consommer davantage parce que la très grande partie de leur budget, si ce n'est pas la totalité, va à la consommation des biens. Et des économistes, si vous avez étudié le moindre l'économique, vous apprendrez que la façon de faire développer l'économie c'est d'aider les consommateurs plutôt que les thésauriseurs, ceux qui thésaurisent; ceux qui sont proches des banques sont plutôt dans le Parti libéral. Ils ont un budget pour eux. On vous dira: Vous avancez seulement d'un an les taux d'impôt que vous aviez prévus, parce que nous avions également prévu d'autres mesures au point de vue des enfants. On avait présenté un budget familial avec des déductions pour les enfants, des déductions importantes pour des enfants qui ont plus de 16 ans, qui sont au collège ou à l'université, qui sont encore à la charge des parents. Il faut avoir un budget en fonction des besoins des familles. Qu'est-ce qui est arrivé? Le Parti libéral a rajouté son volet et un volet qui n'a rien à faire avec cette façon sociale-démocrate de concevoir les choses.

J'aimerais dire un mot également en passant au député de Saguenay. Le député de

Saguenay a parlé du Vérificateur général. J'ai vu que son ministre des Finances était un peu malheureux, mal à l'aise, parce que la façon de faire des déclarations du Vérificateur général peut être très compromettante pour le gouvernement. J'ai remarqué avec beaucoup de satisfaction que dans leur discours sur les crédits supplémentaires ou sur le budget ils prennent la même comptabilité que le gouvernement du Parti québécois. Le député de Saguenay apprendra que les méthodes comptables du Vérificateur général sont pour le moins très discutables. Je les ai vécues. Je sais de quoi je parle. Quand on investissait 1 \$ dans le domaine des pêches, immédiatement il demandait de faire une provision pour créance douteuse. À chaque 1 \$ investi dans le secteur des pêches dans les régions périphériques, il fallait immédiatement mettre une autre provision de l'autre côté de la feuille comme si on n'avait pas investi, comme si on allait faire une perte par le montant investi. De sorte qu'il n'y aurait eu aucun investissement, selon ces méthodes comptables, dans le territoire périphérique, dans des régions où les risques sont plus grands parce que, selon sa méthode comptable, on peut concevoir que, pour un investissement dans une entreprise où le risque est plus grand, il faut "provisionner" une perte de l'autre côté. Il faut surtout ne pas avoir une très grande confiance dans les régions périphériques.

Je peux vous dire que sur ce principe le ministre délégué aux Pêcheries n'aura pas besoin d'un gros budget. Je peux vous le dire d'avance, il n'aura même pas besoin de budget du tout pour SOQUIA, parce que SOQUIA n'investira pas sur cette base dans le secteur des pêches. Je peux vous dire que d'autres entreprises, également, qui ont besoin, dans le territoire périphérique, de fonds, où les risques sont plus grands parce que le capital privé ne veut pas y aller... Vous savez, il n'y a pas de bataille aux portes du traversier aux Iles-de-la-Madeleine pour investir aux îles. Madelipêche, le député de Beauce a dit qu'il voudrait vendre cela. Il peut faire des annonces dans le journal et je peux gager avec lui que tantôt les souscripteurs ne seront pas très nombreux. Je peux vous dire qu'on a essayé de vendre Madelipêche depuis 1976: on a été obligé de la reprendre et on a même une poursuite contre une banque actuellement. Je peux vous dire que, quand il aura fait le tour du dossier, il verra que les gens ne se bousculent pas aux portes dans certains investissements. Il peut être certain que sur la Basse-Côte-Nord, s'il ne fait pas de développement, il n'y aura pas une cent qui va s'investir, parce que les gens ne courront pas facilement dans du développement où il y a des risques.

Si on veut que des gens qui sont

bénéficiaires de l'aide sociale actuellement, qui n'ont pas d'emploi, qui n'auront pas d'emploi si le gouvernement ne prend pas le risque de faire du développement, il n'y aura rien qui se fera... S'il regarde ce qui se passe dans le nord de la Norvège, dans le nord de la Suède, dans le nord de la Finlande, il verra que là aussi c'est le gouvernement qui fait les investissements. Mais c'est un gouvernement qui n'est pas un mouton, un gouvernement qui décide d'assumer lui aussi des responsabilités en termes de développement. C'est pourquoi hier je l'ai dit: J'étais surpris de voir que vous n'aviez pas de crédits supplémentaires, parce qu'il n'en a pas demandé, parce qu'il considère que le gouvernement doit être mené comme une "business". Si c'est mené comme une "business", je vais vous dire une chose, il n'y aura pas grand développement économique sur la Côte-Nord dans le domaine des pêches.

Une voix: Non, monsieur.

M. Garon: Je vais vous dire que Madelipêche, vous n'avez pas besoin de faire des "sets" de clés doubles parce que, si vous perdez la clé, vous allez voir qu'il n'y aura pas beaucoup de monde qui va vous la demander. Ce sont des entreprises à haut risque, où le gouvernement a un rôle à jouer, mais il regardera ce que cela lui coûte en termes d'investissements comparativement à tout ce qui s'est fait ailleurs et il verra qu'en termes socio-économiques ces investissements étaient énormément rentables.

C'est pourquoi dans ce budget on a remarqué qu'il n'y avait rien pour les régions non plus, rien pour le développement régional. Dans le développement régional, moi je me rappelle la succession que j'ai prise en 1976; il y avait le rapport Côté-Duvieuxard qui disait au gouvernement de fermer l'Abitibi dans le domaine agro-alimentaire. C'était simple, facile. On menait cela comme une "business", on fermait ça! Les fils des colons pouvaient reprendre le chemin de fer en sens inverse!

Ils disaient: Fermez cela. Vous riez? Mais, c'est ça la situation. Je vous disais donc que ce n'est pas rentable. La Côte-Nord, pas rentable! On a remarqué, par exemple, que dans les réductions de taxes entre le Lac-Saint-Jean et l'Abitibi M. Bourassa a oublié un bout. Il a oublié le milieu, la région nord de Laviolette. Il a oublié aussi dans la réduction de taxes... Il a dit: La Gaspésie... Il a oublié des régions frontalières, par exemple, le Témiscouata; c'est une porte d'entrée importante sur le Québec: Témiscouata, Rivière-du-Loup, à partir de Grand Falls au Nouveau-Brunswick, où c'est l'entrée de tout le secteur francophone. Non. Le bout de Campbellton,

correct. Le bout francophone, non. Témiscouata, là, ils vont payer les taxes. Quant à les enlever, enlevons-les partout, dans tous les territoires frontaliers. Autant dans le Témis que dans la région de la Matapédia. C'est le même genre de territoire. Il y a un des territoires qui est peut-être moins avantagé sur le plan des revenus, c'est le Témiscouata. (16 h 20)

Comment se fait-il? Ce budget a été essentiellement - et je n'ai pas voulu insister sur un grand nombre de points - une opération de maquillage, une opération pour faire croire aux gens... On a pu croire que ça prendrait un peu. On regarde le journal *Le Soleil* de ce matin, on voit que cela a pris un peu. Dans la Presse, cela a pris un peu moins, mais on voit que, tranquillement, les gens vont être démystifiés puisque ça va être le rôle de l'Opposition de faire savoir exactement quels sont les revenus. À tel point qu'on me disait encore aujourd'hui... J'avais une plainte tout à l'heure de quelqu'un qui me disait: M. Garon, vous avez rendu public un document de l'Office du crédit agricole sur l'état de la situation pour l'avenir du crédit agricole. On m'a répondu que, dès aujourd'hui, il n'y a plus de copie. Pourtant, cela fait quelques jours que vous l'avez rendu public. On cache les copies, on ne veut pas rendre de copies au public. Pourquoi? Parce que, au fond, les gens du Parti libéral vont se rendre compte très rapidement qu'il y avait un ensemble de mesures, qu'il y avait un ensemble de politiques qui avaient été mises en place par le gouvernement du Parti québécois qu'ils ne pourront pas répudier facilement. S'ils les répudient, il y aura des conséquences importantes à cette répudiation. Les gens ne leur pardonneront pas facilement de leur avoir conté des histoires.

Tout à l'heure, je parlais des 103 000 000 \$. Les 103 000 000 \$, ils vont aller les rechercher dans les poches des contribuables pendant les trois premiers mois de 1986, mais ils devront les remettre en 1987. Qu'est-ce qu'on va trouver? Ils évitent actuellement d'aller chercher les 103 000 000 \$ qui avaient déjà été décidés par le budget Duhaime en déduction à la source. Cette déduction dont les contribuables auraient bénéficié dès le début de l'année 1986, ils devront le payer en 1987. Le problème, ils l'auront tout simplement reporté de douze mois, privant des contribuables qui pensaient avoir élu un gouvernement qui leur donnerait des baisses d'impôt. Ils vont constater rapidement qu'au contraire ce gouvernement est en train de les priver des baisses d'impôt qui avaient été décidées par le gouvernement antérieur. Tout cela se fait aux fins de protéger les gens qui sont riches. Comme il manque d'argent pour payer des montants additionnels, on a

décrété des compressions. Là, on essaie d'aller chercher 200 000 000 \$ de compressions de plus parce qu'on a donné des exemptions fiscales plus considérables à des gens qui ont de l'argent. Il faut que quelqu'un paie cela. Là, on va essayer de comprimer dans les dépenses, compressions dans les dépenses qui vont avoir aussi des effets économiques.

C'est ça, le budget que le gouvernement du Parti libéral vient de faire. C'est un budget qui n'est pas expansionniste, au contraire, qui travaille contre l'expansion, puisqu'il prive les gens moins fortunés au bénéfice des gens plus fortunés. Ce n'est pas une façon de faire le développement économique dans une période comme celle que l'on vit actuellement. Je vous remercie, M. le Président.

Le **Vice-Président**: J'accorde maintenant la parole à Mme la députée de Dorion.

Mme Violette Trépanier

Mme Trépanier: Merci, M. le Président. Vous me permettez dans un premier temps, comme nouvelle députée, de témoigner publiquement à mes concitoyens du comté de Dorion ma profonde reconnaissance pour la confiance dont ils m'ont honorée lors des élections générales du 2 décembre dernier. À tous et chacun, je réitère aujourd'hui ma ferme intention de les représenter efficacement au sein de cette Assemblée et de mettre en oeuvre avec leur collaboration les solutions qu'ensemble nous avons élaborées pour répondre aux besoins criants de ce comté.

À cet égard, M. le Président, l'énoncé de politiques budgétaires prononcé hier par le ministre des Finances est un exemple éloquent de la détermination du nouveau gouvernement du Québec à donner suite aux engagements qu'il a soumis aux Québécois et que ces derniers ont acceptés très clairement à l'occasion de la toute récente campagne électorale. Dans la parfaite continuité du programme politique du Parti libéral du Québec "Maîtrisons l'avenir" et des engagements et objectifs dont je viens de faire état, le gouvernement est donc passé, et cela, dans un temps record, des paroles aux actes.

Le ministre des Finances a prouvé que l'essentiel des efforts du gouvernement portera sur la réalisation d'objectifs de croissance, de développement économique et de création d'emplois permanents. Son ambition première, comme l'a si pertinemment bien affirmé Mme la vice-première ministre il y a quelques jours, est précisément de redonner aux questions économiques et financières la place qu'elles doivent avoir dans une société moderne, c'est-à-dire la toute première place. Tous

conviennent qu'il nous appartient collectivement de guérir notre économie en engageant le Québec sur la voie du réalisme, de l'équilibre et du juste milieu, bref, à l'opposé de la direction prise par le gouvernement qui nous a précédés. Le sous-emploi et le sous-investissement, qui limitent, voire compromettent depuis trop longtemps nos possibilités pourtant extraordinaires, appellent donc des mesures concrètes et rapides. C'est la raison pour laquelle il y a une session au mois de décembre.

Ce premier exposé budgétaire, j'en suis convaincue, M. le Président, est un grand pas dans la bonne direction pour assurer la relance de l'activité économique sur des bases solides et durables. Seul un climat sain et viable pourra vraiment favoriser l'entrepreneursurship sur lequel toute société moderne doit s'appuyer pour maîtriser pleinement son avenir. Ce climat, contrairement à ce que certains théoriciens de l'Opposition ont déjà pu prétendre, il ne se décrète pas. Il ne suffit pas non plus d'en crier sur les toits l'impérieuse nécessité pour qu'il se matérialise spontanément; non, c'est par des gestes concrets bien plus que par des appels sans suite aux vertus de la concertation qu'un tel climat se crée. Les réductions et exemptions annoncées hier sont des gestes concrets et réalistes qui ont si cruellement fait défaut au Québec au cours des mandats du précédent gouvernement.

De plus, la volonté exprimée par le ministre des Finances d'associer nos concitoyens au processus budgétaire et d'assurer une gestion pondérée et responsable de nos ressources constitue un apport considérable à l'émergence d'une responsabilité collective dans la détermination des tenants et aboutissants de nos revendications face à un État qui, désormais, n'entend plus se prendre pour la providence. Ce n'est certes qu'un début, mais il est prometteur. Si l'on songe quelques instants aux neuf longues années du gouvernement sorti dont le plumage ne se rapportait nullement à son ramage...

Une voix: C'est vrai.

Mme Trépanier: L'appui ferme et déterminé que le nouveau gouvernement du Québec entend redonner aux dynamismes locaux et régionaux permettra aussi à une large partie de notre jeunesse de reprendre confiance en son avenir.

En effet, M. le Président, ce gouvernement auquel j'ai l'honneur d'appartenir est vivement préoccupé par le gaspillage honteux de ressources humaines pourtant si précieuses que nos amis d'en face ont trop longtemps toléré et cautionné par leur inaction. Je constate, avec soulagement et satisfaction, que les mesures annoncées

par le ministre des Finances rétabliront très rapidement un véritable climat "entrepreneurial" au Québec. Du même coup, elles nous permettront de redonner au sein de notre société la pleine place qui revient à toute une génération de jeunes gens de talent qui a été sacrifiée au nom d'un idéal politique dont nos amis d'en face se défendent de façon non convaincante. Je parle de la face gauche, évidemment. Je m'excuse auprès des gens de la face droite.

Les ressources humaines sont notre plus précieuse richesse. C'est d'abord et avant tout sur elles que repose notre capacité concurrentielle et c'est à elles qu'il incombe, dès maintenant, d'innover, de créer, d'assumer des risques et de s'adapter aux changements qu'exige déjà de nous l'avenir. Dans cette voie exigeante, je suis convaincue que le nouveau gouvernement du Québec saura les appuyer efficacement, parce qu'il est conscient de l'importance des mutations sociales qui marquent notre époque.

Le redéploiement de notre structure industrielle, condition sine qua non d'une véritable croissance économique, passe par un nouveau type d'entreprises. Généralement de taille plus modeste, ces entreprises trouvent la clef de leur succès dans l'innovation technologique et l'adaptabilité aux besoins du marché. Elles misent avant tout sur les connaissances et l'expérience de leurs employés. Si Bombardier, SNC et Lavalin, entre autres, répondent à cette définition, il en faudra de nombreuses autres pour asseoir notre avenir sur des bases solides.
(16 h 30)

Au risque de me répéter, M. le Président, à cet égard, l'exposé de politiques budgétaires est un grand pas dans la bonne direction. De plus, l'ère des ressources humaines doit entraîner dans son sillage une conception intégrée du développement de l'individu qui, ne l'oublions jamais, demeure la raison d'être de nos interventions à cette Assemblée.

Ce n'est qu'en faisant appel à la responsabilité personnelle et à la liberté des citoyens de choisir leur avenir et leur style de vie que, comme législateurs, nous atteindrons notre objectif. Comme l'a si justement dit le premier ministre du Québec lors de la présentation de son équipe ministérielle, l'économie n'est pas une fin en soi. Elle demeure un moyen puissant pour nous permettre de retrouver cette indispensable justice sociale qui est la marque de toute grande société dans un Québec engagé dans la rude partie de la concurrence internationale.

Dans un Québec en quête de prospérité et d'équité, le gouvernement ne doit plus aller à contre-courant des valeurs de la société. Il est heureux que ce temps soit maintenant chose du passé et que le Québec soit administré par une équipe dynamique,

enthousiaste et compétente, dont les interventions sont et seront guidées par les impératifs de la croissance, ainsi que par la volonté de tisser des liens étroits entre le gouvernement, l'entreprise et le monde du travail.

Que nous soyons les malheureux héritiers d'une succession qui affiche un passif nettement supérieur à l'actif, nous avons suffisamment d'énergie, d'imagination et de moyens pour permettre au Québec d'entrer avec assurance dans le XXI^e siècle.

Les gens du comté de Dorion, M. le Président, ont décidé de s'engager dans cette voie nouvelle et prometteuse et de participer activement dans les défis d'avenir que le débat électoral a permis d'esquisser. En ce sens, l'exposé de politiques budgétaires de M. le ministre des Finances leur a permis de saisir à quel point ils ont eu raison le 2 décembre dernier de s'associer à la très grande majorité des Québécoises et des Québécois qui ont convenu que les temps étaient venus de changer pour du solide.

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Roberval, vous avez maintenant la parole.

M. Michel Gauthier

M. Gauthier: Je vous remercie, M. le Président. Durant la période électorale, on a entendu l'actuel premier ministre désigné du Québec, qui sera bientôt un premier ministre élu - on l'imagine, en tout cas - faire un certain nombre de promesses aux citoyens du Québec. Comme il n'était pas sûr de pouvoir prendre le pouvoir - c'est ce qu'il voulait - il s'est lancé dans une série d'engagements fort déraisonnables, d'ailleurs, et cela a été confirmé par différents intervenants tout à fait indépendants de la formation politique dont je fais partie.

Aujourd'hui, il nous ouvre une session en nous présentant un budget qui est le reflet et qui concrétise dans les faits certains de ses engagements. Il y a au moins une chose qu'il faut savoir à partir de maintenant - et cela, j'espère que les députés de l'Opposition vont s'en souvenir à l'avenir - la situation financière du Québec était saine, elle était bonne; elle ne permettait pas beaucoup de manoeuvre, mais elle était saine. Elle était saine parce qu'elle a permis au ministre des Finances, en quelques jours, d'accorder aux citoyens du Québec des baisses de taxes assez importantes, et on en reparlera tout à l'heure.

Je mets en garde les députés de l'Opposition parce qu'à un moment donné, quand arriveront les problèmes sur le plan de la gestion des finances publiques - parce que, de la manière qu'ils sont partis, les problèmes ne sauront tarder - la tentation va

être forte de dire que les finances du Québec n'étaient pas bonnes. Le gouvernement précédent avait tellement pourri la situation qu'on ne peut pas faire autrement que constater la difficulté de gérer aujourd'hui. Mais si c'était le cas, ce serait tout à fait déraisonnable de la part du ministre des Finances, ce serait extrêmement malhonnête même de la part du ministre des Finances, de présenter un budget comportant des baisses de taxes sachant pertinemment, si c'était le cas, que la situation financière n'était pas bonne.

Le ministre des Finances, par la présentation de ce budget, vous a fait constater et a fait constater à la population du Québec que la situation était relativement bonne. Elle était tellement bonne, la situation, qu'il n'a eu qu'à faire quelques opérations budgétaires pour en arriver à concrétiser les engagements, pour faire plaisir, évidemment, au chef du gouvernement.

Il a baissé les taxes, oui, c'est vrai, sur l'impôt personnel; on reparlera tout à l'heure des montants impliqués. Il a baissé une partie de la taxe sur les assurances, pour respecter un de ses engagements de la campagne électorale, et la taxe sur l'essence en région périphérique.

Mais ces baisses de taxes, comme on l'avait, d'ailleurs, déjà démontré en période électorale, il va les financer en faisant des compressions. Il a décidé que, dorénavant, pour la fin de l'exercice financier présent, les ministres n'auront plus à prendre de décisions. Il va falloir que les crédits soient périmés à l'avance, qu'on périmé 50 000 000 \$ de plus parce qu'on a besoin de cela pour financer les baisses de taxes et d'impôt. Le ministre des Finances l'a déclaré clairement: D'ici le mois d'avril, des gestes administratifs seront reportés à plus tard. La restructuration budgétaire - la ministre de la Santé l'a confirmé - des hôpitaux dans le besoin sera consolidée et reportée au Service de la dette. On y verra plus tard. C'est cela, la technique que le ministre des Finances a utilisée. Le ministre des Finances a dit aux ministres de son gouvernement: Vous n'aurez plus à prendre de décisions jusqu'au mois d'avril, vous allez devoir périmé coûte que coûte 50 000 000 \$ de crédits. Il y en a aussi, dans un document où l'on parle de remise en question de décisions gouvernementales entre le 1^{er} avril et la période qu'on vit maintenant, pour, possiblement, 50 000 000 \$ supplémentaires. Voilà la manière, dans un budget relativement sain, dont le ministre des Finances a décidé de payer les baisses de taxes qu'il accorde à certaines catégories de contribuables au Québec.

Le budget qu'on étudie présentement est un budget pour privilégiés. C'est un budget dans lequel le gouvernement a indiqué

sa façon de voir les choses. Le gouvernement a décidé de compartimenter dans la société. D'abord, au chapitre des assurances - je m'étonne qu'on n'en ait pas parlé - il y aura eu une taxe sur les assurances-vie, les assurances-maladie etc, celle dont on est maintenant exempté, pendant un période d'environ six mois. Il y aura au Québec ceux qui, pendant six mois, auront payé la taxe et les chanceux qui, durant les six autres mois, ne la paieront pas. Il y a également dans ce budget, au chapitre de l'essence, les régions chanceuses - et j'en suis, je représente un comté de ces régions - qui ne paieront pas la taxe sur l'essence. Et il y aura des régions au Québec qui ne la paieront pas. Il y aura également au chapitre des impôts - c'est là que la situation devient particulièrement intéressante - ceux qui profiteront d'énormes baisses d'impôt, les riches, et ceux qui ne profiteront d'à peu près aucune baisse d'impôt ou si peu par rapport à ce qui était déjà escompté dans le budget Duhaime, les pauvres. Voilà un budget qui catégorise les régions, les individus, selon la situation.

(16 h 40)

Le budget qu'on étudie a été qualifié de budget à 10 \$, et c'est exact. Il faudrait que les gens qui nous écoutent et qui ont donné leur confiance au Parti libéral du Québec le 2 décembre dernier, ces gens-là qui, pour la grande majorité, gagnent environ 20 000 \$ par année, sachent que le ministre des Finances leur fait un cadeau de 0,83 \$ par mois. C'est cela que ça représente, la baisse de 10 \$. C'est un cadeau de 0,83 \$ par mois pour leur demander d'attendre les 389 \$ de rabais de taxes qui étaient déjà prévus dans le budget Duhaime, jusqu'au 1er avril et de les percevoir au moment où ils feront leur "rapport" d'impôt l'année prochaine. C'est un cadeau de 0,20 \$ par semaine pour les gens de 20 000 \$, pour leur demander de ne pas prendre pendant trois mois les 15 \$ par paie auxquels ils auraient eu droit selon le budget Duhaime.

Parallèlement à cela - et les députés de l'Opposition vont avoir l'occasion d'en causer avec leurs électeurs - ceux qui sont à 75 000 \$ par année, on leur fait un cadeau de 68 \$ par mois pour leur demander d'attendre un peu pour récupérer les 1196 \$ qui étaient déjà prévus. Un cadeau de 17 \$ par semaine pour attendre une déduction de 46 \$ sur leur paie, pour ceux qui sont à salaire avec déductions à la source.

Aux pauvres, au Québec, le gouvernement libéral donne 0,20 \$ par semaine pour attendre d'avoir une déduction de 15 \$ sur leur paie par 15 jours pendant trois mois. Aux riches, il donne 17 \$ par semaine pour attendre la déduction de 46 \$ par paie. Voilà la véritable situation que le ministre des Finances a créée au Québec avec la parution de cet énoncé budgétaire.

C'est aussi, et là, cela devient extrêmement sérieux par des compressions budgétaires qu'ils devront financer ces réductions de taxes, comme on l'avait dit abondamment. Dans le budget, à la page 10, on parle de restreindre les dépassements dans certains programmes gouvernementaux. On parle d'assurer que les crédits atteindront le niveau requis pour boucler finalement. Il faut absolument que les ministres coupent, que les ministres ne versent pas en services à la population tout ce à quoi elle était en droit de s'attendre, parce qu'il faut en garder pour boucler les cadeaux de M. Bourassa.

Également, on indique à la page 10 que de nouveaux objectifs de crédits périmés seront donnés à tous les ministres. Ils les connaissent probablement déjà. On parle également de gel de crédits et de suspension de décisions administratives, de gestes administratifs jusqu'au 31 mars. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que, pour financer les promesses du chef du Parti libéral, qui tenait absolument à faire son show politique avant Noël, pour financer les promesses du show politique de Robert Bourassa, des services ne seront pas rendus à la population du Québec, que des services seront rendus plus tard à la population du Québec. C'est grave et c'est peut-être la partie cachée du budget du ministre des Finances.

On pourrait également s'interroger longuement - et les citoyens vont probablement le faire dans les semaines à venir - pour savoir comment ils vont faire pour remplir leurs nombreuses promesses. Depuis quelques jours, ici à l'Assemblée nationale, c'est la course des ministres pour annoncer qu'ils vont respecter intégralement leurs engagements et même plus. Dans tous les ministères, chacun participe à une course de popularité, mais aucuns deniers publics ne sont prévus dans le budget actuel, aucune marge de manoeuvre ne demeure pour permettre à ces dames et à ces messieurs de remplir les belles promesses qu'ils ont lancées à la population du Québec pendant un mois et demi et qu'ils continuent à faire ici à l'Assemblée nationale.

Plus encore, le budget qui est devant nous consacre déjà, après quelques jours seulement, l'inaptitude à administrer les finances publiques qui sera probablement la caractéristique de ce gouvernement. On est extrêmement imprévoyants. Une preuve évidente de cela, on l'a vu ce matin, c'est que le ministre des Finances annonce qu'à compter de minuit ce soir la taxe sur l'essence baissera dans les régions périphériques. Aucune mesure n'a été prise pour calculer le montant de la taxe qui a déjà été payée par le vendeur d'essence au réservoir. Donc, à moins de vouloir faire un cadeau, à moins que chaque détaillant ne veuille faire un cadeau de 0,044 \$ le litre à

ses clients, aucune mesure n'a été prévue pour calculer la quantité d'essence sur laquelle la taxe avait déjà été payée, afin de la rembourser au détaillant. Aucune mesure.

Et on annonce qu'à compter de minuit, ce soir, il va y avoir une baisse de 0,044 \$. On n'a prévu aucune mesure de contrôle. On a déjà connu une baisse de la surtaxe sur l'essence récupérée par les pétrolières. Près de 400 000 000 \$ qu'on a enlevés aux citoyens du Québec pour les donner aux pétrolières. On a déjà connu cela. Quelles mesures sont prévues pour contrôler le prix de l'essence? Le ministre de l'Énergie et des Ressources va téléphoner aux entreprises et aux compagnies pour s'enquérir de la situation. On n'a pas calculé le prix moyen dans les régions. On ne le comparera pas à un indice de mesure qui pourrait être le prix moyen dans la région de Montréal ou de Québec. Non. La mesure, c'est un coup de téléphone à l'occasion pour demander aux pétrolières de baisser l'essence et de la remonter pas trop vite dans quelques semaines. Voilà des exemples d'imprévoyance de ce ministre des Finances et de ce ministre de l'Énergie.

Concernant les hôpitaux, la ministre, hier, a désarmé à peu près tout le monde en disant: Le déficit des hôpitaux, le réajustement de la structure budgétaire des hôpitaux, il n'y a pas de problème, on va consolider cela, on va mettre cela sur la dette. On verra pour l'avenir. L'année prochaine, on ajustera les paramètres financiers. On dira aux hôpitaux ce qu'ils ont le droit de dépenser l'année prochaine. C'est cela qu'on nous a dit ici, hier, à l'Assemblée nationale. De l'imprévoyance, de l'incompétence, voilà ce qu'on nous a démontré depuis quelques jours. Des gestes administratifs qu'on indique dans le budget et qu'on va reporter au 31 mars. Les ministres vont reporter des décisions, les fonctionnaires vont devoir reporter les gestes à poser au 31 mars. On verra l'année prochaine. Pour cette année, finançons les promesses de Robert Bourassa. Finançons-les à n'importe quel prix. Peu importe la situation au Québec, retardons les gestes administratifs, on verra l'année prochaine, on paiera.

Effectivement, ce gouvernement, depuis quelques jours, nous a démontré une imprévoyance incroyable. Aucune mesure pour le contrôle du prix de l'essence, aucune mesure prévue pour corriger le budget des hôpitaux, des gestes administratifs non identifiés à reporter à l'année prochaine et une façon d'administrer le Québec qui se fera à partir du Conseil du trésor. Le Conseil du trésor va décider si, oui ou non, on peut faire quelque chose dans les ministères, si on peut rendre des services à la population. Sinon, il faut absolument "booker" pour le printemps.

En conclusion, puisque je pense que le

temps qui m'était alloué s'achève...

Le Vice-Président: Il vous reste encore cinq minutes.

M. Gauthier: ...je dirai que ce gouvernement a fait le choix d'un budget facile, parce qu'il a organisé à l'Assemblée nationale un beau show pour les citoyens du Québec. Ce gouvernement a fait un budget irresponsable, parce qu'il consiste essentiellement à pelleter la neige en avant, à reporter au printemps des échéances qui devaient être respectées maintenant, à reporter des fardeaux financiers pour le gouvernement au printemps en se disant: On verra bien au printemps comment cela ira au Québec. C'est un gouvernement qui a fait un budget injuste qui donne à ceux qui gagnent 20 000 \$ par année 0,83 \$ par mois et qui donne à ceux qui gagnent 75 000 \$ par année 68 \$ par mois. Voilà un budget très injuste pour les citoyens du Québec. Ce gouvernement a choisi de faire un budget improvisé dans lequel il n'y a rien pour la grande priorité que doit être l'emploi. Il n'y a absolument rien là-dedans pour l'emploi; simplement un budget immédiatement avant Noël pour faire plaisir au chef, Robert Bourassa, pour réaliser des promesses de campagne électorale. C'est le coût pour les Québécois de ces promesses qui ont été faites de façon irresponsable et irrationnelle. On l'a démontré et d'autres l'ont démontré: ce sont des coupures de services dans les ministères jusqu'au printemps. C'est reporter des échéances sur le plan de l'administration, sur le plan du développement des services publics, c'est reporter des dépenses au printemps prochain, c'est reporter le problème un peu plus tard, au cas où la situation s'améliorerait.

En terminant, je vous dirai que les députés libéraux et les ministres de ce Conseil des ministres sont un peu au gouvernement comme un groupe d'enfants dans une chocolaterie à qui on aurait donné le contrôle de la chocolaterie. C'est à qui en mangera le plus sans se soucier de ce qui va se passer après, quand on aura une indigestion. Voilà ce gouvernement; (16 h 50)

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président: La parole revient maintenant au député de Louis-Hébert.

M. Réjean Doyon

M. Doyon: Le 2 décembre, le Québec a décidé d'ouvrir toutes grandes les portes et les fenêtres, cela sentait le mois, cela sentait le renfermé. C'est ce qu'on a fait au Québec le 2 décembre, on a décidé d'aérer la maison, on a décidé de changer d'air et de changer les meubles aussi, parce que c'est

cela que les députés péquistes et les ministres étaient devenus. Cela s'est fait partout dans la province. C'est comme cela que la population du Québec a décidé de réaliser le ménage qui s'imposait.

Je me souviens très bien des discours que j'ai eu l'occasion de faire de l'autre côté de la Chambre. On disait aux gens qui restaient, parce qu'il en reste très peu - je m'étais promis de le leur dire et c'est la première occasion que j'ai de le faire - qu'à la première occasion où la population pourrait se prononcer, ils auraient la raclette de leur vie, la volée de bois vert qui leur est arrivée le 2 décembre. Et on se moquait de nous, on disait qu'on rêvait en couleur et que la population leur renouvelerait sa confiance. Regardez cela: 58 % des votes pour le Parti libéral et 36 % pour le PQ. C'est ce que je leur annonçais, c'est ce qu'on s'est évertué à leur dire pendant des mois et des mois.

Ces gens riaient à gorge déployée, se moquaient de nous, s'imaginaient qu'ils avaient encore la confiance de la population. Ils croyaient duper la population encore une autre fois, ne serait-ce, espéraient-ils, qu'une fois de plus. Ils espéraient que l'élection puisse passer et que les masques puissent tomber seulement après l'élection. Eh bien, mes chers amis, pour une fois, vous avez été démasqués avant. Aujourd'hui, vous payez le prix de cette mascarade que vous nous avez imposée pendant neuf ans. Vous en payez le prix. Cela ne me fait pas de peine que vous ayez à en payer le prix; mais que pendant neuf ans le Québec ait eu à payer le prix de votre ineptie, de votre incapacité d'administrer et de gérer les affaires de la province, c'est cela qui est dur à avaler.

Quand je vous regarde maintenant déchirer votre linge en public, en disant qu'il reste encore des taxes au Québec après notre passage. N'est-ce pas dommage, les libéraux sont là et il reste quelques taxes: Vous êtes les plus grands inventeurs de taxes au monde, c'est ce que vous êtes. Vous avez fait montre d'une imagination à toute épreuve en ce qui concerne l'invention des taxes, vous étiez les champions là-dedans. Aujourd'hui, vous nous reprochez d'en avoir laissé quelques-unes. Il faudrait être sérieux un peu, il faudrait réaliser quel est l'héritage que vous laissez à la population du Québec.

Si on parlait d'héritage et de succession, je proposerais que de tels héritages et de telles successions ne puissent être acceptés qu'après bénéfice de discussion. Je suis convaincu qu'il n'y en aurait pas beaucoup qui accepteraient un tel héritage, je suis convaincu de cela. Ce qu'on nous a laissé, c'est un déficit qui a atteint des sommets inégalés. Ce qu'on nous a laissé, c'est une fonction publique démoralisée. Ce qu'on nous a laissé, ce sont des jeunes découragés, des chômeurs qui n'ont aucune

chance de se trouver un emploi, des assistés sociaux qui attendent leur chèque pour payer l'épicerie, pour payer le pain, pour payer le lait pour faire manger les enfants le lendemain matin. C'est cela que vous nous avez laissé comme héritage. On va s'organiser pour que cela ne s'oublie pas tout de suite, pour que la population se souvienne du fouillis dans lequel vous avez laissé les affaires du Québec.

Aujourd'hui, votre chef dit qu'il reste encore une taxe sur l'essence; qu'est-ce que vous en avez fait de la taxe sur l'essence quand vous étiez là, pendant neuf ans? L'avez-vous baissée une seule fois?

Une voix: Non.

M. Doyon: Est-ce que vous avez été capables de faire confiance à la population qui avait besoin du transport routier pour se déplacer, aux gens qui avaient besoin d'essence dans leur voiture pour aller travailler et gagner leur vie? Vous n'avez jamais réalisé cela avant aujourd'hui? Comment se fait-il que vous vous réveilliez aujourd'hui? C'est étonnant, c'est surprenant. Je pensais que le 2 décembre - et je m'en réjouissais - avait mis fin, pour un bout de temps, à une ère de supercherie, de fourberie, d'hypocrisie. Or, quand j'entends les discours de l'Opposition - j'avais oublié qu'il y avait une faible possibilité qu'il reste quelques-uns d'entre vous sur les bancs d'en face - à ce moment-là, la fourberie, l'hypocrisie et la supercherie reviennent à pleines portes avec votre venue.

Cette fois-ci, nous allons vous avoir à l'oeil. Cette fois-ci, nous allons surveiller de façon que vous ne trompiez pas une fois de plus la population. Il est inadmissible qu'hypocritement on prétende que c'est dommage qu'il reste quelque part une taxe sur les assurances. Mais qui l'a mise au monde, cette taxe sur les assurances? Je me souviens, je vous ai vus applaudir au discours sur le budget Duhaime. Je me souviens, je vous ai vus, tous et chacun d'entre vous, vous n'aviez pas assez de vos deux mains pour applaudir cette taxe-là. Vous la trouviez belle, vous la trouviez bonne. Vous étiez d'accord avec ça et, aujourd'hui, vous venez nous faire accroire, avec des larmes de crocodile, que c'est dommage qu'il en reste encore un peu quelques jours après notre arrivée au pouvoir. Pour qui prenez-vous la population? Est-ce une façon sérieuse, responsable de se conduire?

N'oubliez pas, messieurs et mesdames d'en face, que vous avez une responsabilité en tant qu'Opposition et que, si vous voulez qu'on vous prenne le moins au sérieux, ce n'est pas la façon de vous conduire comme vous le faites actuellement qui va vous permettre d'atteindre ce résultat.

Les taxes, c'est vous qui les avez mises

là. Vous les avez inventées, vous les avez imposées à la population. Vous avez obligé la population à les avaler malgré elle et, aujourd'hui, vous allez prétendre que c'est la faute des libéraux s'il y a une taxe sur l'essence? Vous allez oser prétendre que c'est la faute des libéraux s'il y a une taxe sur les assurances? Cela ne tient pas debout, vous le voyez bien. Vous venez de quitter le pouvoir, c'est vous qui avez inventé ces taxes-là. Vous en êtes les auteurs et vous allez devoir vivre avec ça un petit bout de temps quant à moi. Je suis sûr que mes collègues sont d'accord aussi qu'on ne vous laissera pas tout de suite avec votre héritage, on va vous le rappeler. On va vous rappeler de quels vêtements vous étiez vêtus.

Je suis heureux de voir que la population du Québec a gardé cette capacité de se révolter, d'envoyer un message clair, net et précis, cette volonté qu'a eue la population du Québec de ne pas accepter l'inacceptable, de ne pas vivre l'intolérable, de ne pas tolérer ce qui, dans aucune société, est intolérable, cette capacité que les citoyens du Québec ont eue de donner un message clair, net et précis par un moyen démocratique.

Cette crainte que vous aviez des élections, on s'aperçoit que, pour une fois, elle était justifiée de votre part. Vous aviez peur des élections, vous aviez peur des comptes qu'on vous demanderait. Vous aviez peur de ce que le Parti libéral vous opposerait comme argumentation et comme programme.

Nous le savions, nous, parce que nous avions fait nos devoirs, nous avions fait le nécessaire pour présenter un programme cohérent, un programme politique pensé, structuré, qui avait été discuté et qui pouvait répondre aux besoins de la population. Ce travail-là, nous l'avions fait et vous ne l'aviez pas fait. Vous vous retrouvez aujourd'hui sur les bancs de l'Opposition après avoir trahi votre programme, après avoir dit que l'article 1 de votre programme, ce qui vous a permis de vous réunir, de vous regrouper, ce n'était plus important. Vous jetiez ça par-dessus bord.

Vous avez aussi balancé par-dessus bord votre chef. Là, il n'était plus utile. On a beau être à l'ère du jetable, être à l'ère où on se débarrasse de son briquet, où on se débarrasse de son stylo, où on se débarrasse de ses mouchoirs, on ne peut pas être à l'ère du jetable en ce qui concerne son programme idéologique et son chef. Et c'est ce que vous avez fait.

Des voix: Bravo! Bravo!

(17 heures)

M. Doyon: La population a porté un jugement extrêmement sévère sur ce qu'a été votre politique pendant neuf ans. On se

souvient de la propagande insidieuse qui a été faite aux dépens des fonds publics. On se souvient des panneaux-réclame de Jean-François Bertrand qui a été battu à plate couture dans Vanier et qui lui-même, alors que j'étais de l'autre côté, osait dire que moi-même, en tant que député de Louis-Hébert, je ne serais pas à l'Assemblée nationale. Eh bien! Cela me fait plaisir de rappeler aujourd'hui que moi je suis du bon côté de la Chambre et lui n'est nulle part.

Ce petit propagandiste a dépensé 100 000 000 \$ pour faire accroire aux Québécois et aux Québécoises qu'au Québec on s'était donné des forces. Vous pouvez voir par les résultats du 2 décembre qu'on vous a crus qu'on s'était donné des forces au Québec. La preuve en est là avec la poignée de députés qui vous restent. 100 000 000 \$ pour mettre des panneaux-réclame, 100 000 000 \$ pour mettre des spots à la télévision, 100 000 000 \$ pour faire accroire à la population qu'il y avait eu de la création d'emplois au Québec, 100 000 000 \$, plus que Coca-Cola ne dépense pour sa propre publicité. C'est cela qu'a été le régime péquiste, c'est cela qu'a été la propagande insidieuse, cette espèce de publicité trompeuse permanente qu'on ne pouvait s'exempter de voir partout à toute occasion. Il n'y avait rien qu'on pouvait faire. On était inondé par cela.

La population a eu un haut-le-cœur et cela s'est exprimé à votre égard par le vote qui est descendu sur vous le 2 décembre. Vous ne l'avez pas volé. C'est ce que vous méritiez et c'est ce que vous avez eu. C'est ce que nous espérions que vous ayez et je suis content de voir qu'aujourd'hui la population a reconnu que les discours que j'ai eu l'occasion de faire de l'autre côté de la Chambre quand je disais qu'on ne pouvait pas prétendre tromper les Québécois indéfiniment en leur disant qu'au Québec on s'était donné des forces alors qu'on avait 1 100 000 chômeurs et assistés sociaux, qu'on avait un déficit qui dépassait tous les records connus, qu'on se retrouvait avec des investissements qui étaient à la baisse... Malgré tout cela, le ministre des Communications, ce chef d'orchestre de la propagande péquiste, osait dépenser des fonds publics pour nous dire à tue-tête, alors que cela ne nous tentait pas d'entendre des sornettes semblables, qu'on s'était donné des forces au Québec.

Oui, on l'a tu entendu cela! Et cela se faisait aux dépens de la population. Et derrière tout cela il y avait le message que si on s'était donné des forces c'était grâce au Parti québécois, sous-entendu, bien sûr. La population a porté un jugement sur ces tentatives de manipulation.

C'est comme cela que vous avez été jugés. Ce sont des actes comme ceux-là qui vous ont menés où vous êtes actuellement. C'est à la suite de Quebecair, c'est à la

suite de la raffinerie de sucre, c'est à la suite de toutes ces bêtises administratives qui ont été votre apanage pendant de nombreuses années. C'est cela qui vous a menés là.

J'entendais tout à l'heure l'ancien ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation donner un soi-disant cours simpliste en économie, prétendre que la meilleure et la seule façon de relancer l'économie, c'était tout simplement de baisser les impôts des gagne-petits uniquement et de ne pas s'occuper des autres. C'est là une façon extrêmement simpliste de voir les choses. La réalité économique au Québec comme ailleurs en Amérique du Nord dans le régime capitaliste qui est le nôtre - on ne changera pas ce régime, il est ici pour rester - est beaucoup plus complexe que cela.

Ce n'est pas en faisant des affirmations démagogiques de la nature de celles qui ont été faites par l'ancien ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Ce n'est pas comme cela. C'est beaucoup plus complexe que cela. Si on veut que des investisseurs s'en viennent au Québec, si on veut que ces gens qui ont le choix de s'établir à plusieurs endroits, qui ont des offres un peu partout, qui doivent faire un choix selon les avantages qu'on leur offre, selon les ressources humaines qui sont disponibles, selon les ressources naturelles qui sont à leur disposition, selon aussi les tables d'impôt auxquelles ils vont être soumis... Ces gens sont des décideurs économiques et on est en compétition, qu'on le veuille ou non, avec le restant de l'Amérique du Nord en ce qui concerne la venue de ces entreprises.

Ces décideurs économiques regardent les tables d'impôt. Bien sûr il faut tenir compte des gens qui gagnent 20 000 \$, 25 000 \$, 18 000 \$, 15 000 \$. Nous sommes totalement d'accord. C'est une préoccupation constante que nous avons. Mais nous ne serons pas plus avancés, M. le Président, si tout simplement, par démagogie, comme le faisait tout à l'heure le député de Lévis, nous prétendions que le seul moyen de relancer l'économie serait de baisser les tables d'impôt en ce qui concerne les salaires qui sont au bas de l'échelle. Il faut aussi tenir compte des avantages comparatifs qui sont offerts aux gens qui vont avoir à prendre les décisions et qui ont des salaires supérieurs à cela. Nous ne pouvons pas avoir une entreprise qui va s'établir sans que des investisseurs décident de venir ici au Québec, compte tenu de tous les avantages qui leur sont offerts et des inconvénients aussi. Il faut que ces gens soient amenés à prendre une décision éclairée, une décision qui va leur permettre de tenir compte de tous les éléments. Quand j'entendais le député de Lévis faire cette démonstration simpliste, je me disais que, par l'absurde, si sa

démonstration était bonne, la seule façon de vraiment relancer l'économie, en poussant son raisonnement à l'absurde, ça serait d'enlever les impôts purement et simplement, et là tout irait bien dans le meilleur des mondes. Cela serait donc simple, cela serait donc facile.

C'est beaucoup plus complexe que cela. Le paradis péquiste, parce que j'entends parler de paradis, on l'a connu. C'est ce que vous avez tenté de faire accroire à la population pendant neuf ans. C'est ça. Vous avez eu la réponse à ce paradis péquiste que vous avez fait miroiter pendant de nombreuses années. Je sais quelle opinion les jeunes se sont faite de ce miroir aux alouettes. Je sais que les jeunes ont été dupés, que les jeunes ont été trompés, qu'ils se retrouvent dans une situation, actuellement, absolument intolérable. Il n'est pas normal, et le Parti libéral va s'en occuper, que des jeunes qui ont fait leurs études, qui les font de façon brillante à coups de sacrifices se retrouvent actuellement dans une situation où ils ne peuvent pas se trouver d'emplois. Qu'est-ce qui nous manquerait au Québec pour qu'il n'y ait pas d'espoir pour la jeunesse? Est-ce qu'on peut me dire ce que le Québec n'a pas pour que notre jeunesse puisse avoir un avenir? Le gouvernement sortant, l'ancien gouvernement, actuellement, est en train de faire croire à la population qu'ils n'y sont pour rien dans la situation que nous connaissons, que cela ne les regarde pas, que tout simplement ils arrivaient là, ils seraient descendus du ciel et ils arriveraient tout surpris de se trouver dans une situation où il y a un déficit, où il y a beaucoup de taxes et cela ne les regarderait pas. Cela serait quelque chose qui les surprendrait. Ces gens oublient qu'il y a à peine quelques mois ils étaient de ce côté-ci de la Chambre, que ces gens étaient aux commandes du Québec depuis de nombreuses années, qu'ils ont tenté de faire croire à la population qu'ils étaient de bons gestionnaires. On se souviendra du pseudo bon gouvernement qu'on nous avait promis. On se souviendra de cela. On se souviendra de ce qui est arrivé à ce pseudo bon gouvernement. On se souviendra que les portes n'étaient pas assez grandes pour voir sortir les ministres dans le gouvernement précédent. Les portes n'étaient pas assez grandes. Cela sortait à pleines portes à qui mieux mieux. Et là on allait racler les fonds de tiroirs pour voir s'il n'y aurait pas quelqu'un qu'on pourrait dépoussiérer pour essayer de l'asseoir sur les banquettes ministérielles.

C'était à répétition comme cela. On démissionnait pour toutes sortes de raisons. C'est comme cela qu'on prétendait gérer le Québec. Oui, c'est ça. M. le Président, est-ce que le député de je ne me souviens plus d'où pourrait, s'il a quelque chose à dire,

demander la parole et son tour viendra, mais je doute qu'il ait quelque chose d'intelligent à dire. J'en doute fort. Je pense que la seule chose qu'il a pour lui, c'est sa caisse de résonance, ça se termine là. C'est le député de Laviolette, le nom me revient, M. le Président. Les électeurs ont, une fois pour toutes, décidé que le Québec changeait la façon de gouverner ses propres affaires. On faisait confiance à une équipe d'hommes et de femmes qui sont orientés vers l'économie, qui savent ce que c'est que de faire une piastre, qu'est-ce que c'est que d'en faire deux et qu'avant de distribuer la richesse il faut créer cette richesse. Quand j'entendais le chef de l'Opposition, pendant la campagne électorale, redécouvrir à chacun de ses discours l'Amérique en disant: Il faudrait bien, avant de penser à distribuer la richesse, la créer. Eh bien'. Merci beaucoup. C'est ce que nous disions depuis de nombreuses années. En campagne électorale, il nous arrivait avec cela. Quand je le regardais faire son cinéma - parce que cela n'était que du cinéma - je me disais: Au Québec, on a le don de boucler la boucle. Aux États-Unis, on a eu un acteur devenu politicien. Nous nous retrouvions au Québec avec un politicien devenu acteur. C'est ce qui s'est passé, M. le Président.

(17 h 10)

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Terrebonne.

M. Yves Blais

M. Blais: Avant de parler sur le budget et sur le discours inaugural, je veux d'abord vous féliciter, M. le Président, de votre nomination. Je voudrais aussi - c'est la première fois que je parle en Chambre depuis ma réélection - remercier mes électeurs et mes électrices de Terrebonne d'avoir reporté au pouvoir un député souverainiste dans ce comté. Je remercie aussi et félicite mes confrères en Chambre, les 22 qui sont ici, de leur réélection et je félicite les 99 libéraux qui ont été élus. Cela me fait un peu de peine quand même d'en voir autant, surtout qu'il y en a parmi vous qui ont, comme on dit dans le langage électoral, battu des amis de ceux qui ont été réélus dont, entre autres, Huguette, Maurice, Claude et Élie. Trêve de félicitations, M. le Président, je vais me lancer dans mon premier discours de l'Opposition. Contrairement, peut-être, à ce que de l'autre côté on peut s'attendre, je vais essayer d'être d'une tendresse exemplaire.

Je crois que pour le Parti libéral le message inaugural et les engagements qu'il a pris durant la campagne sont exactement identiques. Je veux féliciter le gouvernement actuel pour cela.

Je veux aussi féliciter le gouvernement pour la rigueur administrative, la rigueur

technique de l'écriture de ce budget qui respecte à peu près les 3 100 000 000 \$ ou 3 200 000 000 \$ de déficit, donc qui adopte en fait le budget que nous avions nous-mêmes. Ils ont changé un peu la façon, mais la rigueur en est la même. Je les félicite. Je tiens à leur dire que, pour tenir ce déficit à 3 000 000 000 \$ durant les quatre dernières années, nous avons dû, de ce côté-ci de la Chambre pendant que nous étions de l'autre côté, faire des coupures de 3 500 000 000 \$ dans les quatre dernières années afin que le déficit demeure à 3 000 000 000 \$. C'était un tour de force, mais, par honnêteté administrative, par rigueur, nous nous devons de le faire et nous l'avons fait aux dépens de notre popularité. Cependant, à cause de la crise, nous avons dû être un peu plus draconiens que nous aurions aimé l'être.

La responsabilité d'un gouvernement c'est d'avoir une rigueur administrative pour l'ensemble de la population. Ce sur quoi je félicite le "diseur de Bonaventure" d'avoir exactement écrit sur papier ce que le grand encanteur de la période électorale nous avait habitué à entendre pendant à peu près deux mois. Alors, félicitations jusqu'au discours inaugural. Les promesses de votre campagne électorale, le discours inaugural, cela va très bien ensemble. C'est pour cela que je vous félicite.

Cependant, cela se gâte quand arrive le budget lui-même et les crédits parce que le message inaugural était comme votre campagne électorale, une succession de beaux principes, l'attribution de toutes sortes de montants à à peu près tout le monde.

Vu que votre chef n'est pas là, par personne interposée ce discours a été lu. J'étais très heureux. D'abord, la voix était plus plaisante; l'allure aussi. J'en étais très heureux. Le contenu était tellement analogue à votre campagne électorale que j'ai dit: Incroyable, mais vrai. Bourassa dit vrai, parce qu'on n'était pas habitué à cela de 1970 à 1976.

Mais lorsque les crédits sont arrivés, c'est là que le deuxième jaune de l'oeuf a sorti. Je vous jure que durant l'année qui vient nous allons le crever. Il ne frira pas longtemps dans la poêle de la frime, dans la poêle de la tromperie, du mensonge. Il va péter vite.

Dans ce discours de message inaugural, on dit: Les urgences, les hôpitaux, nous allons nous en occuper. C'est très joli. C'est écrit en toutes lettres. Je ne sais pas qui a écrit ce message pour Mme la vice-première ministre, mais il écrit bien. C'est écrit en toutes lettres, on regarde les crédits: hôpitaux, urgences: zéro.

C'est donc dire que dès qu'arrivent les crédits le Parti libéral ne tient plus le même langage? On ne peut pas vous créditer de la vérité jusqu'à temps que les crédits arrivent.

C'est malheureux et je demande à tous les nouveaux élus du Parti libéral d'oublier un peu l'exubérance et la joie de leur élection et de regarder les chiffres qu'il y a dans les crédits, le damier orange ici. Regardez ce qu'il y a: budget et crédits. Regardez.

Si vous avez quelques difficultés à regarder les promesses qui ont été faites par votre chef qui cherche encore l'étoile de Bethléhem pour se rendre à la crèche ici, si jamais vous regardez vos promesses et vous regardez ce qui est écrit dans les crédits et que vous avez comme une sorte de doute, il y a des gens de l'autre côté que je connais très bien. Il y en a des gens très honnêtes de l'autre côté. Allez les voir. Demandez à la députée de L'Acadie, au député d'Argenteuil, entre autres, au député d'Outremont, allez leur demander si les crédits et le budget correspondent au programme et au moins ces trois-là vont vous répondre: Non. Oubliez l'enthousiasme de la victoire et regardez avant Noël ou après; on a le temps, on a quatre ans. Regardez, vous ne "tofferez" pas cinq ans; vous n'en avez jamais fait plus que trois avec Bourassa. Regardez-les bien.

Ensuite, dans le discours inaugural, on voit: Affaires culturelles. Le peuple québécois avec sa culture, le patrimoine, le cœur vibre. On dirait que les feuilles ont des artères, tant le discours est beau sur les Affaires culturelles. Mon Dieu! Ils ont promis 50 000 000 \$ aux Affaires culturelles. On regarde les crédits: Zéro. Mais, durant votre campagne, vous avez dit qu'il y aurait 50 000 000 \$ par année de mis dans la culture. Zéro! Il ne manque que le cinq! Ce n'est pas beaucoup, cinq.
(17 h 20)

On regarde. Mon Dieu, il y a des belles choses quand même! Il y a des choses extraordinaires. La taxe ascenseur. Moi, je suis content pour les régions périphériques, vous savez. Ah, je jubile. C'est vrai, je suis content. Je suis très content. Mais il ne faut jamais oublier que M. Brouhaha, M. Bourassa, a promis d'abolir la taxe ascenseur à différentes reprises. Là, il dit, et c'est cela qui est machiavélique, c'est là qu'est le leurre: Nous allons abandonner la taxe ascenseur dans les régions périphériques. Il n'abolit pas la taxe ascenseur en soi, qui était censée être inique; il baisse l'ascenseur dans certaines régions moins peuplées parce que cela ne fait pas un gros montant à verser. Sachez que la loi dit: C'est 30 % la taxe sur l'essence. Elle est actuellement à 27,5 %, 28 %, elle est environ de 2 % à 2,5 % plus bas que la loi ne le permet. Mais il ne veut pas arrêter l'ascenseur parce que, quand on va quitter la Chambre, qu'on va avoir dit aux gens à l'extérieur des périphéries: "Vous avez un abaissement de taxes", à Montréal et à Québec, vous allez voir l'ascenseur remonter. Il y a

180 000 000 \$ à aller chercher. C'est de l'argent. Regardez vos promesses électorales: de la frime! De la tromperie! De la duperie! De la bourrasserie! C'est cela! C'est peinant.

Vu que c'est mon premier discours, je ne voudrais pas vous accuser plus longtemps, mais, si vous entendez dire aussi qu'on vous a laissé un gouvernement en faillite, vous avez au moins adopté la même façon de voir les crédits que nous avons adoptée durant les neuf dernières années.

Aussi, nous vous laissons la loi 37 qui fait vraiment votre affaire; elle est extraordinaire dans le contexte actuel. Nous vous laissons la loi 90 sur le zonage agricole, qui a fait du Québec que la terre est de plus en plus nourricière; c'est nous qui vous laissons cette loi 90. C'est sûr qu'il y a eu quelques petits problèmes pour ceux qui, dans les débuts, étaient habitués au patronage et à la spéculation, mais, pour l'ensemble de la population du Québec, c'est une loi extraordinaire que le Parti québécois laisse dans le patrimoine légal de ce Parlement. L'aménagement des MRC, la loi 42. La loi 1 sur le financement des partis politiques; l'épuration des mœurs politiques, c'est fait, vous n'avez plus à le faire, c'est fait; espérons que vous ne la déferiez pas.

On vous laisse une belle série de lois; on vous laisse des finances serrées mais saines, où la rigueur administrative a été là pendant les cinq dernières années, de façon efficace. Je souhaite que vous vous serviez du pouvoir que vous avez actuellement pour le bien de l'ensemble de la population du Québec et non pas seulement pour opérer le virage à droite qu'on peut percevoir, pour ne vous occuper que des grosses compagnies et des riches. Car, très tôt, les travailleurs et les syndicats s'ennuieront de nous, je vous le jure, si vous ne faites pas attention.

Nous sommes ici. Nous avons été de l'autre côté le gouvernement de chaque citoyen du Québec et de chaque citoyenne. Il ne faut pas qu'un gouvernement soit le gouvernement d'une partie de la population; il ne faut pas qu'il en soit ainsi. Je souhaite que, de l'autre côté, ce soit bien compris.

Je souhaite bonne chance à ce nouveau gouvernement parce que le Québec ne peut pas se payer un groupe qui ne surveillerait pas le bien-être de l'ensemble de la population. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président: M. le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

M. Gilles Baril

M. Baril: M. le Président, distingués collègues, je tiens à vous remercier de me permettre de prendre la parole sur ce budget si attendu et si important pour notre région

et, en particulier, pour le comté que je représente, le comté de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

Avant de faire valoir les bienfaits que le budget nous annonce pour notre comté, vous me permettrez, M. le Président, de remercier les électeurs et les électrices du comté de Rouyn-Noranda-Témiscamingue de la confiance qu'ils ont mise en moi le 2 décembre dernier.

Je veux les en remercier sincèrement et profiter de l'occasion qui m'est offerte, en prononçant mon premier discours à l'Assemblée nationale du Québec, pour les assurer que je ferai tout ce que je peux afin d'améliorer leur sort et d'amener une prospérité depuis trop longtemps espérée dans notre comté.

Les mesures contenues dans le budget, que nous approuverons incessamment, sont attendues depuis longtemps dans notre région. En particulier, la diminution de la taxe ascenseur sur le carburant. En fait, elle est attendue depuis le jour où l'ancien gouvernement, heureusement défait le 2 décembre dernier, a institué cette fameuse taxe ascenseur. Saluée comme un coup de génie par nos amis d'en face, puisqu'elle leur permettait de hausser les revenus du gouvernement en taxant secrètement nos concitoyens et concitoyennes, cette fameuse taxe ascenseur n'aura été qu'un coup de mauvais génie. Elle a eu pour conséquence de faire en sorte que le prix de l'essence en vienne à un niveau tellement élevé qu'il a constitué un frein au développement économique de notre région.

Contrairement à ce que pouvait prétendre l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, dans une entrevue qu'il accordait au journal local *La Frontière*, du 12 mai 1982, cette taxe a nui à l'économie de notre région. Laissez-moi vous indiquer de quelle façon.

Plusieurs de nos citoyens avaient pris l'habitude de faire le plein d'essence dans les provinces voisines. Or, non seulement en profitaient-ils pour effectuer des économies sur le coût de l'essence, mais ils profitaient aussi de l'occasion pour faire leurs emplettes dans ces provinces, ce qui ne pouvait que nuire à l'activité économique de nos régions périphériques.

La diminution de la taxe ascenseur ne profitera pas seulement aux consommateurs, aux propriétaires de stations-service ou aux marchands de notre région, mais la diminution et, je l'espère, l'abolition éventuelle pure et simple de la taxe ascenseur auront pour effet de rendre nos entreprises régionales plus concurrentielles. Vous n'avez pas besoin de dessin, M. le Président, pour comprendre que les distances énormes que nous avons à parcourir pour accéder aux marchés des grands centres défavorisent largement nos entreprises

locales. Or, un des effets de la taxe ascenseur était de faire monter le prix de l'essence plus vite dans notre région que partout ailleurs dans la province et même au Canada. Comment voulez-vous que nos entreprises compétitionnent d'égaux à égaux avec les autres entreprises du Québec, avec celles du Nord de l'Ontario quand, en plus d'être défavorisés par les distances, nous l'étions par le prix de l'essence?

Nos entreprises oeuvrant dans le domaine du transport, nos entreprises minières et forestières, qui exportent leur production, profiteront donc elles aussi de la diminution de cette taxe ascenseur qui étouffait le développement économique de notre région. La diminution de cette taxe permettra aussi de diminuer le coût de la vie dans notre région, puisque le coût du transport constitue une des principales causes du fait que le coût de la vie soit un des plus élevés au Québec.

L'avantage le plus immédiat demeure néanmoins que chaque automobiliste ordinaire bénéficiera d'une baisse d'impôt de 175 \$ à 200 \$ par année. Cela fait longtemps qu'on n'a vu une telle baisse d'impôt dans la province de Québec. Cet argent économisé pourra être réinjecté dans l'économie de notre région.

Finalement, ce qui me rend le plus fier d'appuyer ce projet de loi, c'est le fait qu'un des premiers projets de loi présentés par le nouveau gouvernement favorise les régions périphériques dont je suis un des représentants. Trop souvent, nos concitoyens et concitoyennes des régions éloignées ont l'impression d'être négligés, voire oubliés par leur gouvernement. Or, la baisse de la taxe ascenseur démontre que ce ne sera pas le cas sous le présent gouvernement.

Entré en politique pour défendre les intérêts des régions éloignées, je ne peux donc que me réjouir du fait que la taxe ascenseur va diminuer, d'autant plus que l'association libérale du comté que je représente en avait fait son cheval de bataille depuis 1983. Encouragé par ce premier succès, je peux vous assurer que je poursuivrai mes efforts pour qu'une plus grande justice et que d'autres mesures favorables aux électeurs et électrices de notre comté soient adoptées. L'adoption de ce projet de loi me donne l'assurance que les suggestions venant de notre comté seront étudiées sérieusement par notre gouvernement. M. le Président, chers collègues, merci.

(17 h 30)

Le Vice-Président: La parole est maintenant au député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci, M. le Président. Je voudrais, en commençant, vous féliciter et

vous souhaiter bonne chance dans vos nouvelles fonctions. Je voudrais spécialement remercier les électeurs et les électrices du comté de Shefford pour leur confiance renouvelée le 2 décembre dernier. Je peux les assurer qu'ils ne le regretteront pas. Ils pourront compter sur moi pour la même ardeur et la même disponibilité qu'au cours des quatre dernières années.

Je ne peux pas faire autrement que d'intervenir sur cette présentation de budget supplémentaire, parce que l'image que cela donne, c'est une diminution d'impôts et de taxes. Comme législateurs, comme membres de l'Assemblée nationale, on ne peut faire autrement que s'en réjouir sauf qu'il faut regarder, il faut écouter et il faut lire le budget pour s'apercevoir qu'encore une fois la population du Québec vient d'être leurrée. Cela, spécialement pour les gens du comté de Shefford et les autres qui ne sont pas en périphérie. Je dois dire pour les gens du comté de Shefford que, malheureusement, cela ne nous concernera pas tellement, en tout cas pas du côté positif et favorable. Pour ce qui est des carburants, effectivement, cela va toucher les régions. Bravo! J'en suis content pour les régions. Par contre, nous, cela ne nous touche pas.

Pour ce qui est des assurances, on avait entendu, lors du dépôt du budget, les gens de l'Opposition dire que c'était inacceptable comme taxes. Ils avaient même laissé entendre aux contribuables que cela allait être aboli. Quand on regarde présentement ce qui est aboli, c'est seulement une partie, les assurances individuelles sur la vie et la santé. Cela représente seulement quelques dollars par année de déductions. Ce n'est pas vraiment là l'importance de cette mini-session qu'on achève aujourd'hui. Si ce n'est pas là, cela veut dire que c'est au niveau de l'impôt. Qu'est-ce qu'on est venu faire ici? On est venu voter quelque chose qui va permettre aux contribuables de payer moins d'impôt. En tout cas, c'est ce qui semble être exprimé dans le budget. Mais quand on le lit et le relit, on s'aperçoit que c'est tout autre chose à court terme. Pour les contribuables de chez nous, c'est une augmentation d'impôt qu'on est venu voter en décembre 1985, et cela pour l'année 1986. On retrouve dans le mini-budget, le budget supplémentaire, une diminution sur les carburants en régions, une diminution sur les assurances, mais très partielle. Mais pour l'impôt directement, si on ne s'était pas réunis, si on n'avait pas eu ce mini-budget, que serait-il arrivé? Il serait arrivé, à partir du 1er janvier prochain, dans quelques jours seulement, une diminution d'impôt pour tous les contribuables québécois. À compter du 1er janvier prochain, ce qui était prévu par un gouvernement du Parti québécois dans le budget Duhaime déposé en avril 1985, c'était une diminution d'impôt.

Qu'est-ce que vient faire ce fameux petit budget supplémentaire? Il vient dire aux Québécois que ce n'est pas cela qui va se produire. Cette déduction d'impôt est reportée au 1er avril 1986. Cela veut dire pour les contribuables qu'ils vont continuer à payer des impôts plus élevés parce qu'ils ont voté pour le Parti libéral et parce que, aujourd'hui, ce même gouvernement est en train de nous présenter un budget supplémentaire. Le budget supplémentaire, c'est pour couper une déduction d'impôt prévue pour le 1er janvier 1986. Elle va être en vigueur trois mois plus tard. Je veux bien croire qu'on va récupérer. On va récupérer dans combien de temps? Quand on va faire notre rapport d'impôt pour 1986, c'est-à-dire en 1987, dans à peu près 18 mois. Mais pour 1986, pour les gens de chez nous, cela veut dire une augmentation d'impôt sur ce qui était prévu dans le budget du gouvernement du Parti québécois. C'est cela qu'on est venu voter en décembre 1985 avec ce nouveau gouvernement qui vit et qui essaie de faire vivre la population du Québec dans l'illusion. Il est en train de lui faire croire qu'on s'est réunis d'urgence pour baisser les impôts et les taxes alors que la réalité, c'est qu'on vient leur imposer un impôt supplémentaire pour les trois premiers mois de l'année 1986 comparativement à ce qui était prévu dans le budget de M. Duhaime. C'est pour les citoyens du comté de Shefford que je suis venu ici, non pas pour voter, parce que je ne suis pas d'accord, mais ce qu'on est venu faire ici en décembre, c'est dire aux citoyens qu'ils vont payer plus cher d'impôt en 1986 que ce qui était prévu dans le budget de M. Duhaime. C'est cela qu'on est venu faire. Et je ne trouve pas cela correct.

Nous, nous avons prévu des déductions d'impôt à partir de janvier 1986: pour une famille qui gagne 20 000 \$ par année, des déductions de 389 \$ de moins d'impôt à payer par année. M. Bourassa, avec son 1 % de plus - et tout ce qui a été fait en campagne électorale, les contradictions que l'on a entendues - cela équivaut à 10 \$ par année, soit 0,20 \$ par semaine. C'est cela, l'avantage qu'il nous propose. En contrepartie, les 389 \$ de déduction seront en vigueur le 1er avril seulement. Donc, on vient de perdre trois mois de déduction tout de suite après la période des fêtes, au début de 1986, contrairement à ce que nous avions prévu. Donc, je ne pense pas qu'on vient de faire un bon coup.

Cela fait déjà plusieurs heures que j'écoute les débats sur ce budget et je m'aperçois que, du côté du gouvernement, on parle beaucoup d'autres choses mais pas tellement du budget. Et avec raison, car il n'y a pas grand-chose pour être fier, sauf pour les régions périphériques où il y a une baisse du prix de l'essence. Cela, je l'ai déjà

dit, tant mieux. Cela, c'est un point positif et j'en suis très fier. Pour ce qui est des impôts, il n'y a pas à se pêter les bretelles, comme on dit chez nous. Au contraire, cela va nous coûter plus cher que prévu en 1986. Et on nous dit qu'on va le récupérer sur nos impôts, lorsqu'on va faire notre rapport d'impôt de 1986, en 1987; peut-être, parce qu'il va y avoir deux budgets d'ici là. Deux budgets seront déposés: un le printemps prochain plus un autre au printemps 1987, sans compter les budgets supplémentaires dont un est déjà promis pour mars prochain, s'il n'y a pas d'autres changements. On est venu ici pour faire un "show" politique durant cette semaine. On est venu faire croire aux Québécois qu'on diminuait les impôts alors qu'on fait le contraire. Pourquoi? Parce qu'on l'avait promis en campagne électorale.

On vient faire semblant de tenir toutes nos promesses mais après... Surveillez bien l'après. C'est cela qui est inquiétant. Vous savez, en campagne électorale, on en a entendu de toutes sortes. On a entendu dire, par exemple, avec raison que c'était inacceptable que le Québec soit autant taxé, que les Québécois paient autant d'impôt et de taxes en insinuant toujours que c'était de la faute du Parti québécois. Mais la réalité est tout autre. C'est sous le gouvernement de Robert Bourassa, entre 1970 et 1976, que les Québécois sont devenus les citoyens les plus taxés en Amérique du Nord. C'est sous le gouvernement de M. Bourassa lui-même qu'en 1976 seulement, il a augmenté les impôts et les taxes de 630 000 000 \$ dans une seule année. Quand on a pris le pouvoir, en 1976, on payait 20 % de plus de charges fiscales qu'en Ontario, nous, les Québécois. Et cela, c'était dans une période d'abondance entre 1970 et 1976. Nous, en 1985, alors qu'on a traversé une crise économique sans précédent, on a réussi à diminuer cet écart à moins de 9 %.

On a entendu aussi, tout au cours de la campagne électorale, le gouvernement du Parti québécois se faire traiter de gouvernement de nouvelles taxes, comme si nous avions apporté une série de nouvelles taxes sans bon sens, sans limite. La réalité, c'est quoi? Il serait peut-être bon de le rappeler. Nous avons aboli des taxes sur les vêtements, les textiles, les chaussures, les meubles, les chambres d'hôtel. Qui a aboli le péage sur les autoroutes? C'est encore le gouvernement du Parti québécois. Sur les droits successoraux et sur les dons? C'est encore le Parti québécois.

Qui a diminué les impôts spécialement pour les petits salariés et pour les familles? C'est encore le gouvernement du Parti québécois. Et même ce qu'on retrouve là-dedans, ce qu'il y a de bon et ce qui était promis pour le 1er janvier 1986, c'était encore dans le budget de M. Duhaime,

ministre sous un gouvernement du Parti québécois. C'est facile d'essayer de créer des illusions, sauf que des illusions, on peut en créer quand on est dans l'Opposition, mais je pense qu'on ne peut pas se le permettre quand on est au pouvoir. Il va donc falloir être plus réaliste.

On a déposé hier deux documents presque en même temps, deux documents dans la même journée: l'énoncé de budget supplémentaire et les crédits supplémentaires. Les deux sont censés se compléter et les deux sont en train de nous prouver qu'effectivement on a leurré la population. Un exemple: à mon avis, on ne peut pas passer par-dessus parce que c'est trop important. Ce fut même un sujet trop important durant la campagne électorale pour ne pas le rappeler aux citoyens.

(17 h 40)

Tout au cours de la campagne électorale, M. Bourassa s'est promené au Québec avec ses candidats pour dire que la situation dans les hôpitaux était intolérable. On a même comparé ça à de la médecine de guerre. On a même dit que c'était comme au Liban. C'est incroyable d'entendre un semblable langage en 1985, mais c'est le langage de M. Bourassa. C'était inacceptable. On avait des solutions à tout et spécialement dans les services de santé. On avait des solutions toutes trouvées et, parmi ces solutions, dès qu'on prendrait le pouvoir, on investirait 150 000 000 \$ dans ce secteur.

Qu'arrive-t-il, M. le Président, alors qu'on est en session et qu'on pourrait se le permettre? C'est le contraire, on ne retrouve pas les 150 000 000 \$ pour régler le problème des hôpitaux. Hier, lors de l'étude des crédits, on a entendu la titulaire du ministère dire qu'on étudiait, qu'on allait voir comment on allait régler ça dans les mois à venir, alors qu'en campagne électorale on nous disait connaître toutes les solutions puisqu'on était depuis neuf ans dans l'Opposition du côté libéral, prêts à prendre la relève immédiatement et à régler ce problème qui était très urgent. C'était même la première priorité. Pourtant, on ne retrouve les 150 000 000 \$ dans aucun des deux documents. Pis encore! Non seulement on ne les retrouve pas comme 150 000 000 \$ de nouvel argent investi dans le secteur de la santé, mais dans les crédits supplémentaires, M. le Président, on retrouve 20 000 000 \$ qu'on vote alors que nous, nous avions près de 140 000 000 \$ qui allaient être votés pour les services de santé. Ce sont 140 000 000 \$ à 150 000 000 \$ qu'on avait annoncés en crédits supplémentaires pour régler les problèmes aigus, les problèmes urgents qu'on retrouve dans les salles d'urgence, entre autres.

Donc, non seulement on ne retrouve pas les 150 000 000 \$ promis, mais on coupe en

même temps dans les crédits supplémentaires plus de 100 000 000 \$ qui étaient déjà engagés et, dans bien des cas, qui étaient déjà annoncés. Dans les services sociaux et de santé, ce ne sont pas seulement les 150 000 000 \$ qu'on avait promis qu'on ne retrouvera pas; ce sont 100 000 000 \$ qu'on enlève. C'est un manque à gagner dans le réseau de 250 000 000 \$ dès maintenant.

Que l'on ne vienne pas nous dire qu'on n'avait pas les moyens parce que, en pénalisant les contribuables québécois en ne leur permettant pas d'avoir une déduction d'impôt dès le 1er janvier 1986, mais en reportant ça au 1er avril 1986, le gouvernement met dans ses poches 103 000 000 \$ qu'il va chercher dans les poches des contribuables. Il n'aurait pas dû aller les chercher parce qu'on s'était engagé, dans le budget Duhaime, à les enlever. S'ils avaient voulu investir dans la santé, ils en étaient capables parce qu'ils avaient 103 000 000 \$. Ils ne l'ont pas fait, ils ont décidé, pour l'image encore une fois, parce que c'est un gouvernement d'image, d'irresponsabilité, de les enlever dans le déficit.

Donc, les 103 000 000 \$ qui auraient pu servir, qui sont perçus dans la poche des contribuables, au lieu de les utiliser pour ce qui était la première priorité, l'urgence nationale en campagne électorale, non, on ne les consacre pas aux services de santé, au mieux-être de la population, on va les reporter plutôt en déduction au déficit. C'est le choix qu'a fait le gouvernement Bourassa.

On nous promet qu'on va régler tous ces problèmes-là. Comment va-t-on remplir les promesses qu'on a faites en campagne électorale du côté libéral? On nous dit: On verra. Mais une chose est déjà annoncée en plus, c'est qu'il y aura des coupures et, d'après le ton dont cela a été dit par le nouveau ministre des Finances, cela va être aussi des coupures sévères, sérieuses et importantes. Il faut donc s'attendre à des compressions en plus. On se permet en même temps de diminuer le déficit et on continue dans les compressions, ce qu'on nous reprochait, M. le Président.

Il faudra donc faire attention. Il faudra, nous, en tout cas, de l'Opposition, nous assurer que les engagements vont être tenus parce qu'ils ont été pris publiquement. Lorsque les engagements de M. Bourassa ont été pris, il a même dit aux journalistes qu'il savait où il prendrait l'argent et que cela ne l'inquiétait pas parce qu'il connaissait l'état des finances du Québec.

On retrouve dans le mini-budget ici que l'état des finances est effectivement ce qu'on avait dit puisqu'on retrouve le même déficit. Donc, nous laissons des finances saines et claires. Il faut maintenant surveiller parce qu'on a fait des promesses de l'autre côté au-delà de ce qu'on pouvait

se payer, alors que nous n'en avons pas fait. On va se permettre d'être sévère comme Opposition, pas critiquer pour critiquer, mais d'être sévère pour s'assurer que l'état des finances du Québec va rester dans la même situation et n'ira pas en empirant.

Il faudra aussi arrêter de penser qu'on peut dire n'importe quoi parce qu'on a été élu avec 99 députés. Je pense qu'on ne peut pas se le permettre. On vient de le faire une fois et vous allez voir que cela va sortir rapidement quand les Québécois vont s'apercevoir que ce mini-budget est plus une augmentation globalement pour l'année 1986 qu'une diminution. Il ne faudra pas répéter cela trop souvent parce que les Québécois ne le prendront pas. Ils ont peut-être voulu du changement, vous allez nous dire, parce que vous êtes 99, mais ce n'est pas une raison pour se venger encore une fois sur le dos des mêmes Québécois.

Je pense qu'il faudra être beaucoup plus prudent que cela. Avec ce budget, j'ai vraiment l'impression que je suis venu, moi, beaucoup plus pour donner de l'argent au gouvernement que pour en laisser dans les poches des contribuables québécois. À preuve, on va récupérer 103 000 000 \$ en n'apportant pas de déductions dès le 1er janvier et on va retourner de l'autre main 50 000 000 \$ sur les carburants et les assurances. Cela veut dire que le gouvernement vient d'aller chercher 53 000 000 \$ de plus dans les poches des contribuables québécois.

Je ne pense pas que ce soit la façon de dire merci aux Québécois. Je pense qu'ils vont s'en rendre compte. Mais, en tout cas, je dois dire, pour les citoyens du comté de Shefford, que ce n'est certainement pas un cadeau de Noël qu'ils viennent de recevoir avec ce budget.

En terminant, M. le Président, je me permets, quand même, de souhaiter bonne chance au nouveau gouvernement parce que c'est le gouvernement que les Québécois et les Québécoises se sont donné. Un joyeux Noël, évidemment, spécialement aux gens de mon comté et à vous, M. le Président. Merci.

Le Vice-Président: J'accorde maintenant la parole au député de Saint-Hyacinthe.

M. Charles Messier

M. Messier: Merci, M. le Président, je voudrais, à mon premier discours à l'Assemblée nationale, dédier mes remerciements à la population d'un des plus beaux comtés du Québec, soit le comté de Saint-Hyacinthe. Cette annonce n'est pas singulière en soi, car, toutes proportions gardées, la région de Saint-Hyacinthe possède les atouts nécessaires à son développement industriel et agricole. De là, le titre de capitale agro-

alimentaire.

M. le Président, les citoyens et citoyennes de Saint-Hyacinthe ont compris le 2 décembre dernier que l'on ne pouvait pas se payer le luxe d'être dans l'Opposition. Ce geste s'est répété à 98 reprises dans tout le Québec. Lorsque des milliers d'électeurs et d'électrices disent démocratiquement qu'ils appuient ou désavouent un gouvernement, on devient plus conscients, comme élus du peuple, du fardeau politique de nos gestes. Ce balayage politique marque une nouvelle ère où la place à l'initiative individuelle sera respectée. Le contrôle des fonds publics ne sera pas utopique. Le développement économique sera en conciliation avec l'environnement. Voilà des raisons et des motivations profondes que les électeurs et électrices du Québec se sont données pour se doter d'un gouvernement libéral.

Dans les annales politiques de Saint-Hyacinthe, je suis le plus jeune député depuis la Confédération canadienne. Cette marque de confiance me touche particulièrement et j'en remercie la population maskoutaine. Je voudrais assurer mes concitoyens que je saurai être à la hauteur de ce poste prestigieux. Pour ce faire, je dois prioriser mon approche, prioriser mes interventions. Donc, concrètement, je m'impliquerai à fond dans les domaines tels l'agriculture, le travail et la main-d'oeuvre, les services sociaux.

Cela étant dit, je dois d'ores et déjà dire que le présent gouvernement saura être à la hauteur de mes aspirations autant par le discours d'ouverture que par le discours sur le budget. Les éléments énoncés répondent aux besoins des citoyens. Ce budget de transition officialise notre capacité de vouloir passer à l'action. Depuis quelques jours que nous sommes au travail officiellement, des gestes concrets ont été posés. Donc, après le discours, l'action.

En voici un exemple. Mme la vice-première ministre, Mme Bacon, mentionnait lors du discours d'ouverture: "Le gouvernement veut donc accélérer considérablement le développement agricole et agro-alimentaire et apporter des solutions concrètes aux problèmes financiers des producteurs agricoles, à ceux de la relève et de la femme collaboratrice." La solution adoptée en cette Chambre propose sur les crédits supplémentaires accordés au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, un montant de 25 000 000 \$. On a trop vu le député de Lévis se gargariser avec ses réalisations, mais il faut savoir que, si le présent gouvernement n'était pas intervenu pour débloquer des fonds supplémentaires, les subventions à l'établissement pour la relève agricole tombaient le 31 décembre. Le gouvernement libéral reconduit donc d'ici le 30 juin 1986 les particularités de ce programme.

(17 h 50)

Il est évident que le discours sur le budget tient compte de l'héritage du dernier gouvernement. Je lisais dans la Presse de mercredi que le déficit du Québec n'est pas de 3 200 000 000 \$, mais bien de 5 000 000 000 \$, une sous-évaluation de 2 000 000 000 \$. Encore plus, M. Châtelain, le Vérificateur général, un homme apolitique, met en doute la crédibilité du précédent gouvernement, met en doute la transparence du gouvernement péquiste. Il a parfaitement raison; même la population du Québec a mis en doute leur crédibilité en n'élisant qu'une vingtaine de députés péquistes.

Peut-être que les électeurs et les électrices de ces comtés n'ont pas eu assez de temps pour dépister l'incompétence de ceux qu'ils ont réélus. On est habitué, avec les péquistes, à certaines fantaisies. Un oubli de 500 000 000 \$ à l'Éducation, 400 000 \$ pour Diane Dufresne, l'achat de Quebecair, Asbestos Mine et j'en passe. La dernière trouvaille, l'oubli de 2 000 000 000 \$. Vous comprenez donc le verdict du 2 décembre dernier.

Le discours sur le budget répond aux aspirations des Québécois et des Québécoises et confirme hors de tout doute que le Parti libéral du Québec tient ses engagements. Il était fait mention en campagne électorale d'abaisser le déficit budgétaire. Le gouvernement prend les moyens pour le faire. Pour l'année budgétaire 1985-1986, l'équipe ministérielle prendra les mesures nécessaires pour réduire de 90 000 000 \$ le présent déficit.

M. le Président, lors de cette campagne électorale, il était fait mention de redresser la fiscalité en la rendant comparable à celle de nos voisins. Le gouvernement libéral, par sa volonté d'agir, vient libérer 700 000 contribuables de 84 000 000 \$ en avançant d'un an la table d'imposition. De même, il a été fait mention de réduire la taxe sur les carburants. Nous venons de réduire le taux de la taxe de 30 % à 20 % pour les régions périphériques. Cela représente une baisse de 0,044 \$ pour l'essence ordinaire sans plomb, au total une réduction de 54 000 000 \$.

Une autre réalisation qui tient compte de nos engagements a trait à la taxe de vente sur les primes d'assurance. Le gouvernement libéral annonce l'exemption de la taxe sur les primes d'assurance-vie individuelle et sur les primes d'assurance individuelle contre la maladie et les accidents. Ces exemptions représentent pour les contribuables une réduction de taxe de 54 000 000 \$ en pleine année. Les engagements majeurs tels que la réduction du déficit, le redressement de la fiscalité, la réduction de la taxe sur les carburants, l'exemption de la taxe sur l'assurance-vie individuelle, autant de réalisations en quatre jours que d'engagements pris pendant la

campagne électorale. Le seul regret que j'ai aujourd'hui, c'est de constater que le gouvernement que l'on remplace n'a pas été libéral avant aujourd'hui.

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole au député de Bourget.

M. Claude Trudel

M. Trudel: M. le Président, j'avais d'abord l'intention de traiter d'un sujet plutôt sérieux. J'y reviendrai probablement tantôt. Ce sujet sérieux est, pour l'est de Montréal, la zone d'entreprises dont on a parlé lors de la dernière campagne électorale.

Mais avant tout, voici près de trois longues heures que j'écoute avec autant de patience que vous - M. le Président, peut-être que je ne suis pas aussi habitué que vous - les âneries, quelquefois, de l'Opposition. J'écoutais, entre autres, le chef de l'Opposition, mon puissant voisin de l'est de Montréal, nous parler, à nous du gouvernement, surtout à ceux qui sont nouveaux. M. le Président, je me considère encore comme tel, puisque j'ai un huitième jour d'expérience parlementaire aujourd'hui, donc, je ne me considère pas comme ayant beaucoup d'expérience parlementaire.

Je réprouvais, quand même, le ton à la fois paternaliste, voire, à l'occasion, malheureusement, condescendant que le chef de l'Opposition avait en s'adressant aux nouveaux députés élus par la population du Québec. Dans son approche tout à fait traditionaliste, tout à fait traditionnelle, dans son discours tout ce qu'il y a de plus traditionnel, je me disais qu'au fond le véritable parti conservateur du Québec se trouve à votre gauche.

J'ai appris hier du député de Lévis qu'il parlait véritablement en connaissance de cause en traitant de l'autosuffisance. Je dois dire à mon collègue et ami, que je connais depuis bien des années, que si le programme du Parti libéral du Québec est de la frime - mon collègue et ami de Terrebonne est maintenant parti et je trouve malheureux qu'il ne soit pas ici, mais je pense qu'il ne croyait pas vraiment à ce qu'il disait quand il nous disait cela tantôt - il en serait peut-être le joker.

M. le Président, pour revenir à des choses plus...

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre!

M. Trudel: Je suis habitué à voir le chef de l'Opposition à mes côtés dans l'est de Montréal. Je vais traiter d'un problème qui doit quand même l'intéresser; je suis sûr que cela l'intéresse. Il n'en a pas parlé

beaucoup durant la campagne électorale et je le comprends parfaitement, M. le Président. Ce n'est pas un reproche que je lui fais, cette fois. Je comprends que ses importantes fonctions l'appelaient à se promener dans tout le Québec. On a vu que cela a failli lui coûter la victoire le soir du 2 décembre dernier.

Je vais traiter d'un problème qui est celui de la situation que je qualifiais hier de désastreuse dans l'est de Montréal et de la solution que l'équipe libérale de l'est de Montréal a proposée, avec mon collègue de Maisonneuve, mon collègue de Lafontaine, le ministre délégué aux PME, bref, ce qui deviendra un jour le caucus des députés de l'est de Montréal.

Je veux parler, M. le Président, de la zone d'entreprises. On sait que, depuis des années, le tissu industriel de l'est de Montréal craque de toute part. Les mises à pied, les fermetures d'usines se multiplient dans ce qui était, jusqu'à il y a dix ans, le fleuve industriel de Montréal. La zone industrielle de l'est de Montréal s'est développée, vous le savez, le long du Saint-Laurent, au sud de la rue Sherbrooke, du boulevard Pie IX, jusqu'aux abords de l'ancienne piste de courses Richelieu. À la hauteur de Montréal-Est, la zone industrielle se prolonge jusqu'au nord du boulevard Métropolitain de façon à inclure les raffineries. Ces raffineries et les grandes entreprises la fabrication lourde dominaient, jusqu'à récemment, la zone industrielle du sud-est de Montréal. Ces deux secteurs ont été très touchés par la crise. Dans le secteur des raffineries, il en a été longuement question hier, Esso, Texaco et BP ont fermé depuis trois ans; Gulf est menacée à son tour. Plus de 1500 emplois sont ainsi disparus ou disparaîtront. Je ferai remarquer au député de Lévis - je me souviens, je suivais, à l'époque, d'un autre poste, les débats parlementaires et, au tout début de son mandat, le ministre affichait moins de suffisance qu'il n'en affiche maintenant - qu'il est le seul survivant d'une région qui a manifesté carrément sa volonté de changement il y a deux semaines.

Si on me permet, M. le...
(18 heures)

Le Vice-Président: M. le député de Bourget, je dois vous interrompre. Puisque nous sommes rendus à 18 heures, il faut le consentement des membres de cette Assemblée pour poursuivre nos travaux. Y a-t-il un tel consentement? M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Du côté de l'Opposition, M. le Président, il y a effectivement consentement pour poursuivre nos travaux.

Le Vice-Président: Donc, vu le consentement, nous pouvons poursuivre les

débats et la parole revient à nouveau au député de Bourget.

M. Trudel: Je remercie le chef de l'Opposition et mon puissant voisin encore une fois de son amabilité à mon endroit. Si le malheureux candidat à la présidence du Parti québécois peut me laisser maintenant continuer, j'aurais quelques idées un peu plus sérieuses que celles qu'il a exposées au début de l'après-midi à donner à cette Chambre.

Je disais donc, M. le Président, avant d'être interrompu par vous selon notre règlement, que, dans l'industrie de fabrication lourde, plusieurs gros employeurs de l'est de Montréal ont été, eux aussi, gravement touchés. Bombardier, on le sait, diminue progressivement son niveau d'activité. Il reste à peine 200 employés. Il y en avait près de 1500 en 1976. La Canadian Steel Foundries qui fabrique des pièces de wagons de chemins de fer a vu ses emplois diminuer radicalement passant de plus 1500 employés en 1976 à quelques centaines sous peu.

On pourrait aussi parler de Versatile Vickers, on pourrait parler de SKD Technologies dans le comté du chef de l'Opposition, à Anjou, on pourrait parler de Daoust-Lalonde, 300 employés, de la rue Hochelaga, La Parisette, 175 employés. Bref, M. le Président, je l'ai dit hier, au cours de la motion de la députée de Maisonneuve, je le répète, l'est de Montréal est en train de craquer.

La solution proposée par les candidats libéraux à l'occasion de la dernière élection est celle de la zone d'entreprises. On sait, M. le Président, que cette zone d'entreprises est la principale innovation en matière de développement économique pour revitaliser la zone industrielle en déclin. Le succès de la formule, à l'origine américaine, adoptée en 1981 par les États-Unis, témoigne de son efficacité.

Bien que le concept puisse varier d'une ville et d'une région à l'autre, les constances que je vais vous résumer émergent quand même. Les zones d'entreprises sont établies dans des milieux industriels vieillissants. C'est, on le sait bien, le cas de l'est de Montréal. Une zone d'entreprises est délimitée géographiquement mais dépasse le périmètre des parcs industriels qui sont peu pertinents dans les vieilles zones industrielles.

Une zone d'entreprises implique la collaboration de plusieurs niveaux de gouvernement: municipal, provincial, fédéral dans le cas qui nous occupe. Une zone d'entreprises offre trois types d'avantages: assistance financière, entraînement de la main-d'oeuvre, déréglementation. Cette assistance financière peut prendre quatre formes: subventions à l'investissement, rabais de taxes foncières et d'impôts, prêts à taux privilégiés, subventions

pour les coûts de formation de main-d'oeuvre. Parlant de cette main-d'oeuvre, l'entraînement de celle-ci implique le recrutement du personnel, l'organisation de programmes de recyclage, la prise en charge des frais de déménagement, la mise en oeuvre de programmes de temps partagé, etc.

Enfin, la déréglementation porte sur tout ce qui n'affecte pas la santé et la sécurité des travailleurs. De plus, des processus expéditifs sont mis en oeuvre pour accélérer les approbations. Les députés ministériels de l'est de Montréal se sont engagés à fournir le leadership nécessaire, en concertation avec les organismes d'affaires tels la chambre de commerce, les syndicats actifs dans le secteur, pour amener le gouvernement fédéral et les instances locales à mettre sur pied une zone d'entreprises dans l'est de Montréal en concertation avec notre gouvernement.

La zone d'entreprises de l'est de Montréal sera maintenue jusqu'à ce que 2500 nouveaux emplois permanents dans de nouveaux établissements soient créés. De plus, la zone d'entreprises permettra aux entreprises existantes de se moderniser pour protéger les emplois existants. Cette zone sera délimitée par le boulevard Pie IX à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord, l'ancienne piste Richelieu à l'est et le fleuve au sud. De plus, la zone des raffineries au nord de la rue Sherbrooke sera incluse.

Je le disais hier et je le répète, le développement économique a toujours été, est et demeurera la priorité des priorités du nouveau gouvernement. À l'échelle du Québec comme à l'échelle de la vaste région de Montréal, cette priorité se traduit par l'obsession de la création d'emplois permanents. Oui, M. le Président, ainsi que le disait la vice-première ministre lundi dernier, l'équipe libérale est au travail.

Le Vice-Président: Je donne maintenant la parole au député d'Iberville.

M. Jacques Tremblay

M. Tremblay (Iberville): M. le Président, chers collègues, permettez-moi tout d'abord de remercier les électeurs du comté d'Iberville de m'avoir affirmé leur confiance lors du scrutin du 2 décembre dernier. Comme vous le savez, le comté d'Iberville est riche en potentiel humain, agricole, industriel, touristique, commercial et autres. Il est également rempli de Québécois et de Québécoises qui ont fait leur marque, et tous désirent apporter leur contribution pour redonner la prospérité à la société québécoise. Comme dans tous les comtés du Québec, le chômage et la fiscalité, la surréglementation sont des préoccupations journalières des citoyens de mon comté.

Je me réjouis lorsque je lis, à la page 7 de l'énoncé de politiques budgétaires du ministre des Finances, les cinq principes que nous avons défendus tout le long de la campagne électorale. En déposant un budget aussi rapidement après l'élection, notre chef Robert Bourassa a démontré la volonté ferme de passer à l'action dans le meilleur intérêt des Québécois et des Québécoises. Par une baisse des taxes et des impôts, le ministre des Finances démontre clairement son intention d'encourager l'ardeur au travail en rendant plus compétitive notre fiscalité vis-à-vis de l'Ontario. Le Québec n'est pas situé dans l'Europe de l'Est. Il est en Amérique et il faut en tenir compte. Combien c'est important une fiscalité appropriée. Combien d'entreprises, combien de sièges sociaux ont quitté Montréal pour des lieux plus cléments, où ils ont trouvé une fiscalité plus équitable et réaliste pour favoriser leurs cadres supérieurs et autres.

Si on faisait une enquête rapide, on s'apercevrait que, à la suite d'une cascade d'augmentations de taxes et d'impôts qui ont caractérisé les neuf dernières années, aujourd'hui des dizaines de milliers de Québécois n'ont plus de job. En changeant de gouvernement le 2 décembre dernier, les Québécois et les Québécoises ont clairement démontré qu'ils voulaient non seulement changer de parti politique au pouvoir, mais encore un changement d'attitude global, et c'est pour cela qu'ils ont élu, le 2 décembre dernier, le Parti libéral du Québec. Ce qui m'a frappé dans les dernières années, c'est l'insouciance des conséquences qu'ont sur les coûts de production des entreprises les augmentations de taxes directes et indirectes du gouvernement en place.

Que ce soit la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, la taxe ascenseur sur l'essence, la taxe sur les assurances, etc., les taxes à la consommation de toutes sortes, toutes ces taxes directes ou indirectes viennent augmenter les coûts des produits fabriqués au Québec. Avec plus de taxes personnelles aussi, les Québécois commandent des salaires de plus en plus élevés. Tout ça a eu pour conséquence des produits plus chers pour les consommateurs québécois. Comment voulez-vous que nos entreprises concurrencent avec les voisins, l'Ontario et les États-Unis, ou avec les pays asiatiques ou du tiers monde. Déjà nos entreprises évoluent dans un marché de 6 000 000 et répondent à des exigences de réglementation de plus en plus contraignantes.

(18 h 10)

Nous avons au Québec des travailleurs et travailleuses des plus dynamiques et des plus compétents et un esprit d'entrepreneurs probablement unique au monde. Mais l'État québécois était dirigé par des gens qui ne tenaient pas compte de la

réalité économique. Heureusement, le gouvernement a changé. Ils ont entretenu les Québécois et les Québécoises dans l'illusion de la richesse. Pendant qu'il y avait des fuites de capitaux, des fuites d'emplois et des Québécois hors du Québec, on augmentait sans cesse la dette à long terme du Québec pour payer des comptes payables au jour le jour, communément appelés "factures d'épicerie". Ça, M. le Président, cela s'appelle de l'administration irresponsable.

On vient nous dire que le Québec a traversé une période de crise économique. C'est vrai, mais l'Ontario aussi en a traversé une. On sait que l'industrie automobile est peut-être l'industrie qui a été la plus touchée et on sait qu'au Québec il n'y en avait pratiquement pas. Quelques chiffres veulent en dire long sur l'industrie manufacturière au Québec. Je ne veux pas être alarmiste, mais il est bon de souligner pour les parlementaires le fait que le Québec est en train de se désindustrialiser. Statistique Canada rapportait, ce qui a été publié dans la Presse il y a quelques mois, que dans les dix dernières années au Québec on perdait 41 000 emplois dans le secteur manufacturier. Pendant le même temps, l'Ontario en gagnait 144 000. C'est le résultat.

Il y a un de mes amis qui vit à Toronto depuis longtemps. Il me disait: Jacques, on n'aurait pas pu se payer à Toronto un commissaire industriel meilleur que le Parti Québécois.

M. le Président, je suis fier de l'annonce faite dans le budget concernant la baisse de la taxe sur l'essence dans les régions éloignées des grands centres. Quand on pense que pendant deux décennies... Excusez-moi, Mme la Présidente, je n'avais pas remarqué, excusez-moi. Mme la Présidente, pendant deux décennies, les différents paliers de gouvernement donnaient des subventions pour développer le secteur manufacturier des régions éloignées et pendant une couple d'années la taxe ascenseur a annulé complètement ces effets-là. De plus, elle a causé des augmentations de coût de transport qui rendent pour ces mêmes industries la concurrence difficile. Quelle absurdité!

Les jeunes des années soixante et soixante-dix qui sortaient des écoles et universités étaient absorbés en bonne partie par l'État ou par le projet de la Baie James. Les jeunes actuellement ont un problème majeur: l'État ne grandit plus. Aujourd'hui, on ne peut plus compter que les jeunes travailleurs seront absorbés par l'État. Il faut absolument, avec fermeté, stimuler le secteur privé afin qu'il crée les emplois nécessaires. Je pense que cette stimulation est commencée par le budget réaliste qui a été présenté par le ministre des Finances.

Je tiens à vous dire, ayant passé dix-

neuf ans de ma vie dans l'industrie, que nous avons au Québec des travailleurs, des travailleuses ainsi que des chefs d'entreprise très créatifs, imaginatifs et remplis de détermination. Il n'en tient qu'à l'État de préparer les conditions propices pour que ces talents servent à redonner au Québec la prospérité. Je suis convaincu que c'est ce qui se passera avec le gouvernement libéral actuel au bénéfice de tous les Québécois et Québécoises. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Je cède la parole au député de Frontenac.

M. Roger Lefebvre

M. Lefebvre: Merci, Mme la Présidente. Permettez-moi à mon tour de vous féliciter pour votre élection à la vice-présidence. Je suis convaincu que vous saurez vous acquitter de votre tâche avec efficacité et objectivité.

Mme la Présidente, je voudrais, à l'occasion de ma première intervention de fond en cette Chambre, d'abord remercier les électeurs et électrices du comté de Frontenac qui ont, le 2 décembre 1985, décidé majoritairement de refaire Frontenac avec le Parti libéral du Québec et son candidat. J'ai souvent mentionné au cours de la toute récente campagne électorale que je voulais participer, au sein du prochain gouvernement libéral, à la relance économique du Québec et de Frontenac. Je remercie les gens de mon comté de m'avoir répondu de façon si éloquente le 2 décembre 1985. Je veux également les assurer que je saurai me montrer digne de cette marque de confiance.

Vous savez, Mme la Présidente, le comté de Frontenac n'a pas eu la vie facile au cours des dernières années. Le comté de Frontenac, à toutes fins utiles, a été abandonné à son sort au cours des trois ou quatre dernières années. Aucun dossier majeur n'a été réglé au cours de cette période. J'en ai, d'ailleurs, abondamment parlé au cours de la campagne électorale. Je suis persuadé que ce gouvernement libéral, le nouveau gouvernement libéral rebâtera la confiance des gens de Frontenac et leur donnera espoir dans l'avenir.

Mme la Présidente, le discours inaugural du 16 décembre et le discours sur le budget auront permis à toute la population du Québec de constater que le nouveau gouvernement libéral entend mettre rapidement à exécution son plan d'action énoncé au cours de la toute récente campagne électorale et, également, respecter ses engagements.

J'aimerais d'abord revenir sur certaines politiques énoncées dans le discours sur le budget qui m'apparaissent fondamentales pour l'avenir des Québécois et des Québécoises. On a, au cours des derniers jours,

abondamment parlé du nouveau ministère de la Privatisation. On en a parlé lors du discours inaugural. Le discours sur le budget traite également de cette intention du nouveau gouvernement d'examiner la pertinence pour le gouvernement d'être impliqué dans autant de sociétés d'État.

Mme la Présidente, le prochain gouvernement veut évaluer et examiner la multitude de sociétés d'État existant au Québec. Le nouveau gouvernement entend savoir où et comment sont investis les deniers publics. Le nouveau gouvernement veut, comme le dit le programme du Parti libéral du Québec "Maîtriser l'avenir", réévaluer les buts et orientations des sociétés d'État.

Cette intention ferme du nouveau gouvernement n'est pas nouvelle. Nous en avons, en effet, abondamment parlé pendant la campagne électorale. Le résultat du 2 décembre 1985 m'indique clairement que les Québécois sont d'accord avec cette démarche du nouveau gouvernement.

Cette décision du nouveau gouvernement d'évaluer les sociétés d'État ne signifie pas la privatisation automatique des sociétés d'État qui seront évaluées. Privatiser si nécessaire, mais pas nécessairement privatiser. Dans certains cas, vous savez, on ne pourrait trouver preneur, même si on voulait vendre certaines des sociétés d'État en question. J'en ai pour exemple la SNA et ses filiales qui existent dans mon comté de Frontenac.

Vous savez, les réactions de nos amis de l'Opposition, qui continuent, d'ailleurs, au moment où je parle, m'ont un peu surpris. On a reproché au nouveau ministre de la Privatisation son intention d'examiner, de vérifier, de consulter avant d'agir. Peut-on comprendre une prise de position semblable de la part de l'Opposition? Lorsqu'on vérifie l'attitude et la façon d'agir de l'ancien gouvernement dans différents dossiers au cours des dernières années, on peut effectivement comprendre pourquoi l'Opposition s'exprime ainsi.

Rappelons-nous la fameuse loi sur les pourboires. On légifère, on consulte, on recule. Souvenons-nous de la loi sur les vins dans les restaurants. On légifère, on consulte, on recule. Parlons du fameux dossier qu'on devra, nous, reprendre à zéro, la tentative de privatisation de certaines succursales de la SAQ. On légifère, on consulte, on recule. La Société nationale de l'amiante, qualifiée de canard boiteux par Jacques Parizeau. On nationalise pour après chercher refuge dans les bras de l'entreprise privée dans le cadre du regroupement des exploiters d'amiante. Encore une fois, on légifère, on réévalue et on recule.

(18 h 20)

L'ancien gouvernement, Mme la Présidente, agissait, légiférait et, après,

consultait, réfléchissait et devait revenir sur ses pas. Le nouveau gouvernement agira de façon plus rationnelle, plus intelligente, de façon claire et dans des mots très simples, pour permettre aux membres de l'Opposition de bien comprendre, Mme la Présidente, que le nouveau style de gouvernement que nous offrons aux Québécois et Québécoises est de réfléchir avant d'agir. L'Opposition devra s'habituer à cette nouvelle façon d'administrer les deniers publics. Je suis sûr, cependant, que le peuple du Québec est parfaitement d'accord avec ce nouveau style de gouvernement.

Le Parti libéral du Québec, au cours de la dernière campagne électorale, s'était engagé à agir vite. Elu le 2 décembre 1985, le nouveau gouvernement se retrouve à l'Assemblée nationale le 16 décembre. Je n'ai jamais compris la position du chef de l'Opposition qui disait, à ce sujet, que l'Assemblée nationale ne pourrait techniquement siéger aussi rapidement.

Mme la Présidente, ce qui était impossible pour le PQ est simple pour le Parti libéral du Québec. Nous l'avons fait. Discours inaugural, discours sur le budget et première promesse électorale remplie 15 jours à peine après la prise du pouvoir. C'est cela, Mme la Présidente, la force de l'expérience.

Le discours sur le budget prononcé par le ministre des Finances du nouveau gouvernement répondra, j'en suis certain, aux aspirations du peuple du Québec. Le Parti libéral du Québec s'est engagé au cours de la dernière campagne électorale à instaurer au Québec un nouveau climat économique. Des engagements précis ont été alors pris par le chef du parti, M. Bourassa. Le discours sur le budget livre la marchandise. Les mesures fiscales énoncées hier nous permettent d'être enfin comparables à nos voisins de l'Ontario dans un secteur aussi névralgique pour la relance économique, l'impôt. Le taux de taxe sur les carburants devait être diminué de 10 % dans les régions périphériques. C'est fait depuis minuit hier soir. Nous avons également, Mme la Présidente, pris des engagements fermes relativement à la taxe de vente sur les primes de certaines assurances individuelles. Cet engagement est également respecté depuis minuit hier soir.

Le nouveau gouvernement libéral a déjà rempli les échéances prévues pour plusieurs de ses engagements électoraux. C'est une garantie d'efficacité et de respect de la parole donnée pour l'avenir. Je pense, Mme la Présidente, qu'une telle attitude de notre gouvernement permettra d'engager les prochaines négociations avec le grand secteur du public et parapublic dans un climat de confiance que nous n'avons pas connu au Québec depuis plusieurs années. Vous savez, Mme la Présidente, que les Québécois et les

Québécoises, bientôt directement concernés par ces négociations, savent que le nouveau gouvernement les respectera et respectera également sa signature au bas du contrat à intervenir.

Mme la Présidente, la population du Québec a, le 2 décembre 1985, manifesté de façon claire qu'elle souhaitait que le Québec soit administré de façon différente. Je pense en toute honnêteté que nous lui avons prouvé, dès les quelques jours qui ont suivi, que ce choix avait été bon. Le Québec est administré depuis le 2 décembre 1985 et, pour plusieurs années à venir, par une équipe d'hommes et de femmes d'expérience.

Vous savez, Mme la Présidente, que le nouveau cabinet soit considéré comme très bien équilibré en même temps par le patronat et le monde syndical est assez révélateur. C'est là, pour l'ensemble de la population du Québec, une garantie d'administration publique efficace et harmonieuse.

Mme la Présidente, en terminant, nous avons offert au cours de la campagne électorale au peuple du Québec de changer pour du solide et de miser sur la force de l'expérience. Les Québécois et Québécoises ont déjà réalisé qu'ils avaient misé gagnants. Merci, Mme la Présidente.

Des voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Je cède la parole à la députée de Mégantic-Compton.

Mme Madeleine Bélanger

Mme Bélanger: Merci, Mme la Présidente. Je me dois de profiter de la première occasion qui m'est offerte de prendre la parole en cette Chambre, à la suite de l'élection du gouvernement libéral du 2 décembre dernier, pour m'adresser aux électeurs de Mégantic-Compton afin de les remercier de la confiance qu'ils m'ont manifestée en m'accordant un deuxième mandat à l'Assemblée nationale.

Oui, le comté de Mégantic-Compton est enfin sorti de l'Opposition. À deux semaines de son élection et du mandat clair que lui a accordé la population du Québec, le gouvernement libéral livre la marchandise. D'abord, en début de semaine, la vice-première ministre lisait le message inaugural de la 33e Législature de l'Assemblée nationale du Québec. Le message présageait un nouveau style de gouvernement, un gouvernement qui se veut catalyseur de l'économie et non, comme le voulait le gouvernement péquiste depuis neuf ans, un gouvernement entrepreneur qui se considère comme le maître d'oeuvre du développement économique du Québec.

Le gouvernement libéral travaillera avec tous les intervenants du milieu

économique du Québec afin d'atteindre notre plein potentiel économique et social. Finies les actions unilatérales d'étatisation et de privatisation irréflechies. Le gouvernement du Parti libéral, contrairement au gouvernement péquiste qui l'a précédé, ne perdra jamais contact avec la réalité québécoise. L'énorme députation libérale en cette Chambre provient de tous les secteurs de la société québécoise et elle verra au respect de tous les Québécois.

Hier, après plus de neuf ans d'attente, le Québec avait enfin droit à son premier énoncé budgétaire d'un gouvernement libéral. Comment ce budget fut-il accueilli par les Québécois? Bien sûr, les contribuables du Québec voudront toujours des plus grandes réductions d'impôt, mais, si on se fie à la réaction des divers médias d'information, ce premier énoncé de politiques budgétaires du gouvernement a été fort bien accueilli. La plupart des gros titres que l'on retrouve aujourd'hui dans les journaux disent: Le gouvernement du Parti libéral respecte ses engagements électoraux.

La réaction des Québécois est très favorable aux mesures fiscales annoncées hier par le ministre des Finances. C'est bien normal, puisque l'on y retrouve un bon nombre de bonnes mesures, des mesures progressistes pour le développement du Québec. Par exemple, des mesures prévoient l'exemption de la taxe péquiste de 9 % sur les primes d'assurance individuelle et sur les primes d'assurance individuelle contre la maladie ou les accidents. Cette première mesure représente à elle seule une réduction de taxes de 54 000 000 \$ dès la première année pour les Québécois.

De plus, les impôts sur les revenus des Québécois sont modifiés afin de rendre le Québec le plus compétitif possible en vue de favoriser la croissance de l'économie et la création d'emplois. Le Québec voit aujourd'hui l'écart qui sépare son taux marginal maximal d'imposition avec le taux marginal maximal de l'Ontario passer de 9,8 % en 1985 à 3,5 % en 1986. Cette mesure a pour but, entre autres, d'inciter les investisseurs à considérer le Québec comme une province d'investissement sans crainte de ne pouvoir attirer la main-d'oeuvre spécialisée. L'avantage fiscal qu'offrait l'Ontario aux investisseurs est devenu aujourd'hui tout à fait marginal. Cette importante mesure bénéficiera à plus de 700 000 contribuables québécois et représente une réduction d'impôt de 84 000 000 \$ pour les contribuables, applicable pour l'année d'imposition 1986.

De plus, l'énoncé budgétaire livré hier par le ministre des Finances a complètement aboli, dans certaines régions du Québec, la surtaxe imposée apparemment de façon temporaire aux consommateurs dans plusieurs régions périphériques du Québec. Par cette

mesure fiscale, les utilisateurs de carburant dans ces régions bénéficieront d'une réduction du fardeau fiscal de 40 000 000 \$ en 1986. Il s'agit là d'une mesure concrète qui stimulera le développement économique et touristique de ces régions éloignées du Québec.
(18 h 30)

Le gouvernement du Parti libéral a également profité de l'énoncé budgétaire d'hier pour annoncer qu'il retenait la formule dite de l'impôt minimum de remplacement. Cette mesure, qui fera l'objet d'une loi fiscale qui se fera dans l'harmonie avec le gouvernement fédéral, simplifiera au maximum la réglementation fiscale à laquelle doit faire face le contribuable. Les mesures que je viens de vous décrire ont pour but de stimuler l'économie du Québec. À quelques jours à peine de la passation des pouvoirs, le gouvernement du Québec fait épargner aux Québécois 18 000 000 \$ en allègements fiscaux.

C'est par des mesures concrètes de la sorte et par la nouvelle ouverture dont fait preuve le gouvernement que le Québec s'engagera dans la voie de son plein essor. Les Québécois, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral seront désormais partenaires dans le défi de l'excellence qu'est le développement économique, technologique et social du Québec. Ce ne sont, bien sûr, que les premières d'une longue série de mesures que nous développerons tout au long de notre mandat. La population du Québec ne peut s'attendre que le nouveau gouvernement libéral ne mette que six jours à corriger ce que l'ancien gouvernement a mis neuf ans à improviser. La convocation rapide de l'Assemblée nationale et l'énoncé budgétaire prononcé par le nouveau ministre des Finances sont un indicateur ferme que la volonté de changement clairement exprimée par les Québécois le 2 décembre dernier sera respectée par ce nouveau gouvernement.

La population du comté de Mégantic-Compton et en particulier les jeunes peuvent être confiants que la priorité énoncée pendant la campagne électorale, soit la création d'emplois, demeurera la plus grande préoccupation de ce gouvernement tout au long de son mandat. Merci.

M. Chevette: Mme la Présidente, compte tenu d'un arrangement ou d'un consentement mutuel que nous nous sommes donné pour arrêter le débat à 18 h 30, tout en laissant le dernier intervenant dépasser s'il était en train de faire son discours, on serait arrivé donc à la conclusion du débat sur le discours sur le budget pour le moment. Profitant cependant de la présence de Mme la vice-première ministre, ce matin, le chef de l'Opposition lui avait adressé une question et elle devait, si des décisions

avaient été prises au Conseil des ministres, en faire part à cette Chambre. Cela pourrait être le premier point que je suggérerais, M. le leader du gouvernement.

Mme Bacon: Je dois déplorer n'avoir aucune autre information à donner à cette Chambre avant la fin de la session. Nous ferons connaître publiquement les derniers renseignements ou informations le plus rapidement possible avant la fin de l'année.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que la vice-première ministre me permettrait une ou deux questions relatives à ce Conseil des ministres? Est-il exact que le gouvernement fédéral a reporté sa décision concernant Ultramar? Est-elle informée? Je pose la question.

M. Gratton: Je m'excuse, M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je conviens qu'on puisse avoir demandé à Mme la vice-première ministre si elle avait quelque chose à annoncer. Elle a dit clairement que non. Je ne pense pas qu'on puisse consentir, à ce moment-ci, qu'on reprenne la période des questions.

M. Johnson (Anjou): Cependant, si le leader le permet...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): ...il y a un autre sujet qu'elle n'a pas évoqué dans sa réponse - si je comprends bien elle a évoqué les dossiers économiques, richesses naturelles et énergie. Quant à la pleine indexation de l'aide sociale, ce qu'a évoqué le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail, ce matin...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le chef de l'Opposition sait fort bien qu'il n'était pas question de cela ce matin et que donc il n'est pas question de cela à ce moment-ci. M. le Président, j'aimerais faire part aux membres de l'Assemblée d'une entente intervenue entre le leader de l'Opposition et moi-même quant à...

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: M. le leader de l'Opposition, s'il vous plaît.

M. Chevette: Oui. Ce matin, le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail a bel et bien évoqué dans cette Chambre la discussion qui devait avoir lieu au Conseil des ministres cet après-midi sur l'indexation de l'aide sociale. Ce que le chef de l'Opposition demande, comme cela se fait dans plusieurs fins de session parce qu'il n'y aura plus d'autre période de questions avant la fin de l'année, est-ce que ce sujet-là a fait l'objet de discussion? Si oui, est-ce qu'on peut en informer la Chambre? Y a-t-il pleine indexation ou pas? C'est juste cela qu'on demande. Il me semble qu'au moment où on a besoin de tant de consentements, cela se fait tous les ans.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: À l'intention de l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale - ce que j'ai dit en privé au leader de l'Opposition - ni Mme la vice-première ministre, ni le ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, ni quelque autre ministre que ce soit n'a de nouvelle à annoncer à l'Assemblée nationale sur ces sujets pour le moment.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Je voudrais demander au leader du gouvernement s'il y a un Conseil des ministres de prévu avant Noël?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Ordre de la Chambre relatif aux débats sur l'énoncé de politiques budgétaires et le discours inaugural

M. Gratton: M. le Président, je ne suis pas en mesure de répondre à la question du leader de l'Opposition. Je pense que les engagements que le gouvernement a pris et que le premier ministre avait pris tant en campagne électorale que depuis l'élection ont été respectés jusqu'à maintenant. Tous les engagements qui n'ont pas reçu de suite auront leur suite, incluant ceux qui ont été promis pour avant les fêtes.

M. le Président, j'informe les membres de l'Assemblée qu'une entente est intervenue entre les deux partis quant à la poursuite du débat sur le discours sur le budget. Nous avons convenu qu'au cours des deux premières semaines de la session qui, comme vous le savez, reprendra le 11 mars prochain, nous disposerons d'une enveloppe de quatre

heures qui sera répartie également entre les deux formations politiques. Je voudrais qu'on en fasse un ordre de l'Assemblée, qu'on fasse également un ordre de l'Assemblée que pour la poursuite du débat sur le discours d'ouverture auquel il restait quelque cinq heures et quarante-cinq minutes, nous convenions de poursuivre ce débat pendant une période de six heures réparties également entre les deux formations politiques.

Le Président: Il y a consentement sur ces deux ordres?

M. Chevette: Nous nous sommes exactement entendus sur ces thèmes et j'aimerais que le président en fasse un ordre de la Chambre.

Le Président: Du consentement de l'Assemblée et sur motion, que le résidu du débat sur le discours sur le budget n'excède pas quatre heures, que ce temps de parole soit partagé également entre les deux groupes parlementaires, que le débat soit tenu au cours des deux premières semaines de la reprise des travaux de la présente session en mars prochain.

Dans un deuxième temps, que le résidu du débat sur le discours d'ouverture n'excède pas six heures, que ce temps de parole soit partagé également entre les deux groupes parlementaires et que le débat soit tenu au cours des deux premières semaines de la reprise des travaux de la présente session en mars prochain. Est-ce qu'il y a consentement sur ces deux motions?

M. Chevette: Oui, M. le Président. J'ajouterais que même si on ne l'a pas mis dans les ordres de la Chambre, l'entente à savoir que le chef de l'Opposition pouvait reparler sur le discours inaugural est toujours maintenue. Je vois le regard interrogateur du leader du gouvernement. Nous nous étions entendus au moment où il y avait quatre heures de débat reportées et non six pour que le chef de l'Opposition revienne en mars pour parler. Cela fait partie de l'entente globale.

Le Président: Sur les deux motions, M. le leader de l'Opposition, ou sur le discours inaugural?

M. Chevette: Sur le discours inaugural.

Le Président: M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît.

M. Gratton: M. le Président, j'affirme de mon siège que c'est la première fois que j'entends parler de cet aspect de l'entente. Je l'affirme de mon siège, M. le Président. Je ne prête pas d'intention au leader de

l'Opposition. Il se peut que cela m'ait échappé, mais j'affirme de mon siège que c'est la première nouvelle que j'ai de cette disposition de l'entente.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.
(18 h 40)

M. Chevette: M. le Président, avant même d'ajouter deux heures, il restait quatre heures de débat sur le discours inaugural. Nous avons négocié entre nous deux heures additionnelles, mais avant même d'ajouter les deux heures additionnelles, il était d'ores et déjà convenu qu'à l'intérieur des quatre heures, le chef de l'Opposition pouvait reparler en mars: Et il limitait délibérément son temps d'une heure à une demi-heure pour pouvoir reparler en mars. C'était conclu entre nos attachés politiques et nous-mêmes.

M. Johnson (Anjou): C'était dans mon discours d'ailleurs. Je l'ai dit dans mon discours.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Mon chef de cabinet me fait signe, derrière le trône, qu'on n'a aucune connaissance d'une telle... Sauf erreur, je n'ai aucune connaissance... Je l'affirme de mon siège. Si vous voulez mettre ma parole en doute, faites-le.

Le Président: M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît! Je pourrais peut-être faire une suggestion à cette Assemblée. Gardons en suspens cette motion, quitte à ce que vous vous rencontriez après la suspension. Nous pourrions suspendre dans quelques minutes pour que vous puissiez vous rencontrer. Cela va? Peut-on passer maintenant...?

Alors nous allons suspendre pour cinq minutes.

(Suspension de la séance à 18 h 41)

(Reprise à 18 h 53)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez reprendre vos sièges.

À la suite de l'entente entre les deux leaders de chacun des partis, je vais vous lire à nouveau les deux consentements qui sont intervenus: "Du consentement de l'Assemblée, sur la première motion, il est ordonné que le résidu du débat sur le discours sur le budget n'excède pas quatre heures; que ce temps de parole soit partagé également entre les deux groupes parlementaires; que le débat soit tenu au cours des deux premières semaines de la

reprise des travaux de la présente session en mars prochain.

"Dans un deuxième temps, sur la deuxième motion, que le résidu du débat sur le discours d'ouverture n'excède pas six heures; que ce temps de parole soit partagé également entre les deux groupes parlementaires; que le débat soit tenu au cours des deux premières semaines de la reprise des travaux de la présente session en mars prochain et que le chef de l'Opposition officielle aurait un autre droit de parole qu'il pourra utiliser à cette occasion." Y a-t-il consentement sur ces deux motions?

Des voix: Consentement.

Le Président: En faites-vous un ordre de l'Assemblée?

M. Chevrete: Nous vous le demandons.

Le Président: Ordre de l'Assemblée quant aux deux motions.

Dépôt de rapports annuels

M. Gratton: M. le Président, j'aimerais maintenant procéder au dépôt d'une autre liste de documents qui nous sont parvenus au cours de la journée. Il s'agit de six documents. Je peux les énumérer. Ce sont les rapports annuels de la Société d'aménagement de l'Outaouais 1984-1985, de la Société d'habitation du Québec pour 1984, de la Commission municipale du Québec, du ministère des Affaires municipales, de la Société de développement de la baie James et du ministère du Conseil exécutif, tous pour les exercices financiers 1984-1985.

Le Président: Ces six documents sont considérés comme déposés.

Projet de loi 4

Adoption du principe

M. Gratton: M. le Président, je vous demanderais maintenant de vous ramener au projet de loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique, qui a été déposé ce matin.

Le Président: C'est le projet de loi 4, M. le leader du gouvernement. Du consentement de l'Assemblée, M. le président du Conseil du trésor.

M. Paul Gobeil

M. Gobeil: M. le Président, comme vous le savez, les négociations des conventions collectives dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux et des

organismes gouvernementaux se déroulent depuis le 19 juin dernier dans le cadre de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. Les négociations ont effectivement commencé à la fin de l'été et la plupart des syndicats ont déjà déposé certaines demandes, surtout normatives, qui sont actuellement à l'étude par les diverses parties patronales et le Conseil du trésor. La Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic a créé l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération qui a comme fonction principale d'informer le public et, bien sûr, les parties négociantes de l'évolution comparée de la rémunération globale des salariés des secteurs public et parapublic d'une part et, d'autre part, de celle des autres salariés québécois de toute autre catégorie. Le premier rapport de l'Institut a été publié le 30 novembre dernier. Il s'agit, étant donné du peu de temps dont a disposé le nouvel organisme, d'un rapport plutôt préliminaire.

Pour l'année 1986, M. le Président, soit la première année des futures conventions collectives, la loi prévoit que les salaires et les échelles de salaires sont négociés dans les 30 jours de la publication du rapport de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération et après que les parties ont transmis leurs propositions.

M. le Président, le projet de loi que nous déposons a spécifiquement pour objet de résoudre la difficulté posée cette année par les délais dont je viens de faire état. Le respect de ces délais exigerait que des propositions sur les salaires et les échelles de salaires soient soumises au plus tard le 30 décembre, à toutes fins utiles, cette semaine, propositions qui, aux termes de la loi, auraient fait l'objet d'un mandat autorisé par le Conseil du trésor, conformément aux orientations déterminées par le gouvernement. Un gouvernement prenant le pouvoir à la mi-décembre ne peut sérieusement concevoir et actualiser les propositions qui engagent la moitié du budget de l'État. Ni la population ni les syndicats ne s'attendent à ce qui serait manifestement un geste précipité. L'ampleur des enjeux et les conséquences de toutes sortes de règlements à l'intérieur dans cette négociation qui s'amorce sont telles qu'elles justifient amplement la modification des délais soumise à l'approbation de cette Assemblée. En reportant de 60 jours, c'est-à-dire en fixant à la fin de février la date limite à laquelle les parties doivent transmettre leurs propositions sur les salaires et les échelles de salaires, le gouvernement, en concertation avec ses partenaires, sera mieux à même de s'acquitter de ses responsabilités avec le sérieux et

l'application que tous et toutes attendent du nouveau gouvernement.

M. le Président, nous avons informé les syndicats des secteurs public et parapublic de la modification des délais que nous recommandons.

M. le Président, avant de conclure, je voudrais mentionner à cette Assemblée qu'en accord avec l'Opposition, je propose un amendement au projet de loi 4, lequel amendement a pour but de confirmer l'entrée en vigueur de certaines dispositions du Code du travail qui ont été édictées par la loi 37. Cet amendement à la loi 4 est modifié par l'insertion, après l'article 1, de l'article suivant: "Les articles 111.0.12, 111.10 à 111.10.8 et 111.12 à 111.14 du Code du travail tels qu'édités par les articles 86, 89 et 91 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, sont en vigueur depuis le 19 juin 1985 et ont effet depuis cette date."

Je voudrais évidemment mentionner que le projet de loi devra être renuméroté en conséquence.

Le Président: Y a-t-il motion des deux côtés de la Chambre pour que cet amendement soit étudié en commission plénière?
(19 heures)

M. Chevette: M. le Président, j'aurais un boniment à faire, moi aussi, sur l'amendement et sur le projet de loi lui-même. Mais à ce stade-ci, vous nous demandez si on veut être saisis purement et simplement de l'amendement?

Le Président: On pourrait le faire, mais on pourrait le déférer immédiatement, sur consentement, à la commission plénière. Je vous reconnaitrai immédiatement quant à l'adoption sur le principe de la loi.

M. Chevette: Oui, consentement.

Le Président: Vous êtes de consentement. M. le leader de l'Opposition.

M. Guy Chevette

M. Chevette: M. le Président, je suis un petit peu surpris des propos justifiant les 60 jours de délai qui sont demandés par le président du Conseil du trésor. Vous me permettrez de dire ma surprise, parce que si c'était un peu irresponsable de déposer, dans l'immédiat, des offres salariales, je me demande comment on peut concilier que des offres salariales touchant environ 350 000 personnes deviennent un geste irresponsable alors qu'on vient de déposer un budget touchant 2 500 000 personnes d'un seul coup dans une action précipitée pour des fins électorales sûrement politiques, partisans.

Cela me surprend comme justification du délai de 60 jours, M. le Président.

Il y a une deuxième chose qui me surprend également, c'est que si on a été capable, d'une façon aussi précipitée, de faire une mini-session, d'inventer un mini-discours inaugural, d'inventer un énoncé complémentaire de budget, on n'a pas été capable d'amender cette loi 37 qu'on a tant décriée au cours de son adoption quant, par exemple, au droit de grève dans les services de santé et les services sociaux, quant, par exemple, au fait de légiférer annuellement sur le salarial. Dorénavant, c'était fini, la négociation sur le salarial dans le domaine de la santé et des services sociaux et même du public et du parapublic. Cela devait être l'Assemblée nationale au complet qui, annuellement, devait voter une loi édictant ou décrétant les salaires dans la fonction publique et le parapublic. On n'a pas conçu deux amendements à la loi 37 et on a été capable de bâtir un discours inaugural et de bâtir également un mini-budget. Cela m'apparaît tout à fait, en termes de justification, incompréhensible et je dirais même un petit peu enfantin, parce que cela devrait avoir une justification tout autre.

J'aurais aimé plutôt que le président du Conseil du trésor nous fasse connaître les véritables motifs, les stratégies qu'il y a là-dessous justifiant un report de 60 jours, parce qu'on ne peut pas, d'un côté, avoir un verbe tout à fait spontané quant à un mini-budget et essayer de justifier l'irresponsabilité ou l'incapacité temporaire de déposer des offres salariales. Cela m'apparaît peu sérieux en l'occurrence devant cette Assemblée nationale.

Mais comme nous avons dit que nous accepterions de collaborer, M. le Président, nous allons donner quand même notre consentement pour que cette motion soit étudiée.

Commission plénière

Le Président: Merci, M. le leader de l'Opposition. Est-ce qu'il a motion pour que soit déféré en commission plénière pour étude détaillée le projet de loi no 4, tel qu'amendé?

M. Lefebvre: Je fais motion, M. le Président.

Le Président: De consentement?

Une voix: Consentement, M. le Président.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour adopter le rapport de la commission plénière, tel qu'amendé?

Des voix: Consentement.

Adoption

Le Président: Est-ce qu'il y a cohésion pour procéder à l'adoption du projet de loi, tel qu'amendé?

M. Chevette: Sur division.

Le Président: Adopté sur division. Le projet de loi est-il adopté?

M. Chevette: Adopté sur division.

Le Président: Adopté sur division. M. le leader du gouvernement.

Projet de loi 7**Commission plénière**

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais d'appeler... Nous étions au stade de la commission plénière pour le projet de loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie. Est-ce que je pourrais proposer qu'on adopte tout de suite le rapport de la commission plénière et que nous procédions ensuite à l'adoption de ce projet de loi?

Le Président: Si je comprends bien, M. le leader du gouvernement, est-ce qu'il y a consentement pour étudier le rapport détaillé de la commission plénière?

M. Chevette: Il y a consentement pour étudier le rapport de la commission plénière, mais je me réserve un droit de parole avant l'adoption de la loi.

Le Président: Parfait, il y a consentement. Est-ce qu'il y a consentement sur le rapport? Est-ce que le rapport de la commission plénière est adopté?

Des voix: Adopté.

Adoption

Le Président: Consentement. Nous allons procéder maintenant au consentement à obtenir pour procéder à l'adoption de la loi. Est-ce qu'il y a consentement pour procéder immédiatement à l'adoption de la loi?

M. Chevette: Pour procéder immédiatement à l'adoption?

Le Président: À l'adoption.

M. Chevette: Je veux parler avant.

Le Président: Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Ce matin, le ministre de l'Agriculture a fait état de beaucoup de télégrammes qu'il a reçus de plusieurs groupes: des vétérinaires, etc. Cet après-midi, je recevais - je suppose qu'il l'a reçu - copie d'un télégramme qui lui était adressé et dont je voudrais faire la lecture. Il s'agit d'un télégramme envoyé à MM. Claude Ryan et Michel Pagé.

Il se lit comme suit: "La Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec regrette que le gouvernement libéral décide de décréter un moratoire sur l'adoption de la loi qui aurait réglementé l'administration des médicaments aux animaux. Cette loi est essentielle pour éliminer au maximum les résidus de médicaments dans les viandes consommées par les Québécois. Le gouvernement aurait très bien pu adopter la loi - la loi 65, je suppose - et se donner un délai d'application. Le fait qu'il décrète un moratoire indique que le gouvernement doute que cette loi soit essentielle pour la santé des consommateurs québécois. En conséquence, la fédération demande que le gouvernement convoque une commission parlementaire pour entendre les différents intervenants du milieu. Signé: Michel Messier, président de la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec."

M. le Président, tout l'exposé de mon collègue de Lévis, ce matin, a porté précisément sur la protection des consommateurs. Il a montré les graves dangers que comportait un manque de législation dans ce domaine. Je vous dis tout de suite que le député de Maskinongé, alors critique en agriculture pour l'Opposition libérale, refusait son consentement, le 20 juin dernier, pour adopter la fameuse loi devant régir précisément la protection des consommateurs face à la consommation de médicaments par les animaux. Ils ont refusé le consentement et, aujourd'hui, cette même formation politique à qui on demandait un consentement en juin et qui nous l'a refusé vient nous demander un autre moratoire visant, cette fois-ci, non pas à protéger les consommateurs québécois mais à protéger, bien sûr, certains intérêts particuliers.

L'Opposition que nous formons s'acharnera, dès le début de mars, à obtenir une commission parlementaire dans les plus brefs délais. On nous a même refusé, aujourd'hui, une commission parlementaire à la mi-février. Malgré cela, vous vivrez avec vos erreurs et je vous dis tout de suite que nous allons nous opposer à l'adoption du projet de loi en vous laissant, cependant, l'adopter. Mais nous voterons sûrement contre.

Le Président: M. le leader du gouver-

nement.

M. Michel Gratton

M. Gratton: M. le Président, très brièvement, le ministre de l'Agriculture a bel et bien reçu le télégramme en question. Pour les raisons qu'il évoquait lui-même ce matin, il considère qu'il est dans l'intérêt public que ce projet de loi soit adopté. Je demande donc que nous procédions à l'adoption du projet de loi.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement à l'adoption de la loi no 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie?

M. Chevette: Sur division.

Le Président: Adopté sur division. M. le leader du gouvernement.

Projet de loi 20

Adoption au stade où il en était à la dissolution de la 32e Législature

M. Gratton: M. le Président, je voudrais présenter une motion concernant le projet de loi 20 et j'ai besoin du consentement unanime des membres de l'Assemblée pour ce faire. Je ferais la motion au nom du ministre de la Justice, à savoir: Que l'Assemblée accepte de se saisir à nouveau du projet de loi 20 déposé lors de la cinquième session de la 32e Législature, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, et en adopte le principe; que ce projet de loi soit déposé à la commission des institutions; que la commission des institutions confie à une sous-commission le mandat de compléter l'étude détaillée dudit projet; que, nonobstant la dissolution de la 32e Législature, l'étude détaillée effectuée par la sous-commission des institutions lors de la cinquième session de la 32e Législature soit réputée avoir été faite lors de la première session de la 33e Législature.

Le but visé par cette motion est de ramener le projet de loi 20 devant l'Assemblée nationale au même stade où le projet de loi en était rendu, c'est-à-dire à l'étude détaillée en sous-commission de la commission des institutions.

(19 h 10)

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Étant donné que c'est un excellent projet de loi amorcé par le précédent gouvernement, nous y concourons.

Le Président: Cette motion est-elle

adoptée?

M. Chevette: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le leader du gouvernement.

Motion proposant que la commission des institutions complète son rapport

M. Gratton: Maintenant, M. le Président, une autre motion concernant le projet de règlement touchant les programmes d'accès à l'égalité qui se lirait comme suit: Que nonobstant la dissolution de l'Assemblée nationale, que nonobstant la dissolution de la 32e Législature la commission des institutions complète la rédaction de son rapport à la suite de la consultation générale qu'elle a tenue sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité pris en vertu du paragraphe b) de l'article 86,8 de la Charte des droits et libertés de la personne.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Étant donné que c'est la première formation politique au Québec qui s'est soucée de l'accès à l'égalité, nous y concourons.

Le Président: Dois-je comprendre que cette motion est adoptée?

Des voix: Oui.

Le Président: Adopté.

Motion autorisant la formation des commissions avec pouvoir de siéger

M. Gratton: M. le Président, j'ai une autre motion qui, celle-ci, ne vient pas de l'ex-gouvernement et qui, je l'espère, va recevoir le même aval de l'Opposition que les deux précédentes. C'est une motion de suspension des règles de procédure concernant la formation des commissions parlementaires et elle se lit comme suit: Que, conformément à l'article 182, cette Assemblée suspende jusqu'au 11 mars 1986 l'application de l'article 127 de notre règlement en raison de l'impossibilité de respecter les délais qui y sont prescrits, que la commission de l'Assemblée nationale se réunisse dans les 60 jours suivant l'adoption de la présente motion afin de choisir les commissions qui seront présidées par un député du groupe formant le gouvernement et celles qui le seront par un député de l'Opposition, de déterminer la composition des commissions et de fixer la date de leur première réunion. Que toutes ces décisions de la commission de l'Assemblée nationale soient prises à l'unanimité; que toutes ces

décisions soient effectives sans délai; qu'à la première occasion le président dépose à l'Assemblée un rapport faisant état de ses décisions.

Que jusqu'au 11 mars 1986 l'article 178 du règlement soit modifié en ajoutant partout après le mot "Assemblée" les mots "ou la commission de l'Assemblée nationale".

Le but de cette motion, si elle est adoptée, aura pour effet de permettre à la commission de l'Assemblée nationale de procéder à la nomination des membres des huit commissions parlementaires sans devoir revenir devant l'Assemblée nationale, ce qui permettra que certaines de ces commissions puissent siéger avant la reprise de la session, le 11 mars prochain.

Le Président: Est-ce que cette motion est adoptée?

M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Cette motion a fait l'objet de beaucoup de discussions entre les deux leaders et nous sommes d'accord.

Le Président: Adopté.

Projet de loi 9

Adoption

M. Gratton: M. le Président, comme dernier point, en ce qui me concerne, j'aimerais demander le consentement unanime de cette Assemblée nationale pour proposer l'adoption d'un projet de loi, le projet de loi 9, Loi concernant la nomination du jurisconsulte visé par la Loi sur l'Assemblée nationale. Ce projet de loi prévoit un mode de nomination particulier pour la désignation du prochain jurisconsulte visé par la section IV de la Loi sur l'Assemblée nationale.

Si on me le permet tout de suite, j'aimerais expliquer qu'il s'agit, dans les faits, de permettre à la commission de l'Assemblée nationale de procéder à la nomination d'un jurisconsulte et ce à l'unanimité de ses membres.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Oui, M. le Président. Nous avons pris connaissance du projet de loi et nous sommes également d'accord parce que cela créerait autrement un vide juridique qui pourrait être préjudiciable à certains députés. Donc, nous donnons notre consentement à cette motion.

Le Président: J'attire l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'il faut absolument, avant de procéder à l'adoption de l'amendement du projet de loi 9, c'est-à-dire la Loi sur l'Assemblée nationale, il nous faut

obtenir cinq consentements, c'est-à-dire qu'il doit y avoir consentement unanime de l'Assemblée quant à la présentation du projet de loi, quant à l'adoption du principe de la loi, quant au renvoi en commission, quant au rapport de la commission et quant à l'adoption immédiate.

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Chevette: Tous les consentements sont donnés.

Le Président: Adopté. Le projet de loi 9, Loi concernant la nomination du jurisconsulte visé dans la Loi sur l'Assemblée nationale, est adopté.

M. Gratton: Merci, M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je remercie l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale pour leur collaboration et je vous demanderais, M. le Président, de reconnaître Mme la vice-première ministre.

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Bilan et vœux

Mme Lise Bacon

Mme Bacon: M. le Président, cette première session de la trente-troisième Législature a été, pour le gouvernement du Québec, aussi brève que significative. Nous tenions à ce qu'elle ait lieu maintenant, avant la fin de l'année, même si la nouvelle équipe gouvernementale n'est en poste que depuis quelques jours, et ce, afin de permettre à cette Assemblée, ainsi qu'à tous les Québécois et les Québécoises, de se rendre compte de l'esprit de renouveau et de détermination avec lequel le nouveau gouvernement entend respecter ses engagements et assumer complètement ses responsabilités.

Je souhaite à tous les membres de cette Assemblée, ainsi qu'à tout le personnel technique et professionnel de cette instance, dont le soutien constant est essentiel à l'efficacité de nos travaux, de passer un temps des fêtes joyeux, serein et régénérateur. Que ce répit de quelques jours nous permette à tous d'aborder la nouvelle année avec une vigueur et un enthousiasme, démontrés maintes fois dans le passé, dont nous aurons bien besoin pour développer et maintenir la croissance d'un Québec fort, tant sur le plan économique que sur le plan

social et culturel.

Les attentes des plus démunis et défavorisés parmi les nôtres, et particulièrement les jeunes, commandent de la part du gouvernement une volonté d'agir à la fois rapide et équitable, mais cette volonté politique ne saurait trouver son achèvement sans la collaboration loyale et généreuse de tous les hommes et les femmes, employés de l'État. À tous ces femmes et hommes fonctionnaires qui ont choisi de servir la population dans quelque métier ou profession que ce soit, je souhaite de passer une période des fêtes heureuse et ressourçante, si on me permet l'expression, parce que pour eux et elles aussi la prochaine année en sera une où il faudra donner beaucoup de soi-même au profit du bien-être de tous et de toutes.

Qu'il me soit aussi permis d'offrir au nom des membres de l'Assemblée nationale, mes meilleurs vœux à tous les citoyens et citoyennes du Québec pour qui chacun d'entre nous a choisi d'investir le meilleur de son énergie. Fidèles à nos traditions, les fêtes de Noël et du Jour de l'an ont toujours été pour les Québécois et les Québécoises l'occasion de se retrouver en famille ou entre amis.

Que cette période privilégiée en soit une non seulement de réjouissances, mais aussi de réflexions afin que s'établisse dans un climat de paix et de sérénité le nécessaire consensus dont a besoin une société pour continuer à progresser.

Enfin, aux membres de cette Assemblée, qu'il me soit permis de vous remercier de votre collaboration manifestée à l'occasion de cette brève session dans l'accomplissement de mon rôle de vice-première ministre.

Je suis par ailleurs persuadée que chacun et chacune des députés ministériels et, j'espère, de l'Opposition souhaitent hautement le retour parmi nous de notre premier ministre, M. Robert Bourassa, à qui je souhaite en votre nom, à tous, j'espère, mes meilleurs vœux. Merci

Le Président: M. le chef de l'Opposition, s'il vous plaît!

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): M. le Président, puisque la vice-première ministre a choisi de nous entretenir de quelques propos qualifiant cette session, elle comprendra que, moi aussi, je la qualifierai en quelques mots. Session évidemment extrêmement courte dont on peut dire au moins qu'elle n'a pas été préparée de longue main, dont on peut dire qu'elle est arrivée un peu abruptement et dont on peut dire ultimement qu'elle n'était pas nécessaire. Néanmoins, elle nous aura permis de constater les talents politiques de

la nouvelle équipe élue qui a la responsabilité du gouvernement.

Elle nous aura permis aussi de commencer tranquillement, comme Opposition, à toiser un peu les membres du Conseil des ministres auxquels nous ferons face à compter du mois de mars de façon régulière, à reconnaître quelques visages chez ces nouveaux collègues qui siègent avec nous à l'Assemblée nationale dont une bonne partie, il faut bien le dire, débordent de notre côté, à leur corps défendant pour la plupart d'entre eux, je n'en doute pas.

Cette session, cependant, ne nous aura pas permis de donner certaines assurances à des milliers de personnes. Je pense, entre autres, M. le Président, à ce que j'évoquais ce matin, alors que je disais: Est-ce que la vice-première ministre permettra à des milliers de travailleurs dans le secteur de la pétrochimie dans la grande région de Montréal, à des milliers de travailleurs sur la Côte-Nord ou en Gaspésie d'envisager la période des fêtes avec satisfaction? La réponse est non. Avec espoir ou encore avec résignation, je souhaite qu'il y ait espoir, comme sans doute la vice-première ministre le souhaite également.

Je regrette que nous n'ayons pu obtenir une confirmation de la part de la vice-première ministre avant Noël, comme c'en était la tradition depuis quelques années, d'un engagement que le ministre responsable de la Sécurité du revenu prend normalement et qui est la pleine indexation des montants d'aide sociale pour les plus démunis de notre société, surtout quand je considère que cette session, pour l'essentiel, aura permis qu'on réduise l'impôt des plus fortunés de cette société et à peu près exclusivement cela.

Mes vœux, M. le Président, vont à vous, évidemment, nouvellement en poste, ainsi qu'à vos deux collègues à qui, encore une fois, je réitère notre volonté de collaboration dans un contexte où nous saurons voir en vous un défenseur des droits de l'Opposition et des obligations du gouvernement à l'égard de l'Opposition. Ils vont au personnel de l'Assemblée, au secrétariat, à notre nouveau Secrétaire général permanent, à ses acolytes, à nos pages qui auront travaillé quelques jours à cette époque-ci de l'année alors qu'ils ne s'y attendaient peut-être pas, au personnel de la transcription du journal des Débats et de l'enregistrement des débats, au personnel de la télédiffusion des débats, ainsi qu'au personnel du Parlementaire, à la tribune de la presse, bien vide ce soir, chose étonnante, et à tous les fonctionnaires. Je pense surtout à ces fonctionnaires du ministère des Finances et du Conseil du trésor qui ont dû, de façon quelque peu précipitée, exécuter des mandats ou subir des ordres, pour ne pas dire le désordre des derniers jours dans le cadre de cette session.

Mes salutations vont également aux

nouveaux ministres qui occupent ces fonctions et aux nouveaux députés à qui je souhaite, puisque je suis convaincu qu'ils les ont méritées déjà, des vacances. Je les réitère à l'égard de mes collaborateurs, dont certains me suivent dans une cavalcade depuis près de six mois, et qui ont aussi mérité, je crois, ces longues vacances et ces nouveaux collègues.

Le temps des fêtes est un temps de répit, de repos et de vacances souvent très bien méritées. C'est aussi un temps de fraternité où, au-delà de la partisanerie, des idéologies, les gens se retrouvent, je dirais, presque en dehors du temps et où l'essentiel de la relation, c'est celle de la fraternité et de l'affection qui existent entre les êtres humains.

Ce temps de retrouvailles est aussi un temps de paix, cette paix qui ne règne pas partout dans le monde, mais qui règne en dépit des difficultés que nous connaissons dans cette société qui reste profondément tricotée serrée, comme le disait un sociologue, de gens qui parviennent, au-delà de leurs différences, de leurs divergences et de certaines tensions sociales occasionnelles, à se retrouver parce que le peuple de ce territoire fondamentalement est un peuple généreux.

Je souhaite que cette période des fêtes soit aussi pour nos concitoyens une période de réflexion. Je pense qu'ils parleront très peu de politique à Noël, compte tenu du fait qu'on les a bien occupés avec tout cela pendant de nombreux mois. Je présume que nos concitoyens profiteront de ce temps de réflexion aussi pour prendre quelques secondes dans leur vie pour réfléchir à ce qu'ils peuvent faire pour le progrès du Québec et de son peuple. Merci.

Le Président

Le Président: J'avise tous les membres de cette Assemblée qu'il y aura sanction de projets de loi vers 20 heures au bureau du lieutenant-gouverneur.

Vous me permettrez également de vous remercier tous de votre entière collaboration, je devrais dire de votre collaboration totale cette semaine. C'était, pour plusieurs d'entre vous, mais peut-être surtout pour moi, une semaine d'initiation et vous me l'avez rendue très facile. J'en profite également pour vous souhaiter à tous un joyeux Noël et une très bonne et heureuse année. J'ajoute des vœux de bonnes fêtes très spéciaux pour tous les employés de l'Assemblée nationale que je n'ai pu rencontrer cette semaine étant donné mes obligations. Je vous invite, dans quelques minutes, au salon rouge, à prendre le verre de l'amitié.

Encore une fois, joyeux Noël et à tous une très bonne et heureuse année. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je propose que nous ajournions nos travaux au mardi, 11 mars, à 14 heures.

Le Président: L'Assemblée est ajournée au mardi, 11 mars 1986, à 14 heures.

(Fin de la séance à 19 h 27)